



PRÉSIDENTIELLE
CE QUI PEUT ENCORE
SE JOUER

ÉMIRATS ARABES UNIS — LES DESSOUS
D'UNE SUCCESS-STORY DÉBAT — FAUT-IL
BOYCOTTER LA CULTURE RUSSE ?



Courrier international

N° 1639 du 31 mars au 6 avril 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,90 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,20 €, Canada 7,95 \$ CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-
Bretagne 4,70 £, Grèce 5,40 €, Italie
5,40 €, Japon 890 ¥, Maroc 43 DH,
Pays Bas 5,40 €, Portugal 6,50 €, Rou-
manie 6,50 €, Royaume Uni 5,40
£, Suisse 6,50 CHF, Tunisie 7,70 DT,
Afrique CPA autres 3500 F CPA.

UKRAINE COMMENT ARRÊTER LA GUERRE ?

**Quelles concessions
la Russie et l'Ukraine sont-elles
prêtes à faire ? Comment
gérer durablement l'afflux
de millions de réfugiés
en Europe ? Les analyses
de la presse étrangère.**

M 03183 - 1639 - F: 4,50 €





BFC Bouygues Telecom - Société anonyme au capital de 819 896 824,76 € - Siège social : 377-381, rue Boissière - 75016 PARIS - 397 480 930 RCS PARIS.

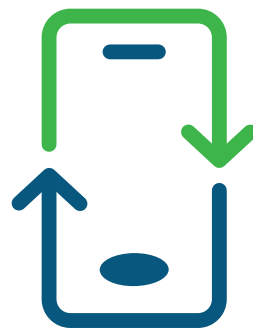


On n'arrêtera jamais de faire tomber nos smartphones.

Bouygues Telecom vous aide à faire réparer votre smartphone pour le faire durer plus longtemps.

Tous nos clients forfait Sensation bénéficient de **30 % de remise sur la réparation express de leur smartphone.**

Nos conseillers vous accueillent dans **nos 500 boutiques.**



solutions smartphone durable

RÉPARÉ · REPRIS · RECONDITIONNÉ · RECYCLÉ

Réparation sous 1 à 5 jours ouvrés avec remise de 30 % valable deux fois par an jusqu'au 04/02/23 pour les clients Sensation (engagement 12 ou 24 mois) auprès de notre partenaire WeFix. Conditions sur bouyguetelecom.fr. 📦 Kit mains-libres recommandé.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Comment arrêter la guerre ? p.6

Lundi 28 mars, veille de bouclage. Comme chaque semaine depuis le début de la guerre en Ukraine, nous nous réunissons pour finaliser les pages du dossier et y intégrer notamment l'actualité du week-end. Nous réfléchissons aussi à ce que nous traiterons dans les prochains numéros. Nous avons travaillé sur la question des réfugiés, en partant de deux reportages publiés, l'un, dans l'hebdomadaire hongrois **Magyar Hang**, et l'autre, dans le **New York Times**. Le premier raconte l'extraordinaire mobilisation des civils dans les villages proches de la frontière. Le récit concerne ici la Hongrie, mais il aurait pu s'agir de la Pologne, de la République

tchèque... les pays proches qui accueillent le plus de réfugiés. Ils sont déjà près de 4 millions à avoir fui leur pays - et plus de 6 millions ont été déplacés dans leur propre pays. Soit l'un des plus grands exodes de l'histoire en si peu de temps. Et, en retour, l'un des plus vastes mouvements de solidarité jamais vus. L'Europe, nouvelle terre d'accueil ? On aimerait y croire. Car cette crise pourrait influencer durablement les politiques migratoires de l'Union européenne (UE), qui a réagi très vite en accordant le statut de protection temporaire aux réfugiés ukrainiens. Une mesure qui leur permet de résider partout dans l'UE, de pouvoir travailler et d'avoir accès au logement, à l'éducation... On est loin des débats sur le droit d'asile de ces dernières années. Il ne s'agit pas pour autant de faire de l'angélisme. De nombreuses questions se posent, à commencer par une impression de deux poids deux mesures concernant le sort réservé à certains réfugiés.

Il faut lire le récit du **New York Times**, qui a suivi en parallèle l'itinéraire de deux d'entre eux. L'une est ukrainienne, l'autre soudanais. Ils ont franchi la frontière polonaise le même jour, mais n'ont pas rencontré les mêmes conditions d'accueil. Loin de là. Il n'empêche. Une brèche a été ouverte. Toute la question est de savoir si la mobilisation en faveur des uns finira par jouer en faveur des autres. Est-ce tenable à long terme ? En Pologne, où près de 2,3 millions d'Ukrainiens ont été accueillis, on s'inquiète : *"Combien de temps pourrons-nous tenir ?"* s'interroge ainsi le site **Krytyka Polityczna**. Ce débat-là est important. Il devait faire l'objet de notre couverture. Mais voilà, en fin de semaine déjà, plusieurs signaux laissaient augurer, peut-être, un premier virage dans la guerre. L'armée russe a d'abord annoncé se recentrer sur le Donbass. Signe de faiblesse en raison de l'enlèvement ? Ou premier pas vers une "porte de sortie" qui pourrait paraître

"acceptable" pour tous les protagonistes ? Nous nous sommes posé la question. Jusqu'à cette réunion, lundi. Nous ne sommes pas tous d'accord pour changer la une. Peut-on titrer sur des spéculations ? Imaginer des scénarios, alors que les négociations reprennent le lendemain ? Et le dossier Réfugiés ? Nous ne supprimons pas les articles. Simplement, l'actualité nous rattrape. Dilemme.

Mardi 29 mars, 10 heures. Nous avons rajouté des pages, traduit de nouveaux articles qui s'interrogent sur les conditions d'une désescalade. *"Dans la guerre qui entre dans son deuxième mois, aucune issue n'est en vue"*, écrit le **Los Angeles Times**. Les chances d'aboutir à un cessez-le-feu sont minimes, estime le journal, *"alors que tous les ingrédients d'un accord sont réunis"*. Même sentiment dans le **Spiegel**, où un expert britannique évoque le scénario d'une guerre longue. *"Les concessions les plus importantes*

doivent venir de Moscou", selon lui. Mais Poutine craint de perdre la face, et le pouvoir. Dans le **Guardian**, une politologue ukrainienne explique, elle, pourquoi l'Ukraine ne cédera pas un centimètre de territoire. Nous n'avons pas encore notre couverture (ni son titre).

Mardi 29 mars, 16 heures. Après la reprise des négociations à Istanbul, le chef de la délégation russe déclare que la Russie a proposé de faire *"deux pas en direction des autorités de Kiev en vue d'une désescalade"*. Un pas politique et un pas militaire. Concrètement, l'armée russe *"réduit son activité militaire en direction de Kiev et de Tchernigüiv"*. C'est peut-être bien le premier virage dans ce conflit. Nous changeons la couverture. Et ce making of.

En couverture :
un soldat ukrainien,
le 27 mars, à Kharkiv, Ukraine.
Photo Felipe Dana/AP Photo/Sipa.
France : dessin de Ramsés, Cuba.



Sommaire

ÉMIRATS ARABES UNIS p.34

LES DESSOUS D'UNE SUCCESS-STORY

dossier



Petit pays jadis marginal, la riche pétromonarchie est devenue un acteur majeur au Moyen-Orient. En cinquante ans, elle a connu une ascension fulgurante mais entachée de zones d'ombres et d'implications dans des conflits meurtriers.

FRANCE p.20

Présidentielle: rien n'est joué

Un thème s'impose dans la campagne, le pouvoir d'achat, sur lequel surfe Marine Le Pen, possible qualifiée pour le second tour, derrière Macron et juste devant Mélenchon.

ÉCONOMIE p.40

La Bourse au diapason

Les émotions influencent les choix des investisseurs, explique l'économiste Alex Edmans. Ainsi, lorsque des chansons gaies sont populaires, le marché se surpasse.

FAUT-IL BOYCOTTER LA CULTURE RUSSE ? p.44

Films déprogrammés, concerts annulés, contrats rompus : de nombreux acteurs culturels occidentaux coupent les liens avec la Russie. Vont-ils trop loin ?

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Arab News** Djeddah, quotidien. **Azonnali** (azonnali.hu) Budapest, en ligne.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- Financial Times** Londres, quotidien.
- Foreign Policy** Washington, bimestriel.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- Huanqiu Shibao** (Global Times) Pékin, quotidien.
- Harvard Business Review** Boston, mensuel.
- History Today** Londres, mensuel.
- Al-Jazeera English** (aljazeera.com) Doha, en ligne.
- La Lettura** Milan, hebdomadaire.
- Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien.
- Magyar Hang** Budapest, hebdomadaire.
- Magyar Nemzet** Budapest, quotidien.
- Middle East Eye** (middleeasteye.net) Londres, en ligne.
- De Morgen** Bruxelles, quotidien.
- The New York Times** New York, quotidien.
- The Observer** Londres, hebdomadaire.
- Página 12** Buenos Aires, quotidien.
- South China Morning Post** Hong Kong, quotidien.
- The Spectator** Londres, hebdomadaire.
- De Standaard** Bruxelles, quotidien.
- The Third Pole** (thethirdpole.net) New Delhi, en ligne.
- The Wall Street Journal** New York, quotidien.

360°



SOMMAIRE

À la une

6. Ukraine. Comment arrêter la guerre ?

D'un continent à l'autre

20. Présidentielle. Ce qui peut encore se jouer

26. Hongrie. Peut-on tourner la page Viktor Orbán ?

28. Afrique. Moscou tisse sa toile

29. Sahara occidental. Le vertigineux virage de l'Espagne

31. Chine. L'art de ménager l'Occident et la Russie

32. Inde. Le blues des bergers de l'Himalaya

Dossier

34. Émirats arabes unis : les dessous d'une success-story

Transversales

40. Économie. La musique adoucit les cours

41. Environnement. Dégazages intempestifs

42. Sciences. Une nounou robot pour utérus artificiels

43. Signaux. Un miroir déformant de la société américaine

360°

44. Débat. Faut-il boycotter la culture russe ?

52. Musique. Allô maman, burn-out

53. Plein écran. Travail plein champ

54. Histoire. La mystérieuse grotte des nageurs



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Le conflit vu par la presse étrangère

La stratégie russe, la résistance des Ukrainiens, l'accueil des réfugiés, le positionnement de l'Europe, des États-Unis, de la Chine... Suivez la guerre vue par les reporters et les spécialistes de la presse internationale.

Témoignage. Profession : négociateur avec les cybercriminels

Contrats opaques, échanges cryptés et dirigeants paniqués : bienvenue dans le quotidien d'un négociateur de rançons pour les entreprises victimes de cyberattaques. Un récit du site espagnol **El Confidencial**.

La France vue de l'étranger. Dernière ligne droite avant la présidentielle

À partir du 1^{er} avril, retrouvez chaque jour dans notre édition matinale un éditorial, un reportage ou une analyse de la presse étrangère sur les dernières manœuvres des candidats avant le premier tour.

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation ?
Qu'est-ce qui nous divise ?
La France racontée par la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Mars 2022. Commission paritaire n° 0722c82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Marguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Egoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevts (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Lyette (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bécœl (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondel (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saïlyb (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majourat (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (1670) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (1666) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizée Marchal (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Mauty, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torunn Amiel, Giuseppe Ardiri, Jean-Baptiste Bor, François Burkard, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Le Callet, Camille Dalcioux, Marie Daoudal, Lucie Droulers, Corinne Duqueyroux, Jeanne Fournier, Sophie Laurent-Lefèvre, Valentine Morizot, Florent Normand, Robin de Obaldia, Vincent Trarriere, Isabelle Taudière, Rachel Teysandier, Nelly Valière, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 0157282000 Présidente Laurence Bonicalzi Briand, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Stevee Dablin (stevee.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (1606) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (1652) Comptabilité 0148884551 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (0157283220) Chef de produits Valentin Moreau (0157283399) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 0321130431 Fax 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H7E 7K1, Canada.



Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Europapier : Plat - 0,003 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

RCO22BAO002

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-cc

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site Internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



2 MOIS DE COTISATION OFFERTS
pour toute adhésion du 1^{er} avril
au 31 mai 2022 inclus,
sous conditions.

Protégez dès maintenant ce que vous avez de plus précieux : votre famille.

**SECUR'Famille 2, pour vous aider à sécuriser
financièrement l'avenir de vos proches.**



**CAISSE
D'ÉPARGNE**

Vous être utile.

Banque & Assurances

Offre valable une fois par assuré, du 1^{er} avril au 31 mai 2022 inclus, pour toute adhésion avec cotisations mensuelles au contrat SECUR'Famille 2. Les deux premières cotisations ne seront pas prélevées. Le montant des cotisations suivantes sera fixé selon les conditions normales prévues par le contrat. Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès de votre conseiller ou sur www.caisse-epargne.fr

Communication à caractère publicitaire et promotionnel.

SECUR'Famille 2 est un contrat d'assurance en cas de décès, de BPCE Vie et de BPCE Prévoyance. Les prestations d'assistance sont assurées par Inter Mutuelles Assistance. Entreprises régies par le Code des assurances.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros. Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France 75201 Paris Cedex 13 - RCS Paris n° 493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100. ALTMANN + PACREAU - Crédit Photo : Getty Images.

à la une

UKRAINE COMMENT ARRIVER



ÊTER LA GUERRE ?

Le conflit entre dans son deuxième mois. La presse évoque des discussions autour de concessions réciproques dans les négociations entre Kiev et Moscou. Sur le terrain, la Russie assure vouloir concentrer ses forces sur l'est du pays et l'Ukraine dit avoir repris certaines villes emblématiques. Alors que l'Europe apprend à faire face à l'afflux de millions de réfugiés, la presse étrangère s'interroge : assiste-t-on à un tournant de la guerre ? Et si la diplomatie reprenait la main ?

Dernière minute

EMPOISONNEMENT ?

Alors que de nouveaux pourparlers se sont ouverts mardi 29 mars en Turquie, le **Wall Street Journal** a révélé la veille que le milliardaire russe Roman Abramovitch et deux négociateurs ukrainiens qui participent aux efforts de paix ont présenté des symptômes faisant penser à un empoisonnement. Selon le quotidien américain, l'oligarque, qui tente de jouer les médiateurs entre la Russie et l'Ukraine, et au moins deux membres de l'équipe de négociation ukrainienne ont souffert de rougeurs et d'irritations des yeux ainsi que de problèmes de peau au visage et aux mains. Selon le *Wall Street Journal*, certaines des personnes proches du dossier ont imputé l'attaque présumée aux "partisans de la ligne dure à Moscou", estimant que "ces derniers cherchaient à saboter les négociations de paix".

PRESSE INDÉPENDANTE

Après deux avertissements des autorités de contrôle des médias russes, le journal moscovite indépendant **Novaïa Gazeta** a annoncé, le 28 mars, qu'il suspendait ses publications sur tous les supports, et ce "jusqu'à la fin de l'opération spéciale sur le territoire de l'Ukraine". Le rédacteur en chef du journal, Dmitri Mouratov, colauréat du prix Nobel de la paix 2021, a commenté cette situation dans une lettre adressée aux "lecteurs-sponsors privés" du titre, dont le quotidien en ligne **Gazeta.ru** a eu connaissance : "Pour nous, et pour vous, je le sais, c'est une décision terrible et très lourde. Mais nous devons nous préserver les uns les autres. Votre soutien est plus que jamais crucial. Sans vous, nous ne survivrons pas. Merci et à bientôt !"

IRPIN REPRIS

"Nous avons de bonnes nouvelles aujourd'hui, Irpin a été libéré." C'est le message, retranscrit par **The Times**, lancé le 28 mars sur le service de messagerie Telegram, par le maire de cette ville située au nord-ouest de Kiev. Selon le **Financial Times**, "si elle était confirmée, la reprise d'Irpin serait un moment fort pour les forces ukrainiennes, car cette ville de la banlieue de Kiev a été le théâtre de combats acharnés depuis le début de la guerre".

← Ce véhicule, sur lequel a été posé un papier avec le mot "enfants", est tombé en panne, le 27 mars, dans la périphérie de Mykolaïv, une ville clé sur la route d'Odessa, le plus grand port d'Ukraine.
Photo Bulent Kilic/AFP



34^E JOUR DE GUERRE

Situation au mardi 29 mars 2022

Zones tombées sous le contrôle de l'armée russe depuis le 24 février

Zones partiellement sous son contrôle



COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS "THE NEW YORK TIMES", INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW), "LE MONDE"

LES CONDITIONS POUR LA PAIX SONT LOIN D'ÊTRE RÉUNIES

Si Poutine et Zelensky semblent prêts à quelques concessions, la guerre sera longue, analyse ce quotidien américain, selon lequel aucun camp ne sortira véritablement vainqueur.

— Los Angeles Times (extraits) Los Angeles

Dans la guerre en Ukraine, qui vient d'entrer dans son deuxième mois, aucune issue n'est en vue. La Russie et son armée sont bloquées dans leurs tentatives de conquête de plusieurs grandes villes, dont Kiev. Les défenseurs de l'Ukraine livrent un combat héroïque, mais dans les villes assiégées, les civils paient un atroce tribut. Aucun des belligérants n'entend visiblement capituler : chaque camp reste convaincu de pouvoir résister plus longtemps. D'où les

chances très minimes d'aboutir à un cessez-le-feu, alors même que tous les ingrédients d'un accord sont réunis.

Dans les derniers pourparlers, des représentants russes et ukrainiens ont esquissé les contours de compromis envisageables.

En public, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a mis une concession sur la table : il est disposé à renoncer à demander l'adhésion de son pays à l'Otan, dont Poutine avait fait à l'origine le principal casus belli. "On nous dit que nous ne pouvons pas entrer [dans l'Otan], a déclaré le chef de l'État ukrainien.

C'est un fait, et il faut en prendre acte." Zelensky avance également que l'Ukraine pourrait accepter la "neutralité", mais à la condition sine qua non que les États-Unis et d'autres pays se portent garants de sa sécurité en cas de nouvelle invasion.

Tacitement, Poutine a lui aussi modéré ses ambitions. Il avait commencé par exiger la "dénazification" du gouvernement ukrainien, en d'autres termes le remplacement de Zelensky par dirigeant un prorusse. Ces dernières semaines, les Russes n'ont pas réitéré cette demande. Moscou aurait également révisé ses objectifs militaires à la baisse. Lors d'une conférence de presse, le 25 mars, le général Sergueï Roudskoï, adjoint au chef de l'état-major russe, a affirmé que la Russie

"POUTINE N'A PAS ABANDONNÉ L'ESPOIR DE VOIR SES TROUPES SE RESSAISIR."

Alexander Vershbow,
EX-AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS
EN RUSSIE

n'avait jamais eu l'intention de s'emparer de Kiev. Les forces russes, a-t-il déclaré, vont désormais s'attacher à asseoir leur contrôle sur Donetsk et Louhansk, ces deux régions de l'est de l'Ukraine où des séparatistes prorusse ont déclaré leur indépendance.

Mais Poutine a toujours des exigences élevées. Il réclame de Zelensky qu'il reconnaisse le rattachement de la Crimée à la Russie, envahie en 2014, ainsi que l'indépendance de Donetsk et Louhansk. Des annexions que Zelensky rejette, exigeant de son côté le retrait total de l'armée russe. Les Ukrainiens ont en revanche proposé un "compromis inventif" : s'ils refusent d'entériner toute annexion de régions par la Russie, ils s'engagent à œuvrer à la réunification par des voies strictement pacifiques. Mais malgré les pourparlers irréguliers sur ces questions, le compromis reste encore bien loin.

Le maître du Kremlin semble toujours convaincu que son armée peut remporter la guerre, et c'est là le fond du problème. "Poutine n'a pas l'air de vouloir parvenir à un accord, confie Alexander Vershbow, ex-ambassadeur des États-Unis en Russie. Il n'a pas abandonné l'espoir de voir ses troupes se ressaisir. Alors au lieu de combattre sur l'ensemble du territoire ukrainien, l'armée russe semble désormais se concentrer sur un ou deux fronts." Une sorte d'application de la tactique du salami [stratégie développée par le dirigeant hongrois Matyas Rakosi consistant à éliminer ses ennemis "tranche après tranche"].

Pendant ce temps, l'armée ukrainienne commence à manquer de missiles antiaériens et antichars, qui se sont révélés d'une grande efficacité. "Les Ukrainiens sont héroïques, mais ils ne pourront pas continuer comme ça éternellement. La livraison d'armes doit s'accélérer. C'est ce qui poussera Poutine à négocier", estime le diplomate.

Donbass : les référendums devront attendre

La tenue de tels scrutins dans les deux républiques autoproclamées de Donetsk et de Louhansk ne pourra se faire avant la conquête totale de ces territoires par l'armée russe.

Un référendum sur le rattachement de la république populaire de Louhansk (RPL) à la Fédération de Russie pourrait être prochainement organisé, a annoncé le 27 mars son dirigeant, Leonid Passetchnik, rapporte le quotidien moscovite **Nezavissimaïa Gazeta**. Le leader de cette république autoproclamée du Donbass, dont l'indépendance a été reconnue par Moscou le 21 février en même temps que celle de la république populaire de Donetsk (RPD), a déclaré à la presse : "Je pense que très prochainement sera organisé, sur le territoire de la République, un référendum qui permettra à la population de réaliser son droit constitutionnel le plus absolu en exprimant son avis sur l'intégration à la Russie. Et je suis persuadé que c'est ce qui se passera."

Une écrasante majorité des habitants de la RPL devrait approuver le rattachement, assure son conseiller, Rodion Mirochnik, relayé par le quotidien **Izvestia**. Mais il ne s'agit pour l'instant que d'une "initiative", qui doit préalablement être

approuvée par Moscou, précise-t-il. "Bien que 90 % du territoire de notre République aient été libérés, des villes importantes comme Severodonetsk et Lissitchansk sont toujours sous le contrôle des formations armées ukrainiennes. Or il faut que tous les habitants de la RPL puissent participer au scrutin, et ce n'est pas possible pour l'instant", reconnaît-il. C'est aussi l'avis du président de la Commission aux affaires de la CEI de la Douma russe, Leonid Kalachnikov, qui a estimé que la tenue d'un référendum n'était "pas opportune pour l'heure", précisant que le "sort de la région se joue actuellement sur le front".

La même initiative de référendum devrait voir le jour en république populaire de Donetsk, indique le député russe et ancien président du conseil des ministres de la RPD Alexandre Borodai. "Je pense que l'annonce ne devrait pas tarder, mais il faut d'abord résorber les dernières poches armées ukrainiennes", a-t-il commenté.

Comme l'explique le politologue Alexandre Gouchtchine à la *Nezavissimaïa Gazeta*, les forces de la RPD, de la RPL et de la Russie "font face à une résistance acharnée de l'armée ukrainienne qui a, ces huit dernières années [depuis la sécession des deux régions du Donbass, en 2014,] et avec l'aide de l'Occident, consolidé ses positions" sur ce front. Les combats vont se poursuivre quelque temps dans ce secteur. Par ailleurs, poursuit l'expert, Moscou, qui veut désormais se "concentrer" sur l'est de l'Ukraine, va chercher à "libérer" l'entièreté des territoires des deux républiques, "tout en maintenant son contrôle sur les régions du Sud, qui permettent la jonction terrestre de la Russie avec la Crimée et en consolidant sa prise en main des territoires conquis". Selon lui, la déclaration du dirigeant de la RPL sur le référendum a pour but de convaincre la population du caractère irréversible des changements en cours.

Le 25 mars, comme le relaie le quotidien en ligne **Gazeta.ru**, le chef du commandement du quartier général des forces armées de Russie, Sergueï Roudskoï, avait affirmé que les principaux objectifs de la première étape de l'opération militaire russe en Ukraine étaient "globalement atteints". "La puissance de combat des forces armées ukrainiennes est substantiellement réduite, ce qui permet à la partie russe de concentrer ses efforts sur son but principal - la libération du Donbass."

— **Courrier international**

En attendant, les Américains devraient commencer à réfléchir aux modalités de l'accord de paix, souligne Alexander Vershbow, car cet accord impliquera des engagements de la part de Washington. "Le plus dur sera d'obtenir des garanties de sécurité pour l'Ukraine."

Les États-Unis et leurs alliés ne pourront assurer à l'Ukraine le même niveau de protection qu'aux membres de l'Otan, prévient-il, mais ils devraient songer à officialiser leur alliance actuelle en matière de défense, qui garantit à Kiev du matériel militaire, un appui dans le domaine du renseignement, et un soutien économique. "L'accord pourrait comporter certaines garanties : l'interdiction des bases militaires étrangères en Ukraine et des armes offensives susceptibles de menacer la Russie, par exemple."

Il faudra peut-être prolonger les sanctions contre Moscou pendant des années - une perspective écrasante pour les Européens dépendants du pétrole et du gaz russes.

Mais il sera bien difficile de parvenir à un véritable accord de paix, notamment à cause des querelles territoriales insolubles, avertit Alexander Vershbow : "Kiev et Moscou pourraient tout simplement retomber dans un état intermédiaire, à mi-chemin entre la guerre et la paix. Les deux pays se retrouveraient alors plongés dans un conflit de faible intensité, mais durable. C'est le scénario le plus décourageant, mais le plus probable." Aucun camp ne triomphera. Les deux pays en ressortiront meurtris et pétris de ressentiment.

L'aspect le plus délicat des négociations sera de faire que la trêve, quelle que soit sa nature, puisse tenir - afin d'éviter une très longue guerre.

— **Doyle McManus**

Publié le 27 mars

Dernière minute

Un pas décisif dans les négociations?

●●● Après la reprise des négociations ukraino-russes à Istanbul, mardi 29 mars, le chef de la délégation russe, Vladimir Medinski, a déclaré à la presse que, à l'issue d'échanges "constructifs" comprenant des "propositions clairement formulées" par la partie ukrainienne, la Russie avait proposé de faire "deux pas en direction des autorités de Kiev en vue d'une désescalade".

Un pas politique et un pas militaire.

Des précisions ont été apportées par le vice-ministre de la Défense, Alexandre Fomine : "Les négociations sur un accord sur la neutralité et le statut non nucléaire de l'Ukraine entrant dans une dimension pratique [...], il a été décidé, pour accroître la confiance, de réduire radicalement l'activité militaire en direction de Kiev et de Tchernihiv." Cette ville du Nord, proche de la Biélorussie et de la Russie, a été l'une des "premières cibles" des troupes russes, explique la **BBC**, qui rapporte que "les estimations font état de 140 000 personnes bloquées dans la ville encerclée". Mardi, en fin d'après-midi, peu après ces annonces, **CNN** signalait dans un article publié sur son site Internet qu'en effet la Russie "commençait à retirer ses forces

de la région de la capitale ukrainienne", citant des renseignements américains.

Dimanche 27 mars, peu avant la reprise des pourparlers, Volodymyr Zelensky avait "semblé reconnaître que son gouvernement serait forcé de céder une partie de son territoire", faisait observer **Sky News**.

Dans un entretien publié depuis l'étranger par le site indépendant russe **Meduza**, installé en Lettonie, le président ukrainien a estimé que le fait de chasser la Russie de l'Ukraine par la force "mènerait à une troisième guerre mondiale" et qu'il souhaitait trouver un "compromis" avec Moscou sur le Donbass. Volodymyr Zelensky s'était aussi dit prêt à discuter de l'adoption d'un statut de neutralité dans le cadre d'un accord de paix avec la Russie, à condition que celui-ci soit garanti par des tiers et soumis à un référendum. Mardi 29 mars, Vladimir Medinski a effectivement relaté auprès de la télévision russe que l'Ukraine avait, lors des pourparlers, accepté d'être neutre dans le cadre d'un "accord international". Par ailleurs, l'Ukraine exigerait que Moscou s'engage à ne pas s'opposer à sa volonté de rejoindre l'Union européenne.



Revue de presse

L'UKRAÏNE NE CÉDERA RIEN

Cette politologue ukrainienne récuse tout compromis sur l'intégrité territoriale de son pays. N'en déplaise aux Occidentaux, horrifiés par la guerre, ses compatriotes se battront jusqu'au bout.



—The Observer Londres

Les analystes occidentaux s'efforcent d'ébaucher divers scénarios des actions de la Russie en Ukraine. Le "menu" est riche : un affrontement de longue durée, qui se transformera peu à peu en conflit de faible intensité; une catastrophe nucléaire; le recours à des armes chimiques ou biologiques pour remporter la victoire dans les opérations terrestres; un compromis politique de la part de l'Ukraine... Le seul scénario qui n'est jamais évoqué est celui du rétablissement plein et entier de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. À chaque fois, on entend des "mais", comme s'il était considéré comme inévitable de devoir faire des "sacrifices" au profit de la Russie.

Pour l'Ukraine, il est impossible d'accepter l'un ou l'autre des ultimatums de Moscou. Ni la reconnaissance des prétendues "républiques" dans les limites des régions de Louhansk et de Donetsk, ni l'annexion de la Crimée, ni la démilitarisation de l'Ukraine. Kiev sait que ces concessions ne seront pas synonymes de sécurité et qu'elles ne garantiront nullement le retrait des troupes russes. De plus, ces "compromis" n'empêcheront pas une nouvelle attaque russe. Au contraire, elles ne peuvent que provoquer une nouvelle offensive russe contre l'Ukraine.

La seule question qui doit être débattue entre l'Occident et l'Ukraine est celle de garanties de sécurité sous la forme d'un traité, si l'Ukraine n'entre pas dans l'Otan dans un avenir proche. Tout accord devrait inclure des conditions sur l'assurance d'un soutien militaire en cas d'une nouvelle invasion. Ce soutien militaire devrait inclure des formes concrètes de réaction collective, y compris le déploiement de troupes. Or les partenaires occidentaux pourraient considérer une pareille garantie comme trop risquée.

Un cessez-le-feu ne suffit pas, car il ne ferait que figer les positions des armées là où elles se trouvent. Ensuite, il ne serait possible de

➤ Un soldat fume une cigarette près de la ligne de front à Brovary, dans la banlieue de Kiev, le 28 mars.

Photo Rodrigo Abd/ AP Photo/Sipa

contraindre les Russes à partir qu'en échange d'une reddition politique totale. La Russie profiterait d'un cessez-le-feu pour renforcer et réarmer ses unités tout en exigeant de l'Ouest qu'il réduise son aide militaire à l'Ukraine. Les partenaires de Kiev seraient beaucoup plus enclins à un compromis politique – en d'autres termes, à ce que l'Ukraine renonce à une partie de ses intérêts, voire à ce qu'elle cède des territoires. La volonté des Ukrainiens est trop inébranlable pour qu'ils acceptent une telle solution.

De plus, tout appel à un "désarmement" ou à une "démilitarisation" des troupes ukrainiennes par la Russie ou l'Occident est impensable dans un pays dont l'armée est clairement en train de l'emporter dans les opérations terrestres tandis qu'elle inflige des revers sévères

aux forces aériennes russes. Cela ne fera pas disparaître les queues devant les centres de recrutement. À Kiev, la défense territoriale aligne environ 100 000 personnes armées. Dans les villes occupées, des milliers de gens descendent chaque jour dans la rue pour manifester contre la présence russe. C'est une résistance impossible à museler.

Retrait russe. Vladimir Poutine n'est pas prêt à faire marche arrière, mais il ne peut pas gagner sur le terrain. Cela veut dire que la Russie va accentuer sa campagne de terreur contre les populations civiles, et que les villes vont être rayées de la carte par des attaques aériennes et des frappes de missiles. L'utilisation d'armes strictement interdites, autrement dit d'armes biologiques, chimiques et même nucléaires, devient de plus en plus probable. Pour l'Ukraine, au contraire, l'objectif stratégique est le retrait des troupes russes de son territoire. Ce qui semble impossible à obtenir par la voie diplomatique. Aussi gênant cela soit-il pour l'Occident, cet objectif ne peut être atteint que par des moyens militaires. Et l'armée ukrainienne est tout à fait capable de l'atteindre.

L'Ukraine doit s'employer à refouler les troupes russes au-delà de ses frontières. Cela peut être accompli à la fois physiquement, par les forces armées ukrainiennes, et diplomatiquement et économiquement, avec le soutien des sanctions et des mesures d'isolement mises en place par nos partenaires occidentaux.

Nous avons un besoin urgent d'armes, y compris de systèmes de défense antiaérienne et de systèmes antimissiles. Nous avons besoin de sanctions, en particulier le refus par les États de l'UE d'acheter du gaz et du pétrole russes, et la déconnexion des banques russes de Swift. Nous avons besoin du soutien occidental en faveur de l'indépendance de toute l'Ukraine.

—Maria Zolkin
Publié le 27 mars

Contrepoint

Le temps joue en faveur de la Russie

●●● Selon **La Repubblica**, à ce jour, l'armée ukrainienne a infligé beaucoup plus de pertes à la Russie que l'inverse, grâce aux embuscades, à l'avantage du terrain et à l'utilisation des armes occidentales. Moscou aurait ainsi perdu quatre fois plus de chars que Kiev. La dynamique est donc à l'avantage de l'Ukraine, mais le temps, lui, joue en faveur de la Russie. "Les Russes ont perdu 534 véhicules blindés, contre 145 pour l'Ukraine [au 24 mars, selon le site indépendant Oryx]? Oui, mais ils en ont 10 000 autres, contre 2500 pour Kiev", précise le quotidien italien. Ainsi, si les pertes se poursuivaient à ce rythme, l'Ukraine épuiserait son matériel militaire plus tôt. Par ailleurs, observe le média, la Russie a changé de stratégie. Elle envoie moins de colonnes de chars dans les périphéries des villes et privilégie l'artillerie et les bombardements à haute altitude pour esquiver les lance-missiles qui visent avions et hélicoptères. Des bombardements moins précis, qui font davantage de victimes civiles.

Décryptages

La “faute directe” de Biden sur le “boucher” Poutine

Improvisée, sa déclaration fracassante selon laquelle le président russe “ne peut pas rester au pouvoir” dessert les États-Unis, juge la presse américaine. En temps de guerre, ne pas savoir tenir sa langue peut être dangereux.

“Pour l’amour de Dieu, cet homme ne peut pas rester au pouvoir”, a lancé Joe Biden à Varsovie, samedi 26 mars, surprenant jusqu’à ses propres conseillers. Selon **The Washington Post**, ces “quelques mots improvisés sur Poutine” ont mis la planète en émoi. **The Atlantic** évoque de son côté “des dizaines de membres de son équipe se frappant le front” en entendant cette phrase, qui n’était pas prévue dans son discours. Une indéniable “gaffe” et même une “faute directe” pour le magazine américain. Car cette déclaration a inévitablement conduit les médias du monde entier à se demander si Washington visait “un changement de régime en Russie, rien que ça”. Le secrétaire d’État, Antony Blinken, avait beau assurer le lendemain que les États-Unis ne mettaient en œuvre “aucune stratégie de changement de régime, en Russie pas plus qu’ailleurs”, les mots du président risquaient de plonger les Américains dans la confusion et d’être utilisés par le Kremlin. Certes, rappelle **The Atlantic**, Biden est coutumier de ce genre de gaffe, consistant à dire “quelque chose d’inconvenant mais de vrai”. Cette franchise involontaire serait même un trait “attachant” de cet homme politique. Mais dans le contexte actuel, “les mots de chaque dirigeant du monde ont leur importance, et surtout ceux du président des États-Unis”.

The Wall Street Journal est moins compréhensif. Dans un éditorial acerbe, le quotidien conservateur juge les dérapages verbaux du président dangereux et déplore que les États-Unis doivent être gouvernés encore trois ans par un homme aux “capacités manifestement déclinantes”. En l’absence d’une alternative crédible – aux yeux du journal, la vice-présidente

Kamala Harris “a été incapable de démontrer qu’elle avait un minimum de connaissances ou d’aptitudes pour le poste” –, les Américains sont “condamnés à faire au mieux avec le président qu’ils ont”. Dans ce concert de critiques, quelques voix discordantes défendent Joe Biden. Le chroniqueur du **Washington Post** Max Boot, de tendance conservatrice, salue l’ensemble du discours prononcé à Varsovie, “un appel parfait à l’unité occidentale face à l’agression russe”. Et se demande “si l’histoire ne verra pas d’un œil favorable cette ‘gaffe’ de Biden, tout comme beaucoup d’historiens ont loué des propos du président Ronald Reagan perçus à l’époque comme dangereusement provocateurs”, notamment lorsque celui-ci qualifiait l’Union soviétique d’“empire du mal” destiné à finir dans la “poubelle de l’histoire”, au début des années 1980.

↓ Joe Biden, Ursula von der Leyen, Emmanuel Macron, Olaf Scholz et Charles Michel.
Dessin de **Kroll** paru dans **Le Soir**, Bruxelles.

La guerre est loin d’être terminée

Pour cet expert en stratégie militaire, la solution doit venir de Moscou. Mais Poutine, qui craint de perdre la face et le pouvoir, n’a d’autre choix que l’escalade.

La diplomatie n’est pas au bout de ses peines. “Les deux camps ont des raisons de vouloir mettre fin à cette guerre, assure l’expert en stratégie militaire britannique Lawrence Freedman, dans un article traduit et publié par le **Spiegel**. Plus elle dure, plus Poutine et son armée risquent de subir une humiliation, mais aussi plus les souffrances du peuple ukrainien seront terribles.” Il est pourtant difficile de trouver un compromis acceptable pour les deux parties. Après l’invasion russe, la démilitarisation de l’Ukraine n’est pas une option pour Volodymyr Zelensky. Son pays “se bat pour son existence, en tant qu’État libre”, explique Freedman. Capituler est encore moins envisageable : “Ce serait perçu comme une trahison envers les familles, les amis et les camarades qui ont perdu la vie.” Côté russe, “Poutine est piégé par ses propres mensonges”. Depuis le début du conflit, qualifié par les Russes d’“opération militaire spéciale”, les demandes du maître du Kremlin

ont toutes été formulées au nom de la sécurité de la Russie. “Même sa machine de propagande aura besoin de beaucoup d’imagination pour transformer de vagues assurances quant à de futurs accords de sécurité, des promesses sur la protection de la langue russe ou, au mieux, une reconnaissance du statu quo en Crimée en grande victoire.” À part l’escalade, le dirigeant russe n’a donc que peu de choix. Pour Freedman, “les concessions les plus importantes dans cette guerre doivent venir de Moscou”. Mais Vladimir Poutine craint de perdre la face, et le pouvoir. “Son problème, c’est qu’il a besoin de gains substantiels, mais qu’aucun n’est à sa portée tant sur le plan militaire que diplomatique.” Aux Ukrainiens et aux Occidentaux de trouver une solution à ce casse-tête.

La fin de l’ère américaine

La presse chinoise prend un ton plus offensif vis-à-vis des États-Unis, accusés de jouer la carte de l’hégémonie mondiale.

Joe Biden s’est rendu à Bruxelles pour participer à une série concentrée de réunions. Mais “cette succession de sommets ayant pour but d’élargir le rôle de l’Alliance transatlantique n’a mené à aucune mesure concrète d’apaisement” de la crise ukrainienne, critique le 28 mars le quotidien nationaliste chinois **Huanqiu Shibao**. Biden “a encore exigé de la Chine qu’elle prenne des sanctions (ou a fait pression par des menaces)”, souligne le journal : son conseiller Jake Sullivan venait d’indiquer à tous les pays. Chine comprise, les limites à ne pas franchir dans leurs relations économiques avec la Russie, s’insurge l’éditorialiste, lançant : “Les États-Unis ne sont absolument pas qualifiés pour tracer les lignes ne devant pas être dépassées par les autres pays.” “Nous avertissons les États-Unis : les grands pays en position de défense sont souvent vaincus non par un pays émergent mais par leurs propres efforts mis au service de la préservation de leur hégémonie.” Washington a rencontré des oppositions dans sa tentative d’éjecter la Russie du G20, souligne le journal, concluant : “Le monde d’aujourd’hui n’est plus celui où l’Amérique et une poignée de pays faisaient la pluie et le beau temps.”



RÉFUGIÉS APRÈS L'EXODE

Des quotas européens ?

Les Vingt-Sept peinent à s'entendre sur des mesures communes.

L'Europe retombe dans ses vieux travers, annonce la presse allemande. Après l'invasion russe en Ukraine, l'Union européenne a décidé d'ouvrir ses portes aux réfugiés comme jamais auparavant. "Mais elle ne semble guère préparée à ce qui pourrait être le déplacement de population le plus massif en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale", assure **Der Spiegel**. Cet exode, auquel prennent part de nombreux femmes et enfants fuyant les combats et les bombardements, pourrait pourtant "éclipser les arrivées massives au plus fort de la crise migratoire de 2015".

Le titre de centre gauche déplore le manque de coordination entre pays européens. "On l'a bien vu [mi-mars], lors d'une réunion de crise à Bruxelles entre les représentants des États membres de l'UE, de la Commission et du Parlement européen." L'Italie, la Grèce et le Luxembourg ont demandé la mise en place d'un plan pour "l'hébergement durable de centaines de milliers de réfugiés", tandis que l'Allemagne prônait une répartition plus équilibrée entre les pays européens. Berlin a appelé de ses vœux la mise en place d'un "pont aérien solidaire" depuis les pays frontaliers de l'Ukraine vers l'Europe de l'Ouest et les États-Unis.

À l'inverse, les représentants de pays relativement proches de l'Ukraine, comme la Slovaquie, la Slovénie ou la plus distante Finlande, "ont déclaré ne pas avoir besoin du soutien de l'UE pour le moment". Comme au moment de la crise migratoire de 2015, la Pologne et la Hongrie se sont opposées à la mise en place de quotas pour chaque pays, alors qu'elles accueillent plus de 2,4 millions de réfugiés ukrainiens. "Pourquoi un tel refus ? se demande le **Tagesspiegel**. Si un système de répartition était introduit maintenant au niveau européen, les deux pays seraient également liés par ce dispositif à l'avenir, en cas d'accueil de réfugiés africains arrivant dans les pays du sud de l'Europe."

Les discussions pour soulager les pays les plus surchargés se font depuis le 28 mars sur le base du volontariat, grâce à une "plateforme de solidarité". "Il s'agit, entre autres, de mieux gérer le transport des exilés", explique la **Frankfurter Rundschau**, qui y voit un début de solution. "La mise en place d'un système commun d'enregistrement des personnes est également prévue", ainsi qu'un plan de lutte contre la traite d'êtres humains. Jusqu'à 17 milliards d'euros pourraient être mis à disposition des pays accueillant le plus de réfugiés.

— **Courrier international**



LES CIVILS SE MOBILISENT POUR LEURS VOISINS

VU DE HONGRIE Dans les villages proches de la frontière ukrainienne, un remarquable élan de solidarité s'est créé face aux vagues de déplacés bousculant cette région isolée. Paroles d'exilés et de ceux qui les accueillent aujourd'hui.

— **Magyar Hang Budapest**

En trois jours, nous avons rencontré trois déserteurs dans la région de Bereg, frontalière de l'Ukraine. Nous ne révélerons pas dans combien de localités et certainement pas desquelles il s'agit. "Que le SBU lise la presse hongroise", assène l'un d'entre eux se référant aux services secrets de Kiev. Débarqués de Transcarpatie, ces hommes et leurs parcours n'avaient rien en commun.

L'un a marché deux heures et demie avec sa valise à roulettes avant de tomber sur notre chemin. Gilet fluorescent et allure de retraité, nous le pensions exempté de la mobilisation générale concernant les hommes de 18 à 60 ans. Il affirme devoir sa liberté à son passeport hongrois. Le second, la vingtaine, croisé dans le salon d'une maison de campagne, loue la "chance divine". Mais il semble plus probable que le douanier l'ayant laissé circuler n'ait pas pensé que ce jeune souriant, au visage enfantin, puisse être majeur. Le troisième, tenue de

camouflage de la tête aux pieds, répète que "ce n'est pas notre guerre" comme ses deux camarades. Nous l'appellerons Laszlo.

"J'étais soldat et j'ai quitté l'armée avec le grade de sergent de première classe. Mes vingt-cinq mois de service militaire n'ont servi à rien et ne m'ont rien appris. Nous servions juste de main-d'œuvre gratuite à portée de main."

Cesser le carnage. Laszlo et d'autres habitants de son village ont néanmoins décidé en moins d'une demi-heure de rejoindre la Hongrie. Ils ont amené avec eux une couverture et des vêtements de rechange pour assister à la messe du dimanche. Ils cherchent désormais un travail pour renflouer leurs caisses, et parce qu'il faut bien s'occuper. "Les premiers jours, on espérait que ce serait une guerre éclair et que des milliers d'innocents ne mourraient pas. Mais maintenant, nous sommes dépités."

Laszlo clame qu'il n'est ni politicien ni expert. Il ne sait pas comment régler le conflit mais se dit sûr de deux choses. Premièrement :

les cocktails Molotov n'arrêteront pas Poutine. Deuxièmement : il faut faire cesser le carnage.

“Si la terreur disparaissait, on rentrerait immédiatement chez nous”, affirme Laszlo. En Transcarpatie, ceux qui sont restés au village racontent qu'ils ne voient plus personne dans les rues. Toutefois, Laszlo se sent aussi chez lui en Hongrie. Son arrière-grand-père vient de la bourgade où il s'est réfugié, et nous discutons sous une carte de la Grande Hongrie (qui intégrait notamment la Transcarpatie jusqu'au traité de Trianon, en 1920).

“Mon grand-père parlait constamment de réversion des frontières, et je ne comprenais pas pourquoi. J'ignore si celle-ci aura lieu un jour”, soupire-t-il. Laszlo ne sait pas non plus dans quel état il reverra sa maison s'il retourne en Ukraine.

“MAIS OÙ EST DONC DIEU ?” EH BIEN ICI, DANS CETTE GARE DE ZAHONY AINSI QUE DANS PLUSIEURS VILLAGES DE LA RÉGION.

Un sentiment identique anime ces femmes tsiganes de Berehove et de Moukatchevo, rencontrées avec leurs enfants à Marokpapi. Au moment de notre reportage, trente personnes occupent le gymnase du village, l'équivalent d'un dixième de sa population. Mais jusqu'à trois fois plus de déplacés ont dormi sur les lits laissés au placard depuis une crue de la Tisza en 2001, soit 30 % du nombre d'habitants de Marokpapi. L'organisation caritative de l'ordre hongrois de Malte épaula la municipalité.

Les vêtements étendus sur l'espallier et les traces de soupes instantanées renversées sur le tapis de lutte bleu et jaune – les couleurs de l'Ukraine – prouvent que le cours de l'histoire s'invite incontestablement en ces lieux. Les jeunes mamans qui demandent des cigarettes en allaitant leurs bébés nous font mieux saisir les récits de guerre de nos grands-parents, dans lesquels le tabac représentait une monnaie courante. Erika aimerait rentrer au plus vite. Elle témoigne : “Tout le monde se planque près de la frontière. On s'inquiète pour nos marmots, les Hongrois aident, mais c'est pas une vie pour nous. La maison nous manque beaucoup.”

Une notification arrive sur le smartphone du photographe. Ukrainiens et Russes négocient de nouveau en Biélorussie. Erika écoute l'information en intimant aux enfants, qui s'amusent avec des jouets issus de dons, de se calmer. Une femme revendiquant le prénom Madonna rejoint la conversation. Les deux femmes transcarpaties confrontent leurs analyses stratégiques divergentes en moins de deux secondes. “Pourquoi ils refilent pas Donetsk et Louhansk aux autres ?” fulmine Erika en évoquant la reconnaissance des régions séparatistes voulue par les Russes. “L'Ukraine est déjà tellement dans la dèche... Les Russes ont vraiment besoin de ça ?” coupe Madonna.

Madonna n'a aucune envie de regagner Moukatchevo pour l'instant. Elle est partie

“avec que dalle” et ses quatre enfants parce qu'elle a entendu dire que “le roi de Russie s'en tamponne des gosses ukrainiens et va les dézinguer”. “Rentrer maintenant ? Pour qu'ils flinguent mes gamins ? Je les ai pas élevés pour ça, ils ont même pas encore eu le temps de vivre”, souffle-t-elle en les pointant du doigt. Le premier joue avec un téléphone, le deuxième dort, le troisième nous regarde et le quatrième enchaîne les bêtises de l'autre côté du gymnase. Madonna veut rester en Hongrie tant que possible, va essayer de décrocher un job, mais retournera chez elle dès que la situation le permettra.

À la gare de Zahony, nous avons aperçu des habitants de Berehove repartis en direction de la Transcarpatie avec une navette bien en retard. Un scénario étrange, à l'image de la station ces derniers jours : un coin bébé aménagé près d'une exposition d'histoire ferroviaire ; des bénévoles d'une organisation caritative protestante qui crient “chicken, chicken” pour convaincre des réfugiés musulmans d'accepter des sandwiches au poulet ; des visages désespérés scrutant les horaires des trains.

Toutes les religions. Ou cette discussion avec un garçon habillé de bleu et de jaune. Dans un anglais à l'accent fortement slave, l'homme explique avoir fui l'Ukraine. Son grand-père, en bonnet fourré, ne parle que russe. D'ailleurs, il entend mal. Zahony fournit la réponse à cette question rituelle que l'on hurle aux cieux en temps de guerre : “Mais où est donc Dieu ?” Eh bien ici, dans cette gare, ainsi que dans plusieurs villages de la région, avec les organisations caritatives de toutes les religions et leurs volontaires. Les œcuménistes ont pris leurs quartiers à Barabas. Les protestants et les témoins de Jéhovah à Tiszabecs. Les baptistes à Lonya. Liste non exhaustive.

“Nous avons d'abord essayé de franchir le poste-frontière de Barabas, mais les douaniers nous ont refoulés. Finalement, nous sommes passés par Lonya, mais cette journée était vraiment éprouvante. Imaginez : départ à 11 heures seule avec trois enfants, une sacoche, la marche entre



← Arrivée de familles ukrainiennes dans une gare de Budapest, en Hongrie, le 5 mars. Photo Mauricio Lima / The New York Times

SOURCE

MAGYAR HANG

Budapest, Hongrie
Hebdomadaire
magyarhang.org

Fondé par des anciens du journal conservateur Magyar Nemzet, fermé mi-avril 2018 (avant de réparaître à partir du 6 février 2019), cet hebdomadaire traitant de politique, de culture et d'économie se positionne sur une ligne de centre droit critique envers le gouvernement de Viktor Orbán.

les deux frontières, la tombée de la nuit, l'obscurité. La soirée était bien avancée à notre arrivée”, raconte Viktoria, hébergée au domicile d'un proche travaillant à Budapest.

Irenke habite aux portes de l'Ukraine et aide les déplacés comme elle peut. “Une fois, ils ont débarqué à dix-huit. Une autre fois, des gens sont arrivés de Jaszbereny (centre-est de la Hongrie) pour récupérer leurs proches. Nous accueillons tout le monde, surtout ceux avec des enfants en bas âge”, relate Irenke les larmes aux yeux. Auparavant, elle vivait en Transcarpatie. “Dans l'impasse de ma jeunesse, il ne reste que deux habitants pour seize maisons. Soit parce qu'ils sont vieux, soit parce qu'ils n'ont nulle part où aller.”

Durant notre reportage, on ne parlait pas encore de l'ouverture de couloirs humanitaires. D'où nos questions aux aidants impliqués sur la manière dont ils gèreraient un afflux croissant de déplacés à la frontière. “L'accueil s'est logiquement mieux construit avec le temps. En revanche, la mobilisation des associations civiles comme la nôtre, des organisations caritatives et des bénévoles dépasse celle de l'État”, considère Agnes

“NOTRE INFRASTRUCTURE TIENT PAR MIRACLE. CEPENDANT, DES GENS SE PROPOSENT DE PARTOUT POUR DONNER UN COUP DE MAIN.”

Erno Nagy,
MAIRE DE LONYA

Hollo, présidente d'une fondation d'assistance aux réfugiés interviewée à Tiszabecs.

“Au début de la crise, les réfugiés ne recevaient qu'un simple papier libre leur indiquant le bureau de l'immigration de Debrecen (deuxième ville de Hongrie et principale agglomération de l'est du pays). Aujourd'hui, ils obtiennent un document rempli d'informations pratiques, concocté par l'un de nos bénévoles et des habitants de Milota, bourgade voisine de Tiszabecs”, souligne Agnes Hollo.

Les contributeurs ont collecté les éléments auprès de la police locale, les ont traduits en ukrainien et en anglais, puis ont tiré les exemplaires grâce à la générosité d'une imprimerie. Les policiers, douaniers et soldats chargés d'assurer la sécurité de la frontière distribuent la brochure aux arrivants.

“Nous ne savons pas ce que l'avenir nous apportera. Nous ne sommes pas préparés à accueillir une telle masse. Notre infrastructure tient par miracle. Cependant, des gens se proposent de partout pour donner un coup de main. Un bénévole s'est même déplacé depuis Mosonmagyaróvár (ville proche de l'Autriche)”, explique Erno Nagy, le maire de Lonya. Et l'édile de déplorer : “Dommage qu'il ait fallu cette crise pour attirer autant d'attention sur cette partie du pays.”

Dans notre hébergement de Fehergyarmat, à une soixantaine de kilomètres de Lonya, les couloirs encore calmes la veille au soir se sont remplis de lits de camp et de sacs de couchage en l'espace d'une nuit.

—Adam Tompos
Publié le 11 mars



Après l'enthousiasme, l'inquiétude

VU DE POLOGNE Le pays ouvre grand ses frontières aux réfugiés ukrainiens. On assiste à une extraordinaire mobilisation de la population. Mais pour combien de temps ? s'interroge la presse.

En l'espace d'un mois, la Pologne, jusqu'alors réputée pour sa froideur à l'endroit des réfugiés, est devenue l'avant-garde d'une politique européenne d'accueil des déplacés de guerre ukrainiens sans précédent dans l'histoire récente. Avec près de 2,3 millions de personnes ayant franchi ses frontières (et qui, pour la plupart, resteront sur son territoire), c'est l'un des trois pays accueillant le plus de réfugiés sur son sol en valeur absolue. Une prouesse rendue possible non seulement par la décision des autorités d'ouvrir grand les frontières, mais aussi par l'extraordinaire mobilisation de la population. Dès les premiers jours du conflit, des milliers de Polonais ont afflué aux points de passage frontaliers les bras chargés de dons (des centaines de collectes ont été organisées à travers le pays) et ont proposé des solutions d'hébergement aux nouveaux venus.

Ce mouvement de solidarité inédit "a suscité l'admiration du monde entier" d'après le

président de la République, Andrzej Duda, cité par la chaîne d'information continue **Polsat**. Et a, pour un temps au moins, radicalement changé l'image internationale de la Pologne.

Le quotidien conservateur **Rzeczpospolita** met toutefois en garde : "Nous avons été prompts à nous déclarer vainqueurs d'un 100 mètres, sans nous rendre compte que nous courions un marathon."

Et en effet, l'enthousiasme des débuts tend à s'effacer

tandis que monte une préoccupation exprimée avec justesse par le site d'information de gauche **Krytyka Polityczna** : "Combien de temps pourrions-nous encore tenir ?"

Ce "nous" désigne la société civile, sur laquelle repose l'essentiel de l'effort d'accueil depuis le début du conflit. Sans elle, "le chaos qui régnerait en Pologne est difficile à imaginer", rappelle l'hebdomadaire de droite **Wprost**. Or ces organisations non gouvernementales et ces simples citoyens (qui s'improvisent parfois traducteurs ou cuisiniers en dehors de



Revue de presse

↑ Des enfants ukrainiens dans un gymnase reconverti en centre d'hébergement pour les réfugiés à Przemysl, en Pologne, le 22 mars. Photo Daïsuke Tomita/AP/Sipa

leurs heures de travail) "sont au bord de l'effondrement", estime l'hebdomadaire catholique libéral **Tygodnik Powszechny** en conclusion d'un reportage poignant à la gare de Cracovie.

Déjà, les articles se multiplient sur l'épuisement psychologique qui les guette – comme celui de cette psychologue qui, dans les colonnes de **Krytyka Polityczna**, rapporte avoir noté des symptômes de troubles de stress post-traumatique chez des interprètes surmenés. En cause, l'administration centrale, accusée par l'ensemble de la presse indépendante de demeurer dans une position de retrait, laissant les citoyens monter en première ligne. Dès la mi-mars, le quotidien libéral **Gazeta Wyborcza** interrogeait en une : "Où est l'État polonais?"

Une loi importante chargée de réglementer le statut spécifique des réfugiés ukrainiens a certes été adoptée depuis, mais "cela reste insuffisant", juge l'hebdomadaire d'opposition **Polityka**, qui s'inquiète de l'absence de préparation des secteurs de l'éducation, de l'emploi et de la santé face au bouleversement démographique que connaît le pays. Un contexte dangereux, souligne le directeur de l'une des plus grandes organisations humanitaires polonaises, interrogé par **Krytyka Polityczna**. Une passivité prolongée de l'État dans ces domaines peut transformer "une vague d'aide désintéressée et d'empathie" en sentiment généralisé "de frustration, de découragement, voire de xénophobie". Déjà, note le site, des voix s'élèvent (essentiellement à l'extrême droite de l'échiquier politique) et critiquent une politique "trop généreuse" de l'État envers les Ukrainiens.

Confirmant ces sombres prédictions, un sondage commandité par le site d'information de gauche **OKO.press** indique que plus de la moitié des personnes interrogées s'attendent à une montée des tensions au sein de la société sur le moyen terme.

— **Courrier international**

Contexte

Un statut de protection temporaire

●●● L'Union européenne a immédiatement décidé d'offrir des droits et des mesures de protection aux Ukrainiens fuyant la guerre, appliquant pour la première fois une directive adoptée il y a vingt ans après la guerre en ex-Yougoslavie. "Cette décision aussi rapide qu'unanime est d'autant plus remarquable que la question migratoire a souvent divisé l'Union européenne", souligne **Politico**. Ce statut de protection temporaire permet aux réfugiés ukrainiens de résider partout dans l'UE, de disposer d'un titre de séjour d'un an renouvelable, de pouvoir travailler et d'avoir accès au logement, à l'éducation et à un certain nombre de prestations sociales (soins de santé, aide au logement, allocation...). "La rapidité avec laquelle les pays membres de l'UE se sont accordés contraste fortement avec l'enlisement des débats sur la question du droit d'asile de ces dernières années", précise **Politico**. Comme le rappelle le **Washington Post**, après les "printemps arabes" de 2011, quelque 40 000 personnes ont cherché à obtenir l'asile en Italie en quelques mois. L'Italie et Malte avaient alors demandé l'activation de la protection temporaire, en vain. Durant la crise migratoire de 2015, l'UE n'avait pas non plus activé ce dispositif.

Réfugiés ukrainiens : un exode massif vers l'ouest

SUÈDE La solidarité, mais pour combien de temps ?

Dans un pays qui s'est refermé après l'arrivée d'un nombre record de demandeurs d'asile en 2015, l'heure est à la solidarité avec les Ukrainiens. Mais cet élan résistera-t-il à l'épreuve des faits ? se demande le quotidien conservateur **Svenska Dagbladet**. "Qu'arrivera-t-il aux Ukrainiens qui auront vécu en Suède pendant un an, s'ils n'ont nulle part où aller en Ukraine ? Leur séjour devra-t-il être étendu ? Y aura-t-il de la place dans les écoles ? Les plaques continentales bougent, mais la Suède est-elle prête à bouger pour de bon ?" interroge le quotidien.

POLOGNE Accueillis jusque dans les villages

L'hebdomadaire **Wprost**, de Varsovie, est allé à la rencontre des 200 habitants du village de Zosin, à l'extrémité orientale du pays, qui, depuis fin février, accueillent les Ukrainiens qui ont traversé la frontière tout près. Outre les habitants du coin, des volontaires venus de toute la Pologne s'y rendent pour apporter de l'aide. "Peut-être que nous nous y habituerons, comme à la pandémie", explique le maire. "Des nuages noirs s'accumulent au-dessus de nos têtes. Le printemps arrive, ce qui devrait nous réjouir en tant qu'agriculteurs. Mais ce printemps-là ne plaît à personne." À lire sur notre site.

PAYS BALTES Des cours en ukrainien

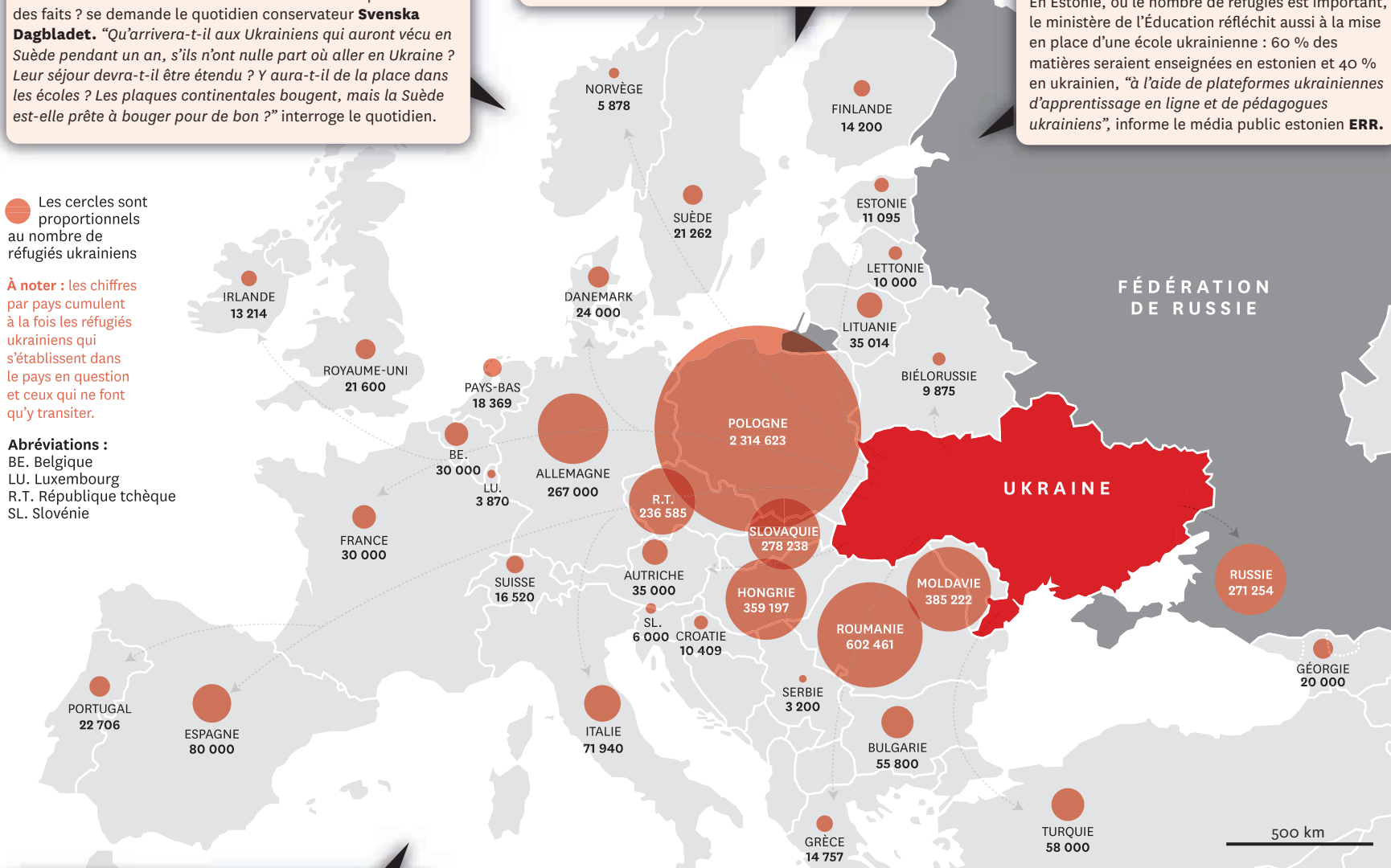
En Lituanie, plus de 13 000 réfugiés sont des enfants. Si certains arrivent à suivre encore les cours à distance, la municipalité de la capitale, Vilnius, où ils sont les plus nombreux, a annoncé "ouvrir des classes pour les réfugiés de guerre où la langue d'enseignement sera l'ukrainien", rapporte le média public **LRT**.

En Estonie, où le nombre de réfugiés est important, le ministère de l'Éducation réfléchit aussi à la mise en place d'une école ukrainienne : 60 % des matières seraient enseignées en estonien et 40 % en ukrainien, "à l'aide de plateformes ukrainiennes d'apprentissage en ligne et de pédagogues ukrainiens", informe le média public estonien **ERR**.

Les cercles sont proportionnels au nombre de réfugiés ukrainiens

À noter : les chiffres par pays cumulent à la fois les réfugiés ukrainiens qui s'établissent dans le pays en question et ceux qui ne font qu'y transiter.

Abréviations :
BE. Belgique
LU. Luxembourg
R.T. République tchèque
SL. Slovaquie



ALLEMAGNE Comme un air de 2015

"Pour beaucoup d'Allemands, la situation fait écho à celle de l'été 2015", constate la chaîne **ZDF**. Angela Merkel avait alors pris la décision, contre l'avis de ses voisins européens, d'ouvrir les frontières aux réfugiés venus de Syrie. Plus de 1 million de personnes avaient trouvé refuge en Allemagne en quelques mois, confrontant le pays à un ambitieux défi d'intégration. Pourtant, la situation actuelle n'est pas totalement comparable. "Cette fois-ci, l'Europe a voulu faire les choses bien", commente **T-Online**. Les réfugiés ukrainiens bénéficient d'une mesure d'exception enclenchée par l'UE pour la première fois de son histoire.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE Un devoir historique

Dans le pays qui présente le plus faible taux de chômage de l'UE depuis plusieurs années, cet accueil de masse, au-delà des responsabilités qu'il impose, doit être considéré comme bénéfique, estime l'hebdomadaire libéral **Respekt**. "Il serait bien d'envoyer un signal faisant clairement comprendre à ceux qui le souhaitent que, s'ils sont intéressés, ils pourront rester plus longtemps, voire définitivement. Nous le devons bien aux Ukrainiens, et la République tchèque ne peut que tirer profit de cette situation."

RUSSIE Les habitants du Donbass fuient aussi

Le 25 mars, selon l'agence de presse **Tass**, le nombre de réfugiés ayant franchi la frontière russe en provenance d'Ukraine dépasserait les 422 000 personnes – beaucoup plus que les 271 254 réfugiés qu'annonce le HCR. Parmi elles, "358 000 sont arrivées de la région du Donbass, et environ 64 000 d'autres régions ukrainiennes". La majorité d'entre elles convergent vers la ville russe de Rostov-sur-le-Don, avant d'être dirigées vers des centres d'accueil "ouverts dans 34 régions de Russie". Les réfugiés ont commencé à affluer du Donbass une semaine avant le déclenchement de l'intervention russe en Ukraine, le 24 février.

DES EXILS AUX TRAJECTOIRES CONTRAIRES

L'une est ukrainienne, l'autre soudanais. Ils ont franchi la frontière polonaise le même jour, mais n'ont pas rencontré les mêmes conditions d'accueil.

—The New York Times *New York*

Le jour où la guerre a éclaté en Ukraine, Albagir – un réfugié soudanais de 22 ans – était couché sur le sol verglacé dans la forêt qui borde la frontière polonaise. Il faisait tout pour sauver sa peau. Des drones et des hélicoptères envoyés par la police aux frontières polonaise le traquaient. C'était la nuit, les températures étaient bien en deçà de zéro et la neige recouvrait tout. Albagir, étudiant en médecine, était accompagné de plusieurs autres réfugiés africains, et ils cherchaient à entrer sur le territoire polonais sans se faire repérer. Ils n'avaient plus que quelques dattes en poche. "Nous perdions espoir", se souvient-il.

Cette nuit-là, dans une petite ville près d'Odessa, Katya Maslova, 21 ans, a attrapé une valise et sa tablette, indispensable pour cette étudiante en graphisme et animation d'images, et elle est montée avec sa famille dans leur petit 4x4 Toyota bordeaux. Ils sont partis en trombe, formant un petit convoi avec trois autres véhicules, soit huit adultes et cinq enfants en tout. Comme beaucoup d'autres, ils fuyaient dans l'urgence la guerre en Ukraine. "À ce moment-là, on ne savait pas où on allait", explique-t-elle.

Les deux semaines suivantes, les sorts de ces deux réfugiés – qui entraient dans le même pays, au même moment, et qui ont à peu près le même âge – se sont révélés diamétralement opposés. Albagir a reçu des coups de poing au visage, des injures racistes, et il a été tabassé par un garde-frontière qui semblait aimer ça. Katya se réveille chaque jour dans un logement où le frigo est plein et où il y a du pain frais sur la table, grâce à un homme qu'elle qualifie de saint.

Leurs expériences respectives mettent en lumière les inégalités de la crise européenne des réfugiés. Ces deux personnes sont victimes de deux événements géopolitiques très différents, mais elles ont le même objectif : échapper aux ravages de la guerre. Le conflit ukrainien crée en Europe le plus grand flux de réfugiés depuis

Vu de
Palestine

**"UN DOUBLE
STANDARD
FLAGRANT"**

La réaction internationale à l'invasion russe en Ukraine "fait apparaître un double standard flagrant" vis-à-vis d'Israël, a dénoncé le 27 mars le président palestinien. Ses propos ont été relayés par le journal palestinien **Al-Ayyam** : "Malgré les crimes de l'occupation israélienne, nous ne trouvons personne pour tenir pour responsable Israël, qui agit comme un État au-dessus du droit", a déclaré Mahmoud Abbas lors d'une conférence de presse à Ramallah, aux côtés du secrétaire d'État américain, Antony Blinken.



plusieurs décennies ; tandis que plusieurs conflits continuent de secouer le Moyen-Orient et l'Afrique. L'accueil est on ne peut plus différent selon le conflit que fuient les personnes.

Dès l'instant où ils franchissent la frontière polonaise, les réfugiés ukrainiens comme Katya Maslova sont accueillis par des joueurs de piano, du bortsch à volonté et, souvent, un lit confortable. Et ce n'est que le début. Ils peuvent prendre l'avion gratuitement pour toute l'Europe sur la compagnie hongroise Wizz Air. En Allemagne, des foules les accueillent en agitant des drapeaux ukrainiens dans les gares. Et tous les pays de l'Union européenne leur accordent d'emblée des titres de séjour pour trois ans.

En voyant tout ça à la télévision dans un lieu sûr en pleine campagne polonaise, où il est trop dangereux pour lui de mettre un pied dehors, Albagir confie que ça le met en état de choc (il ne souhaite pas que son nom de famille soit dévoilé, car il a franchi la frontière clandestinement) : "Pourquoi est-ce qu'on ne bénéficie pas de toutes ces attentions ? Pourquoi ? Est-ce que les Ukrainiens valent mieux que nous ? Je ne comprends pas. Pourquoi ?"

Ce qu'a vécu Albagir s'est répété d'innombrables fois, de la Méditerranée à la Manche, car les gouvernements européens ont tout fait pour empêcher les réfugiés venant d'Afrique et du Moyen-Orient d'entrer sur leur territoire, en ayant parfois un recours excessif à la force pour leur barrer la route.

Le périple d'Albagir a été compliqué par le fait qu'il a choisi d'entrer en Pologne depuis la Biélorussie, un pays allié de la Russie qui, selon les pays occidentaux, a créé de toutes pièces une immense crise de réfugiés en 2021. La Biélorussie a fait venir des dizaines de milliers de personnes désespérées fuyant des pays en guerre comme le Soudan, l'Irak et la Syrie et les a dirigées vers la frontière polonaise pour semer la pagaille en Europe. La Pologne a alors mis en œuvre une violente répression le long de cette frontière.

Les Ukrainiens sont victimes d'un conflit sur le sol européen qui se rapproche de jour en jour, d'où une réaction de compassion de la part des Européens. Les réfugiés qui ont réchappé à des guerres plus lointaines endurent des injustices et, selon certains, des actes racistes. "C'est la première fois que nous sommes témoins d'une telle différence de traitement entre plusieurs groupes de réfugiés", affirme Camille Le Coz, spécialiste des migrations à Bruxelles, ajoutant que les Européens estiment que les Ukrainiens sont "comme [eux]".



REPORTAGE

Le 25 février, le lendemain de l'invasion russe en Ukraine, Katya était à la place passager de sa voiture familiale, qui traversait la Moldavie le plus vite possible. Elle enchaînait les Pepsi. En regardant par la fenêtre, elle a vu des gens les applaudir, les saluer et les encourager.

Elle en a pleuré. "Ce ne sont pas les mauvais moments qui nous ont fait craquer, mais les plus beaux", raconte Katya. On n'est pas prêts psychologiquement à avoir le soutien du monde entier."

En faisant route vers l'ouest, ils continuaient à s'interroger sur leur destination. La Lettonie et la Géorgie ont été évoquées, mais Katya avait une autre idée, quoique un peu improbable. Elle avait étudié l'animation dans une université de Varsovie, et les parents de sa colocataire connaissaient un homme dont le père avait une maison dans la campagne polonaise. Si cette stratégie fonctionnait, elle pourrait reprendre un cursus dans l'animation et réaliser son rêve : faire des dessins animés pour enfants. Elle a convaincu sa famille de mettre le cap vers la Pologne.

Le même jour, Albagir était encore piégé dans la forêt à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne. Il est en cavale depuis des années. Étant petit, il raconte qu'il a vu sa terre natale, le Darfour, être déchirée par la guerre, et il a été témoin de "tout ce que vous pouvez imaginer". Ensuite, il a pu rallier Khartoum, la capitale soudanaise, pour faire des études de médecine, mais Khartoum a aussi fini par sombrer dans le chaos. C'est pourquoi, en novembre 2021, il est parti à Moscou avec un

visa étudiant pour prendre des cours dans une université privée. Mais quand l'invasion russe de l'Ukraine a déclenché des sanctions radicales, Albagir a craint que son université ne soit ostracisée. Alors il a repris la route.

Son idée était de rallier l'Allemagne en passant par la Biélorussie et la Pologne, mais il ne savait pas que la Pologne venait juste de renforcer sa frontière pour bloquer les migrants en provenance de Biélorussie.

Environ 200 kilomètres plus au sud, le groupe de Katya est enfin arrivé à destination, de nuit, dans une exploitation agricole de la campagne polonaise. Sur place, un homme baraqué aux cheveux gris est sorti de l'obscurité. *"Bonjour, je m'appelle Janusz"*, a-t-il dit en s'avançant. Janusz Poterek et sa femme, Anna, les ont accueillis à bras ouverts et ils ont tous fondu en larmes. Mais les larmes n'ont pas cessé à l'entrée de la propriété.

La famille de Katya est entrée dans la cuisine et ils ont vu le copieux repas que leurs hôtes avaient préparé, et ils ont pleuré. Ils ont vu la salle de bains où des brosse à dents neuves, du savon et du shampoing les attendaient, et ils ont pleuré. Ils ont vu les draps, couvertures et les serviettes propres sur les lits, et ils ont pleuré.

Janusz Poterek, qui cultive des pommes, n'avait encore jamais aidé de réfugiés mais il explique que, quand la guerre a éclaté, il n'a *"pas pu rester indifférent"*.

Quelques nuits plus tard, pendant que Katya et sa famille admiraient les jouets apportés par leurs hôtes pour les enfants, Albagir et trois autres hommes qui faisaient route avec lui ont été arrêtés. Ils avaient réussi à franchir la frontière polonaise sans être repérés, mais le chauffeur qu'ils avaient recruté pour les emmener en Allemagne a oublié d'allumer ses phares et ils ont été interpellés. Albagir témoigne que des policiers polonais ont volé leurs cartes SIM et leurs batteries externes, mis hors d'usage leurs téléphones portables (pour qu'ils ne puissent appeler personne) et les ont reconduits à l'endroit qu'ils redoutaient le plus : la forêt.



RÉFUGIÉS UKRAINIENS seront accueillis aux États-Unis, a annoncé la Maison-Blanche dans un communiqué, le 24 mars. Selon un responsable de l'administration Biden cité par **The Washington Post**, ces réfugiés *"seront amenés par diverses voies légales"*, dont le programme conventionnel américain pour les réfugiés et d'autres *"mécanismes plus agiles"*.

Au moins 19 personnes sont mortes de froid ces derniers mois en cherchant à entrer en Pologne, où la police aux frontières refoule les migrants dans cette forêt, d'après des ONG.

Les autorités polonaises maintiennent qu'elles n'y sont pour rien. *"C'est la faute des Biélorusses"*, déclare Katarzyna Zdanowicz, porte-parole de la police aux frontières. *"Ce sont eux qui envoient ces gens ici."* D'après des défenseurs des droits humains, les gardes-frontières polonais sont aussi coupables d'exactions. Un porte-parole du gouvernement polonais a refusé de discuter du traitement des réfugiés.

"Partez ! Partez !" ont hurlé les gardes polonais au groupe d'Albagir, en les poussant sous la menace d'armes vers des barbelés, dans une zone reculée de la forêt, raconte le jeune Soudanais. Les gardes ont projeté l'un des réfugiés si fort contre les barbelés qu'il s'est entaillé la main, ajoute-t-il. Lors d'une interview, il nous a montré la balafre entre ses doigts.

Après quelques heures d'errance quasi sans provisions et sans eau, et sans aucun moyen de s'orienter, ils sont tombés sur un poste-frontière biélorusse et ont supplié les gardes de les laisser entrer. *"On avait besoin de se mettre à l'abri"*, explique Albagir. Mais les Biélorusses avaient autre chose en tête.

Les gardes-frontières les ont attrapés et les ont jetés dans un garage glacial, raconte Albagir. Un soldat biélorusse grand comme une armoire

à glace a proféré des injures racistes et les a violemment agressés. *"Il nous a mis des coups de poing, des coups de pied, il nous a frappés avec des bâtons"*, détaille Albagir, avant d'ajouter qu'un Kurde à la peau plus claire avait été épargné. Le soldat les a ensuite fait avancer à marche forcée dans la forêt et a conclu : *"Allez en Pologne. Si vous revenez, on vous tuera."*

Selon plusieurs groupes de défense des droits humains, des dizaines de milliers de réfugiés ont été refoulés à de multiples reprises entre la Pologne et la Biélorussie, piégés dans cet entre-deux qui ne leur permet ni d'entrer dans l'un des pays ni de repartir chez eux.

Le 5 mars, Albagir et son groupe ont traversé la frontière vers la Pologne pour la deuxième fois en une semaine, dans un état de grande faiblesse et souffrant d'engelures. Ils ont appelé un numéro de téléphone qu'on leur avait donné en cas d'urgence et une militante polonaise est venue les récupérer et les a accueillis chez elle, en les avertissant de ne surtout pas sortir. Ils auront tout de même connu un acte de gentillesse pendant leurs tribulations.

Albagir prévoit de demander l'asile en Allemagne, qui a la réputation d'être accueillante pour tous les réfugiés, et d'y finir ses études. Il parle arabe, anglais et un peu russe, il porte des lunettes à grande monture dorée et une barbe bien taillée. Il rêve de devenir médecin et d'écrire tout ce qui lui est arrivé. Il n'en revient toujours pas que des personnes instruites, venant de pays relativement prospères, traitent d'autres êtres humains de la sorte.

L'un des hommes qui l'accompagnaient, appelé Sheikh, ne parle pas anglais, alors il a écrit un message sur son téléphone et l'a fait lire par la voix robotique d'une appli : *"Toute l'Europe affirme que tous les êtres humains ont des droits, mais ce n'est pas ce qu'on a vécu."*

Quant à savoir s'il pense que les traitements subis étaient liés au racisme, Albagir n'a pas hésité : *"Complètement, le racisme était le seul facteur."*

Pour la famille de Katya, tout se passe de mieux en mieux. Janusz Poterek a inscrit son frère et sa sœur à l'école primaire locale ; le gouvernement polonais a proposé la gratuité de l'école et des soins pour les réfugiés ukrainiens. *"On a l'impression que tout le pays assouplit un peu les règles pour les Ukrainiens"*, témoigne Katya, après qu'un médecin a refusé de la laisser payer une consultation.

Le couple Poterek serait-il prêt à accueillir des réfugiés africains ou originaires du Moyen-Orient ? Anna Poterek répond que oui, mais que *"l'occasion ne s'est pas présentée"*. Elle précise toutefois qu'il est *"plus facile"* d'accueillir des Ukrainiens, car ils ont une culture commune. Au sujet des réfugiés venant de pays arabes et africains, elle ajoute : *"Qu'est-ce que je leur ferais à manger ?"*

Le 10 mars, Janusz a contacté un ami à lui pour trouver à Katya un emploi de traductrice. Ce même après-midi, Albagir et son groupe sont arrivés dans un refuge à Varsovie, où on leur a de nouveau demandé de ne pas sortir.

— **Jeffrey Gettleman et Monika Pronczuk**

Publié le 14 mars

← **Albagir, Soudanais de 22 ans, se cache avec un compagnon dans une forêt, à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, le 9 mars.**

↙ **La famille de Katya Maslova, Ukrainienne de 21 ans, dans une chambre mise à disposition par une famille, le 10 mars, à Bialki Gorne, en Pologne.**

Photos Erin Schaff / The New York Times



Ce n'est pas "parce qu'ils nous ressemblent" que nous accueillons si volontiers les Ukrainiens

VU DE BELGIQUE Si la solidarité avec les réfugiés ukrainiens s'est manifestée de manière aussi unanime, ce n'est pas tant parce qu'ils sont blancs et de culture chrétienne, estime ce chroniqueur belge. C'est surtout parce que, dans le conflit qu'ils subissent, leur statut de victime est indéniable.

— De **Standaard** Bruxelles

Pourquoi les Ukrainiens, et pas les Irakiens et les Afghans?" Le titre de cette tribune [publiée dans *De Standaard* au début du mois] exprimait le malaise que suscite chez beaucoup le chaleureux accueil réservé aux réfugiés ukrainiens. Un malaise ambigu, car ceux qui le ressentent se réjouissent bien sûr de cette solidarité. Simplement, ils aimeraient qu'elle se manifeste toujours, pour tous les réfugiés quel que soit leur pays d'origine. Le secrétaire d'État [belge] à l'Asile et à la Migration, Sammy Mahdi, s'est lui aussi vu poser cette question pleine de reproches. Il répond sans ambages : "Avoir plus d'empathie pour son voisin que pour quelqu'un qui habite trois pâtés de maisons plus loin, ce n'est pas du racisme, c'est la nature humaine."

C'est une explication que j'entends et lis sans cesse ces temps-ci, comme si elle était évidente : les Ukrainiens seraient les bienvenus parce qu'ils viennent d'un pays proche et qu'ils nous ressemblent, parce qu'ils sont blancs, européens, de culture chrétienne, et qu'ils partagent nos idéaux démocratiques. Le seul point qui semble faire débat est la question de savoir s'il est bien humain de faire une différence entre les réfugiés (et d'admettre qu'on s'identifie plus facilement à ceux qui nous ressemblent) ou si c'est au contraire inhumain – toutes les vies n'ont-elles pas la même valeur?

Mais est-il bien vrai que nous nous identifions davantage aux Ukrainiens? En temps normal, les Belges ou les Européens de l'Ouest en général ne se sentent pas particulièrement proches des Européens de l'Est. Moi qui habite dans un quartier multiculturel, je sais d'expérience que les Européens de l'Est que je croise chaque jour dans la rue sont perçus différemment des autres communautés. D'ailleurs, selon un grand sondage réalisé en 2018 sur les minorités ethniques en

Belgique, les immigrés qui se sentent le moins bien dans notre pays sont ceux qui viennent d'Europe de l'Est – ils s'y sentent moins à l'aise que les Belges d'origine turque ou marocaine, par exemple. Aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, notamment, le spectre du "plombier polonais" a alimenté un mécontentement vis-à-vis de l'UE, contribuant au Brexit. Sans compter les succès de Viktor Orbán en Hongrie et du parti Droit et Justice en Pologne, qui entretiennent les doutes, même à gauche : les populations de l'Est adhèrent-elles vraiment à nos valeurs démocratiques? Et à mesure que l'Europe (de l'Ouest en tout cas) se définit également par sa tolérance au chapitre genre et orientation sexuelle, le fossé semble encore se creuser.

Je sais, les Ukrainiens ne sont ni des Polonais ni des Hongrois, ce ne sont pas non plus des Tchèques, des Slovaques, des Roumains ou des Bulgares. Ce que j'essaie de dire, c'est que les Belges se sentent aussi (peu) proches des uns que des autres.

Il existe une meilleure explication à l'élan de solidarité actuel : les Ukrainiens sont des exemples parfaits de ce que, dans la littérature scientifique, on appelle les *deserving refugees*, ces réfugiés qui "méritent" que nous les aidions. Les spécialistes utilisent ce terme non pas pour créer une distinction, mais pour décrire la position des autorités et des opinions publiques. Quand, après la chute du mur, le nombre de demandeurs d'asile dans les pays riches s'est envolé, l'idée a émergé que la majorité d'entre eux était *undeserving* – qu'il ne s'agissait pas de vrais réfugiés, mais d'individus venus chercher fortune, de profiteurs. À côté de cette foule, il y aurait une minorité de réfugiés qui, elle, mérite notre aide.

Qu'est-ce qui fait qu'un réfugié est *deserving*? Les critères sont légion. D'abord, il y a l'aspect juridique : cet individu est-il un réfugié au sens de la convention de Genève? La dimension



OPINION



↑ **Chisinau, Moldavie, en mars 2022. Des enfants réfugiés tout juste arrivés d'Ukraine reçoivent des cours d'informatique.**

Photo Gianmarco Maraviglia

économique : possède-t-il des compétences exploitables sur notre marché du travail? Pourrait-il se bâtir une vie professionnelle, ne deviendrait-il pas un poids pour le système social? Ensuite, le côté culturel : saura-t-il s'adapter à nos valeurs et nos coutumes? Enfin, les questions morales : fuir était-il la seule option, n'aurait-il pas mieux fait de rester dans son pays pour se battre? Le camp auquel il appartient n'a-t-il vraiment rien à se reprocher? Était-il bien nécessaire de faire ce long voyage jusqu'à la Belgique? Cette personne est-elle prête à apprendre la langue, à saisir les chances qui se présenteront? Se montre-t-elle reconnaissante?

Gentils et méchants. L'importance qu'accordent les Belges à ces différents critères est variable. Il y a ceux qui estiment que tout réfugié mérite notre soutien; ils se fondent sur une vision humaniste de la compassion. D'autres, en revanche, partent d'une vision nationaliste et d'un principe de protection : il faut être prudent avant de laisser quelqu'un entrer dans notre communauté. De leur avis, un réfugié doit remplir une ribambelle de conditions pour avoir le droit de s'installer dans leur pays.

[Ces dernières semaines ont] ceci d'exceptionnel que, pour une fois, les deux camps ne se sont pas crêpé le chignon. Même le groupe le plus strict reconnaît que les Ukrainiens méritent notre aide. Parce qu'ils sont blancs? Cela aide sans doute. Mais surtout parce que l'on sait clairement qui sont les gentils et les méchants



dans ce conflit. Si une guerre civile avait éclaté en Ukraine entre prorusses et pro-occidentaux, les choses auraient sans doute été moins claires sur le plan moral. Et, dans ce cas, les réfugiés ukrainiens – si blancs et européens qu'ils soient – auraient trouvé moins bon accueil.

Quant à la question de savoir s'ils n'auraient pas mieux fait de rester chez eux pour se battre, elle ne se pose pas car les Ukrainiens font bel et bien preuve de résistance. Il n'y a pas non plus lieu de se demander s'il était vraiment nécessaire de traverser la moitié du monde comme on pourrait le faire dans le cas d'Afghans ou d'Érythréens. Bref, il ne reste pas un seul argument contre eux. Ce qui fait qu'aucune polémique ne vient saper notre sympathie et notre charité – comme c'est le cas pour les Syriens, les Irakiens ou les Afghans. Résultat : la population entière se laisse aller à la solidarité. On dirait les premières semaines de la pandémie.

Cette solidarité met du baume au cœur, et je ne veux pas cracher dessus. J'aimerais juste attirer l'attention sur un point : ce genre de conflit limpide, qui crée des réfugiés parfaits avec lesquels tout le monde sympathise, est tout à fait exceptionnel. La plupart des conflits sont chaotiques. La plupart des réfugiés ne remplissent pas tous les critères pour "mériter" notre aide. Alors n'idéalisons pas l'unanimité actuelle. La norme reste la grogne et la hargne auxquelles nous sommes habitués depuis trente ans.

—Tom Naegels
Publié le 5 mars

L'auteur

TOM NAEGELS

est né à Anvers en 1975. Journaliste et écrivain, il publie régulièrement des chroniques dans *De Standaard*. Il s'est penché sur l'histoire de l'immigration en Belgique entre 1944 et 1978 et a cherché à comprendre comment celle-ci a contribué à façonner le pays. De ce vaste travail, qui a duré cinq ans, il a tiré son dernier livre, *La Nouvelle Belgique* (éd. Racine, 2021, pour l'édition française), dont la suite est à paraître.

Contexte

30 000

RÉFUGIÉS EN FRANCE C'est le dernier chiffre officiel (daté du 27 mars) sur le nombre de réfugiés en provenance d'Ukraine. Selon la ministre du Logement, Emmanuelle Wargon, le gouvernement "évalue à environ 30 000 le nombre de personnes en provenance d'Ukraine qui sont entrées en France" depuis la fin février pour rejoindre de la famille, des amis ou se diriger vers d'autres pays – en particulier l'Espagne, le Portugal ou le Royaume-Uni. Environ la moitié de ces réfugiés restent sur le territoire français. "Aujourd'hui, nous accueillons dans des logements et des hébergements environ 15 000 personnes", notamment des femmes avec enfants, a précisé la ministre. Les premières régions d'accueil, selon les autorisations provisoires de séjour, sont l'Île-de-France et les Alpes-Maritimes. Dans son discours du 22 mars, le Premier ministre, Jean Castex, avait déclaré viser une capacité d'hébergement à hauteur de 100 000 places. Avant le début de la guerre, la communauté ukrainienne en France comprenait 40 000 personnes.

En Israël, le plus grand afflux "depuis des décennies"

●●● "Il s'agit de l'une des plus importantes alyas ["ascension", émigration juive vers Israël] de l'histoire" de l'État hébreu, assure le directeur de l'Agence juive, Yaakov Hagoel, cité par le quotidien israélien anglophone **The Jerusalem Post**. "Nous avons sauvé des milliers de Juifs, et nous les amenons en Israël." Depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine, "environ 17 000 réfugiés ukrainiens, dont environ un tiers est juif", sont arrivés en Israël, rapporte **The Financial Times**. Le 24 mars, l'Agence juive annonçait que 5 000 d'entre eux avaient obtenu la nationalité israélienne en vertu de la loi du retour. Selon les officiels israéliens, "50 000 réfugiés ukrainiens, russes et biélorusses" pourraient y arriver dans les trois prochains mois, le double à la fin de l'année. Dans cette perspective, ce serait, écrit le journal britannique, "la plus grande vague d'immigrants en Israël depuis les années 1990". Après la chute de l'Union soviétique, plus de 1 million de Juifs avaient émigré en Israël.

En Turquie, des exilés des deux côtés

●●● La Turquie, qui accueillait chaque année entre 6 et 8 millions de touristes russes et ukrainiens, est désormais devenue une destination pour les exilés de la guerre. Journalistes, intellectuels et opposants russes projettent d'y poser leurs valises, aucun visa n'étant requis, tandis qu'Ankara n'a pas fermé son espace aérien aux avions russes. En outre, le pays accueille au moins

58 000 Ukrainiens ayant fui la guerre, d'après des chiffres officiels repris par le quotidien **Habertürk**. Ces derniers sont installés majoritairement dans la région côtière d'Antalya. "Les habitants sont mécontents car les Russes et les Ukrainiens font exploser le prix des loyers", indique un agent immobilier de la ville interrogé par **Cumhuriyet**. Le pouvoir lorgne aussi la fortune des oligarques russes proches du Kremlin désormais installés en Turquie. "Les oligarques russes peuvent tout à fait s'installer en Turquie, à condition de ne rien y entreprendre d'illégal au regard du droit international", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, rapporte le quotidien **Sözcü**.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Andreï Kourkov : "Les Ukrainiens n'ont jamais obéi à un tsar."

En plein périple pour fuir la guerre, le romancier ukrainien décrit ses compatriotes comme frondeurs, égoïstes et épris de liberté, soit tout le contraire des Russes. Un article du quotidien britannique **The Times**, publié dans notre numéro spécial Ukraine, en vente chez votre marchand de journaux depuis le 25 mars.

d'un
continent
à l'autre.

france



Europe 26
Afrique 28
Asie 31

Présidentielle. Ce qui peut encore se jouer



FOCUS

Au terme d'une courte campagne, éclipsée par la guerre en Ukraine, la course s'intensifie pour le premier tour. Un thème majeur s'impose : le pouvoir d'achat, sur lequel surfe Marine Le Pen, possible qualifiée pour le second tour avec Emmanuel Macron. Derrière elle, Jean-Luc Mélenchon, qui doit jouer contre le reste de la gauche.

↓ Dessin de Cécile Bertrand,
Belgique.

“Les gens sont pris à la gorge”

Les prix grimpent, et le coût de la vie est aujourd'hui au cœur des préoccupations des Français, et au cœur du scrutin.

—The Guardian Londres

Sur le parking d'un Lidl, Isabelle Martin, 55 ans, charge dans sa voiture des œufs, du sucre et du lait à bas prix. Avec l'inflation, cette assistante maternelle dans un village de la Creuse n'a pas les moyens de remplir un Caddie ni de se rendre très souvent à Guéret, la ville la plus proche.

“Je pense tout le temps au solde de mon compte en banque”, lâche-t-elle. Chez elle, elle veille toujours à éteindre les lumières et le chauffage, et elle ne fait jamais le plein de sa voiture : “Le prix me ferait un trop gros choc.”

Mais c'est depuis qu'une jeune femme de sa famille, aide-soignante, a fondu en larmes à la station-service parce qu'elle avait à peine les moyens de mettre de

l'essence pour se rendre au travail qu'Isabelle Martin sent la colère monter en elle. “Comment se fait-il que la révolte ne gronde pas ?”

Alors qu'approche la présidentielle, le pouvoir d'achat et les fins de mois difficiles sont aujourd'hui la première préoccupation des électeurs français.

Sur le papier, assure le gouvernement, les Français ont vu leur pouvoir d'achat augmenter depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à la présidence, en 2017. Selon le ministère des Finances, le revenu disponible brut, un indicateur clé pour les économistes en la matière, a progressé deux fois plus vite sous Macron que sous ses deux prédécesseurs, grâce aux allègements fiscaux et aux créations d'emplois.

Mais avec la hausse des prix de l'alimentation et des carburants,

“Je pense tout
le temps au solde
de mon compte
en banque.”

Isabelle Martin,
ASSISTANTE MATERNELLE

et étant donné la part énorme des dépenses incompressibles (logement, assurance, énergie, téléphone, notamment) dans le budget des ménages, c'est un combat quotidien que livrent, de leur point de vue, de nombreux Français. Selon un sondage Ifop du mois dernier, 69 % des personnes interrogées ont le sentiment d'avoir vu leur pouvoir d'achat diminuer sous la présidence Macron.

[Au mois de mars] ont eu lieu une grève nationale pour une hausse des salaires et des blocages de dépôts de carburant - les habitants des zones rurales, très dépendants de leur véhicule, dénoncent un coup particulièrement rude. Si Macron est réélu le mois prochain, comme le





prédissent les sondages, il pourrait avoir à affronter un nouveau mouvement social sur le modèle des manifestations des "gilets jaunes", qui avaient commencé, déjà, autour de la taxation des carburants et du coût de la vie, avant de dégénérer en vaste insurrection contre l'État.

Les conséquences de la guerre en Ukraine pourraient encore tirer l'inflation vers le haut, a reconnu Macron en s'engageant à protéger les ménages. Pour amortir la flambée des prix des matières premières et des hydrocarbures à la veille de la présidentielle française, le gouvernement a déjà adopté un train de mesures [appelé "plan de résilience"] : plafonnement des hausses du gaz et de l'électricité, chèques inflation et énergie pour les ménages défavorisés et, tout dernièrement, remise de 15 centimes sur le litre d'essence à la pompe. [La subvention sera finalement de 18 centimes.]

Dépendants. Isabelle Martin a ainsi reçu de l'État un versement de 100 euros pour faire face à la hausse des carburants en décembre, mais ils ont été immédiatement "engloutis dans les factures à payer". La Creuse est un département rural, et l'un des plus pauvres du pays : la population est vieillissante, il y a pénurie de médecins, et on ne peut guère s'y déplacer autrement qu'en voiture, faute de transports publics. À Pionnat, 700 habitants dont Isabelle Martin, une route est fermée à la circulation depuis plus d'un an, et la colère gronde : les villageois doivent faire un détour de 8 kilomètres, et "avec le prix du carburant, ça devient compliqué", explique l'assistante maternelle.

Près du Lidl de Guéret, des affiches sont placardées en faveur du candidat d'extrême gauche Jean-Luc Mélenchon, en hausse dans les sondages, qui promet qu'il bloquera les prix des produits de base. Isabelle Martin votera pour lui.

Son mari, Bruno, garagiste, redoute un fort taux d'abstention. "Tous les riches vont aller voter. Les pauvres, eux, sont tellement dégoûtés qu'ils ne votent même plus."

Sur le trottoir devant la préfecture de Guéret, des slogans ont été tagués à même le bitume.

"Macron, ton peuple meurt de faim", dénonce l'une des inscriptions.

Jean, 73 ans, attend dans sa Skoda son tour à la station-service. "C'est que les retraites sont tellement basses, il faut bien que je continue à travailler", nous explique-t-il pour justifier son emploi dans la logistique. Lui qui a voté Macron en 2017 ne le fera pas cette fois. "On va tout droit vers la crise sociale, les salaires sont bas, les gens sont pris à la gorge", estime-t-il.

"Les riches vont aller voter. Les pauvres, eux, sont tellement dégoûtés qu'ils ne votent même plus."

Bruno Martin,
GARAGISTE

Les pronostics restent partagés quant à l'adversaire que Macron affrontera au second tour, le 24 avril. La candidate d'extrême droite Marine Le Pen possède une légère avance sur un peloton de candidats. Elle a regagné du terrain sur son rival à l'extrême droite, l'éditorialiste Éric Zemmour, en mettant l'accent sur le pouvoir d'achat et en dénonçant "l'appauvrissement de la population". Les Français en sont réduits à "choisir entre manger et se chauffer", estimait-elle récemment lors de son passage dans une bourgade rurale. Elle a ainsi promis de "rendre" 150 à 200 euros par mois à chaque foyer, moyennant une baisse de la TVA et une hausse des avantages fiscaux pour les familles.

Endettement. Les salaires sont au cœur des préoccupations, en particulier dans le secteur des services à la personne, dont les travailleurs, pourtant essentiels, sont souvent mal payés et contraints à de longs déplacements en voiture. Pascaline Bon, 44 ans, habite un hameau de la Creuse et travaille comme AESH, ou accompagnante des élèves en situation de handicap.

Elle était en grève la semaine dernière et a manifesté sous la bannière du SNUipp, son syndicat. "Par ici, quand moi ou mes collègues faisons 25 ou 35 kilomètres pour aller travailler, c'est la moitié de notre salaire qui part

dans le gasoil. On est à découvert le 5 du mois, rien qu'en ayant acheté de quoi nourrir nos enfants et payé les factures."

Pour Mathias Bernard, spécialiste de l'histoire contemporaine et des mouvements politiques à l'université Clermont Auvergne, les "gilets jaunes" ont mis à nu les difficultés que vivent depuis longtemps les habitants des périphéries urbaines et des zones rurales, que la hausse des carburants et de l'énergie et la stagnation des salaires font basculer dans l'endettement. "Si les 'gilets jaunes' comme mouvement organisé ont disparu, les facteurs qui ont conduit à leur mobilisation sont toujours là. Chez les Français aux revenus faibles à moyens, la colère et le potentiel de contestation sociale n'ont pas faibli."

À Bordeaux, Anne Lauseig, 50 ans, est à la tête d'un collectif d'aides à domicile [appelé La force invisible des aides à domicile] militant pour plus de reconnaissance et de meilleures rémunérations. Elle-même travaille la nuit auprès d'une jeune femme souffrant de plusieurs handicaps. "Nous adorons notre travail", dit-elle. "Mais, parmi nous, certains peuvent à peine se payer l'essence pour aller travailler. Il y en a qui vont dans des banques alimentaires, ou qui dorment dans leur voiture faute de pouvoir payer un loyer. Moi, j'attends d'avoir complètement vidé mon frigo avant de faire quelques courses. Je ne suis pas sûre que le gouvernement mesure la colère et le sentiment d'injustice."

—**Angélique Chrisafis**
Publié le 22 mars

SOURCE



THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni

Quotidien

theguardian.com

L'indépendance et la qualité caractérisent ce titre né en 1821, qui compte dans ses rangs certains des chroniqueurs les plus respectés du pays. The Guardian est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes. Orienté au centre gauche, il se montre très critique vis-à-vis du gouvernement conservateur.

**COMMENT ÇA VA
LES FRANÇAIS ?**



MARTINA MEISTER,
correspondante en France
pour le quotidien allemand
Die Welt.

**"La crise
énergétique
pourrait faire
ressortir
la colère"**

Y a-t-il une phrase qui vous a marquée récemment car elle serait révélatrice de l'état d'esprit des Français en cette période de campagne présidentielle ?

Une femme, mère d'une famille monoparentale, m'a dit : "Quand j'ai commencé à travailler, je gagnais moins, mais je vivais mieux. Aujourd'hui, si je n'avais pas mes parents, je ne pourrais pas vivre décemment." C'était frappant qu'une jeune femme de 40 ans dise qu'elle vivait mieux quand elle avait 20 ans. Il y a un problème en France avec la classe moyenne, qui n'est plus une classe moyenne, qui a décroché.

Vous avez publié fin janvier dans Die Welt un article sur le "chaos énergétique" en France. La crise actuelle, amplifiée par la guerre en Ukraine, peut-elle être la goutte d'eau qui provoquerait un nouveau mouvement de colère lié au coût de la vie, comme celui des "gilets jaunes" ?

Oui. Cela dépend de comment le prochain gouvernement va réussir à absorber la crise. Mais je vois mal comment faire, donc à un moment ou à un autre, cette colère pourrait ressortir. D'autant qu'à l'époque, Emmanuel Macron avait organisé le "grand débat", avec les fameux

cahiers de doléances, mais rien n'en est sorti. Je trouve cela hallucinant. On ne peut pas mépriser davantage les gens qu'en leur disant "On vous écoute", sans tenir compte ensuite de leurs réponses. Pourtant, dans le programme de la première campagne de Macron, il y avait un paragraphe sur les problèmes liés aux prix du carburant. C'est frappant pour moi de penser que le gouvernement a fait déborder le vase avec cette taxe sur l'essence alors qu'il connaissait le problème, et étonnant de voir que le fait de vouloir écouter et résoudre les problèmes de toute une classe sociale ne soit qu'une posture.

Outre le sujet du pétrole, le nucléaire est souvent mis en avant comme un moyen de maîtriser les prix et de réduire la dépendance aux autres nations, comme en ce moment vis-à-vis du gaz russe. Vu d'Allemagne, les Français sont-ils si pronucléaires que ça ?

En France, le nucléaire est tellement, je dirais, dans les gènes qu'on ne se pose même pas de questions. J'ai fait un reportage une fois dans le Cotentin, que l'on appelle la "presqu'île nucléaire". Les gens qui habitent à côté des piscines et des centrales de stockage sont contents que ça remplisse les caisses au niveau local. Et la guerre devrait encore renforcer ce sentiment. Même si, d'un autre côté, elle nous a montré, avec les incidents dans les centrales ukrainiennes, que le nucléaire nous rendait extrêmement vulnérables.

—**Propos recueillis par
Courier international**



Revue
de presse

Marine Le Pen a encore son mot à dire

On la disait dépassée par la concurrence et abandonnée par son parti, mais la candidate du Rassemblement national s'accroche, note la presse internationale.

La persévérance paie parfois, même dans l'univers impitoyable de la politique." La personne qui inspire cette observation à *La Vanguardia* est Marine Le Pen. Donnée ces derniers mois pour dépassée, la candidate du Rassemblement national fait un retour dans les sondages à quelques jours du premier tour, au point que sa "résistance est l'un des faits marquants de cette campagne", estime le quotidien espagnol. À 17,5 % d'intentions de vote selon le dernier sondage Ipsos/Sopra Steria du 28 mars, elle a pris l'avantage sur son rival d'extrême droite, Éric Zemmour (11,5 %). "Les analystes ont probablement sous-estimé la fidélité de l'électorat du RN. Certes, Zemmour séduit, mais l'extrémisme de ses idées et de ses propositions aura contribué, paradoxalement, à tempérer l'image de Marine Le Pen." Pour elle, le principal adversaire avant le second tour est désormais le candidat de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, contre qui elle possède "un atout", selon le quotidien, sa "double stratégie à la fois ultranationaliste et sociale."

L'analyse est corroborée à Londres par le *Spectator*. L'hebdomadaire revient sur la bousculade dont a été victime Le Pen dimanche 27 mars, en Guadeloupe : il y voit un signe de nervosité de ses adversaires. Un "incident regrettable", condamné par le président de la République, qui pourrait "profiter à Marine Le Pen, des indécis étant tentés de lui donner leur voix pour protester contre les méthodes d'intimidation d'une certaine gauche". Le journal plaide coupable d'avoir "sous-estimé sa ténacité, sa résilience et son refus obstiné de jeter l'éponge" ces dernières années, et va jusqu'à imaginer Le Pen mettre en péril une victoire d'Emmanuel Macron au second tour, le président s'étant montré absent de la campagne électorale, accaparé par la diplomatie internationale. "Pour le moment, tout est calme sur le front républicain, mais cela va changer le 10 avril si Macron et Le Pen s'affrontent au second tour."

— *Courrier international*

L'ŒIL

DE BERTRAMS



Le dessinateur néerlandais croque l'actualité française pour *Courrier international* jusqu'au second tour de l'élection présidentielle.

↑ "Le grand bond". Dessin de Joep Bertrams, Pays-Bas, pour *Courrier international*.

La remontada de Jean-Luc Mélenchon est une bonne nouvelle pour le débat public

Le candidat de La France insoumise regagne du terrain. Sa présence éventuelle au second tour apporterait un renouveau bienvenu dans le débat politique de l'Hexagone, coïncé dans le duel Macron-Le Pen, estime ce quotidien belge.

— *De Morgen Bruxelles*

En novembre 2014, l'eurodéputé belge Guy Verhofstadt débattait de l'Europe avec Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche, à l'époque) sur le plateau de France 2. S'agaçant de ce qu'il considérait comme une incapacité de son interlocuteur à garder le silence, Mélenchon s'est exclamé : "Écoutez, je n'en peux plus, je ne vais plus jamais venir sur un plateau avec ce type." Imperturbable, Verhofstadt déclarait pour sa part après l'émission qu'il s'était "bien amusé".

"Mélenchon était manifestement contrarié d'être tombé sur un homme politique capable de crier et de gesticuler encore plus que lui", présume Tinneke Beeckman, philosophe et grande observatrice de la vie politique française. La passion de Verhofstadt pour l'Europe entrait également en collision frontale avec la prédilection de Mélenchon pour une France souveraine. L'ex-trotskyiste disait rêver d'une République française indépendante de l'Otan, des États-Unis et du capitalisme.

Sept ans plus tard, l'aversion viscérale de Mélenchon pour la coopération

internationale [libérale et atlantiste] constitue l'un de ses principaux points faibles dans la campagne présidentielle française. "Lors d'une interview en janvier, il critiquait encore allègrement l'Otan et les États-Unis, rappelle le professeur Frederik Dhondt, de l'université libre néerlandophone de Bruxelles, VUB. Mais depuis le début de la guerre en Ukraine, ces récriminations passent nettement moins bien. Ses adversaires se font un malin plaisir de reprendre et de diffuser sur les réseaux des fragments de ce discours. Ayant grandi pendant la guerre froide, Jean-Luc Mélenchon rêve d'un ordre mondial alternatif qui semble aujourd'hui anachronique."

Copie conforme. On dit souvent que l'histoire se répète, et ce précepte vaut aussi pour la présidentielle. En 2017, à la surprise générale, Mélenchon était soudainement monté en flèche dans les sondages et avait manqué de peu le second tour, durant lequel Marine Le Pen et Emmanuel Macron s'étaient finalement affrontés en duel. Cinq ans plus tard, Mélenchon est de nouveau troisième des intentions de vote [à 14 %, selon le sondage Ipsos/Sopra Steria pour *Le Monde* du 28 mars] : alors que Macron caracole toujours confortablement en tête, au-dessus des 30 %, Le Pen pointe à 15,5 % et Mélenchon à 12 %. Il existe donc une chance réelle – bien que faible – que le candidat de La France insoumise-l'Union populaire atteigne le deuxième tour cette fois. "Ce pourrait être une bonne chose pour le débat public en France, estime Frederik Dhondt. Cela permettrait de mettre d'autres thèmes à l'ordre du jour. Sinon, on repassera simplement les plats, et les débats entre Macron et Le Pen seront la copie conforme de ce que nous avons connu il y a cinq ans."

Dans l'embouteillage des candidats de gauche à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon est à la fois le plus expérimenté et le plus éloquent. Il est également le seul, à gauche, à atteindre la barre symbolique des deux chiffres dans les sondages. C'est que, depuis le quinziennat de François Hollande (PS), la gauche française est à la dérive, complètement fragmentée. Toutes les tentatives de coopération ont échoué, notamment à cause de Mélenchon lui-même.

On pourrait comparer l'homme à une version française (et donc chauvine) de l'Américain Bernie Sanders ou du Britannique Jeremy Corbyn. Trois vieux briscards aux idées passées mais étonnamment populaires auprès des jeunes. "Vous avez de vieux trentenaires", analyse Peter Mertens, ancien président du Parti du travail de Belgique [extrême gauche], et qui connaît personnellement Mélenchon. "Et vous avez de jeunes septuagénaires. Jean-Luc appartient à cette deuxième catégorie."

La jeunesse de Mélenchon est marquée par les révoltes de Mai 68. Il rejoint rapidement les trotskistes et passe de manifestations estudiantines en grèves ouvrières. Il écume le Jura, où il s'est installé à l'adolescence avec sa mère après le divorce de ses parents. Ces derniers sont des pieds-noirs, lui-même est né à Tanger.

Séduit par le discours de François Mitterrand, il abandonne le trotskisme en 1976 pour adhérer au PS. Il entame alors "une longue marche à travers les institutions du pouvoir" : il devient directeur de cabinet, sénateur et même ministre délégué. Pendant tout ce temps, il appartient à l'aile gauche du Parti socialiste, dont il se sépare finalement en 2008 pour fonder le Parti de gauche, qui devient, en 2016, La France insoumise.

"Sur les plans intellectuel et philosophique, Mélenchon est un candidat très intéressant, car il connaît parfaitement l'histoire de la gauche, reprend Tinneke Beeckman. Il ne se contente pas de citer des noms pour impressionner la galerie. Il doit lire plus en

"On peut être sûr que Mélenchon ne tentera pas de servir à son électorat quelque ineptie historique."

Frederik Dhondt,
UNIVERSITAIRE BRUXELLOIS

un jour que beaucoup d'élus ne lisent en un an! Cette caractéristique en fait un adversaire de poids pour Emmanuel Macron, dont la ligne de conduite a toujours été de vouloir dépasser les habituels clivages gauche-droite : comme il l'a dit lui-même lors du dernier scrutin, son ambition est d'être 'et de gauche et de droite'. Mélenchon, qui ne cesse depuis des années de dénoncer l'aliénation du travail par le grand capital, oppose à cette vision une réponse idéologique de gauche très classique."

Le reproche adressé par Mélenchon au PS français – parti de son mentor, François Mitterrand – est donc d'avoir suivi la troisième voie de Tony Blair, de Frank Vandenbroucke [ministre de la Santé belge] ou de Gerhard Schröder et d'avoir "abandonné le peuple". "Admirateur de Robespierre, il essaie de faire comprendre que la citoyenneté est une source de joie, tout comme peut l'être la lutte collective pour la liberté et l'égalité", commente Tinneke Beeckman.

En campagne, il tente de convaincre les citoyens déçus de la valeur de leur vote. "Comme on le fait en Belgique, il essaie de récupérer les anciens électeurs de gauche qui se sont laissés séduire par l'extrême droite", observe Peter Mertens.

Si les propositions rouge vif de La France insoumise peuvent sembler vieux jeu – retraite à 60 ans, augmentation

des salaires, imposition renforcée des plus riches –, la stratégie de communication ne l'est en rien. Hyperactif sur les réseaux sociaux, Mélenchon a même fait campagne par hologramme, bien avant les icônes pop suédoises d'Abba : tandis qu'il discourait dans une salle, des partisans réunis dans six autres salles à travers la France applaudissaient son clone virtuel!

Celles et ceux qui voteront Mélenchon le feront surtout pour envoyer un signal à Macron, lui indiquant qu'il devrait envisager un virage plus à gauche lors de son prochain mandat. Que Mélenchon devienne président de la République est pure fiction, tant l'écart avec Macron est abyssal. "Une frange de son électorat vote pour lui par nostalgie, commente Frederik Dhondt. Ils veulent montrer que les valeurs de gauche comptent encore en France. Mélenchon est parfois surnommé 'l'instituteur modèle de la République'. À ce titre, on peut être sûr qu'il ne tentera pas de servir à son électorat quelque ineptie historique, comme l'a récemment fait Eric Zemmour en osant prétendre que le maréchal Pétain avait protégé les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale."

Mélenchon n'est toutefois pas réfractaire au populisme. "Dans ses meetings, il exploite les rancœurs des antivax et des opposants au pass sanitaire, remarque Frederik Dhondt. Il entend ainsi réveiller les couches populaires de France, dans l'espoir qu'elles se rendent aux urnes." En attendant, il a intérêt à ce que le moins d'électeurs potentiels possible tombent sur ces vidéos où il s'en prend à l'Europe, à l'Otan et à notre compatriote Guy Verhofstadt.

—Tine Peeters
Publié le 12 mars



SOURCE

DE MORGEN

Bruxelles, Belgique
Quotidien

demorgen.be

Créé en 1978, le titre s'est rapidement distingué par sa ligne progressiste et la qualité de ses articles. La modernisation de l'autre quotidien flamand de référence, De Standaard, l'a conduit à un lifting en 2007. De Morgen s'est doté d'une nouvelle identité graphique et d'un slogan qui souligne sa volonté de nager à contre-courant : "Dit land heeft meer zalm nodig" ("ce pays a besoin de plus de saumons").

En Corse, le calme avant la tempête?

●●● "La crainte de nouvelles émeutes a saisi la Corse", rapporte **Le Soir**, en Belgique. Si l'heure était au recueillement après l'annonce de la mort d'Yvan Colonna, le 21 mars, et son enterrement, à Cargèse, le 25, le calme n'a effectivement pas duré sur l'île. Dimanche 27 mars, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant deux casernes à Furiari, près de Bastia, et, à Ajaccio, une manifestation s'est soldée par treize policiers et un gendarme blessés. Les manifestants ont accusé les CRS d'avoir chanté *La Marseillaise* pendant les obsèques du nationaliste corse. Aujourd'hui "va se poser la question de l'avenir du fragile processus de dialogue entamé dans l'île avec la visite de Gérald Darmanin" quelques jours auparavant, quand le ministre de l'Intérieur avait laissé entendre qu'une autonomie serait possible pour la Corse. "De nombreux élus nationalistes partisans d'une ligne plus dure avaient jugé 'décevante'

la visite ministérielle", notait **Le Soir**. En Suisse, **Le Temps** s'interroge : pourquoi la France continue-t-elle "de refuser l'autonomie de l'île", une demande qui lui semble "plutôt logique"? "La réponse tient en une phrase. La Corse et la métropole souffrent du même mal nommé 'manque de confiance dans les institutions'. La décentralisation est perçue comme un pis-aller. La démocratie locale est jugée obligatoirement abâtardie par le clientélisme. L'administration préfectorale défend ses intérêts. Le sens de l'intérêt général insulaire est battu en brèche par les lobbys [...]" Et **Le Temps** de conclure face à ce sombre tableau : "Yvan Colonna est un symbole qui dit tout ce qui ne va pas dans l'île et dans la République à laquelle elle appartient. Sans volonté de rupture – des deux côtés de la Méditerranée – avec ces tristes fondamentaux, rien ne changera."





↳ Dessin de Ramsès, Cuba.

Même si Macron gagne, ce n'est pas gagné

La réélection du président semble assurée. Mais les élections législatives de juin et son second quinquennat s'annoncent compliqués, estime cette chroniqueuse conservatrice flamande.

—De Standaard Bruxelles

La tragédie ukrainienne nous le ferait presque oublier, mais le dimanche 10 avril se tiendra le premier tour du scrutin lors duquel la France élira son nouveau président. Enfin, nouveau, pas vraiment : il ne fait aucun doute que ce sera Emmanuel Macron. Depuis le début, il a une longueur d'avance sur les autres candidats, et la guerre en Ukraine a encore renforcé sa position. [Le sondage Ipsos/Sopra Steria du 28 mars lui donne 28 % d'intentions de vote au premier tour, contre 20 % pour Marine Le Pen.]

C'est une bien étrange campagne. Une fois de plus, les candidats se bousculent au portillon : ils sont 12, dont certains n'ont pas la moindre chance, depuis les défenseurs du monde rural jusqu'aux inévitables trotskistes.

C'est aussi une bien étrange campagne, parce que si Macron avait bien l'intention de se représenter, il a attendu longtemps avant de le faire officiellement. La campagne présidentielle s'est focalisée sur le feu et l'éloquence d'Éric Zemmour défendant une France qui a tout ou presque du mythe. Puis, lorsque Macron s'est enfin officiellement porté

candidat et qu'il aurait pu devenir une cible, la guerre en Ukraine avait éclipsé la campagne.

Enfin, c'est une bien étrange campagne parce que, une nouvelle fois, il n'y a pas de duel entre les formations classiques de centre gauche et de centre droit. L'espace qu'occupait autrefois la gauche n'est plus qu'un vide béant. La candidate du Parti socialiste, Anne Hidalgo, est créditée d'à peine [2 % des voix dans le sondage Ipsos/Sopra Steria du 28 mars]. Les Verts ne parviennent pas à combler ce vide : l'écolo Yannick Jadot stagne à [7 %, dans ce même sondage]. Il pâtit, entre autres, des éternelles chamailleries des écologistes français. Quant au démagogue d'extrême gauche Jean-Luc Mélenchon, fidèle adorateur de saint Castro, il n'est que le "troisième homme" [avec 15 % des intentions de vote].

Parti fragilisé. Du côté droit de l'échiquier, surpeuplé, Valérie Pécresse peine à trouver sa place. La candidate des Républicains, le parti de centre droit de l'ancien président Nicolas Sarkozy, est coincée entre l'extrême droite de Le Pen et de Zemmour et le centre libéral, où Emmanuel Macron occupe fermement le terrain. Il est donc certain que Macron sera présent au second tour du scrutin, le 24 avril, et presque aussi certain qu'il en sortira victorieux, quel que soit l'adversaire qui lui fait face. Alors qu'une guerre sanglante fait rage en Europe, la majorité de la population française n'a pas envie de changer de président. Et si Macron est rentré bredouille de sa visite à Poutine le mois dernier, la plupart des Français tiennent en estime les efforts qu'il déploie pour tenter de communiquer avec les Russes. De même qu'ils apprécient son rôle de leader dans une Union européenne dont la France a pris ce semestre la présidence.

Macron sera donc réélu, aussi la vraie question est-elle de savoir comment il pourra gouverner. Aux élections législatives des 12 et 19 juin, il ne pourra pas reproduire l'exploit d'il y a cinq ans. En 2017, contre toute attente et en dépit de toutes les traditions politiques, il était parvenu, avec son parti flambant neuf La République en marche [LREM], à obtenir la majorité absolue au Parlement. Aujourd'hui, LREM est trop fragilisée pour ne pas s'effriter.

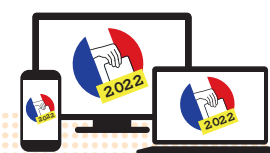
Il n'y a qu'à voir la multitude de candidats sur le terrain pour constater à quel point la tendance à la division est profondément ancrée dans la tradition française, et cette tendance devrait se manifester dans la composition du nouveau Parlement. Deux autres caractéristiques sont profondément ancrées dans l'âme française : la rétivité à l'égard des réformes et l'attrait pour la violence de rue "révolutionnaire", comme l'illustrait notamment le mouvement des "gilets jaunes".

Alexandre le Grand dit un jour qu'il avait moins peur d'une armée de lions dirigée par un mouton que d'une armée de moutons dirigée par un lion. Dans l'art de la guerre, c'est peut-être vrai. En politique, en revanche, un leader fort peut se retrouver paralysé par un pays faible. Cela s'est déjà produit plusieurs fois en France. Le mouvement de Mai 68, par exemple, a réduit à néant les efforts déployés pendant des années par De Gaulle pour abaisser la dette extérieure et redresser les finances de la France. Cet échec a porté un rude coup au moral d'acier du président, bien plus que le référendum qu'il a presque délibérément perdu l'année suivante.

Si Macron est entravé par un Parlement rétif, cela nuira à la France, et à l'Union européenne. La guerre en Ukraine nous démontre une fois de plus que l'UE est des plus moutonnières lorsqu'il s'agit d'exercer le pouvoir. L'affaiblissement d'un de ses États membres les plus puissants est la dernière chose dont elle a besoin.

—Mia Doornaert

Publié le 10 mars



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

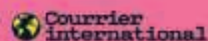
Face à Mélenchon, la gauche implose. Le candidat de la France insoumise est devenu "le seul adversaire de ses concurrents à gauche, qui ne cessent de vouloir l'évincer", analyse El País.



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

Courrier international



Analyser
les points de vue de l'étranger
sur la France



Comprendre
l'actualité du monde



Interpréter
les différents éclairages
sur l'histoire



Apprendre
en puisant dans les meilleures
sources d'information



Débattre
des grandes questions
qui agitent le monde

10,75 €
PAR MOIS
au lieu de
18,23 €*

**VOTRE
ABONNEMENT
COMPREND :**

1 an
(52 numéros)



l'accès au
site Internet
et au **Le Réveil
Courrier** sur
tous vos supports
numériques.



EN CADEAU

6 hors-séries
de **Courrier international**
si j'opte pour le prélèvement.



**Valeur
51 €***

Bon d'abonnement à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

Oui, je profite de cette Offre liberté pour **10,75 €** par mois au lieu de ~~18,23 €*~~
et je recevrai **en cadeau** les **6 hors-séries** de *Courrier international* au fur et à mesure de leur parution.
Je complète le mandat SEPA ci-dessous.

Je préfère régler en une fois 129 € au lieu de ~~218,80 €*~~
par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Réduction
de plus de
41%**

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/2022auto1>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

Monsieur Madame

RCO22BA1639

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE

CODE POSTAL [] [] [] [] [] VILLE.....

*Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/07/2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine.

Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées que par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire

BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement récurrent

Fait à :

Le :

Signature obligatoire

Organisme créancier :

Courrier international - ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France - 75013 Paris



europe

Hongrie. Peut-on tourner la page Viktor Orbán ?

Le 3 avril, les Hongrois élisent leur Premier ministre et leurs députés. Péter Márki-Zay espère renverser Viktor Orbán, au pouvoir depuis 2010. Entre la stabilité promise par le Fidesz et l'espoir d'une véritable démocratie, l'opinion est divisée.

NON

Ne détruisons pas notre maison solide

—Magyar Nemzet Budapest

La guerre est de retour sur le Vieux Continent. Nous ne pouvons qu'espérer que l'effusion de sang cessera au plus vite, que le bon sens l'emportera et que la paix reviendra. Plus tard, nous aurons le temps d'analyser et de réfléchir aux raisons qui nous ont menés jusque-là. Et ensuite, de trouver comment nous pouvons et devons vivre l'après. Mais le plus important aujourd'hui, c'est d'éviter un nouveau cataclysme en Europe et où que ce soit sur Terre.

Une fois encore, l'Union européenne (UE) se montre spectatrice impuissante des événements. Des bouquets de mots faibles et des déclarations creuses naissent à Bruxelles. L'illusion des États-Unis d'Europe se désagrège sous nos yeux. L'UE ne peut avoir d'intérêt qu'en tant que fédération d'États-nations. Dans des situations de crise, les gouvernements nationaux ont de toute façon le dernier mot. Qu'importe qu'un virus attaque, que les prix de l'énergie s'envolent ou qu'un véritable conflit armé se déroule à nos frontières. Seuls des États puissants et préparés peuvent donner des réponses appropriées à toutes ces menaces. Ce, bien sûr, s'ils ont des gouvernements capables de prendre des décisions rapides et de regarder plus loin.

La devise "plus d'Europe" s'est totalement vidée de son sens. Nous vivons une époque aux questions diablement

simples. Guerre ou paix ? Chauffage ou froid ? Économie qui marche ou faillite imminente ? Seul le gouvernement privilégiant nos intérêts nationaux peut apporter de bonnes réponses à ces interrogations. Car aux yeux de Bruxelles, de Berlin et de Paris (ou jadis de Moscou), nos intérêts n'ont jamais été prioritaires. Ceux qui disent aujourd'hui en Hongrie que nous devons être des Magyars encore plus européens et donner à Bruxelles une part encore plus importante de nos droits de décision se livrent à un bonneteau hasardeux.

Une roulette sur laquelle d'autres parient à notre place, mais où notre avenir est en jeu. Nous avons besoin d'une économie hongroise souveraine, d'une monnaie propre, d'une armée autonome et puissante, ainsi que d'une politique étrangère intelligente. C'est ce que montre clairement la guerre, avec sa brutalité. Ce politicien (Péter Márki-Zay, candidat de l'opposition unie) qui nous propose les États-Unis d'Europe, tout en leurrant les électeurs avec l'adhésion au Parquet européen anticorruption, l'instauration rapide de l'euro et l'achat européen mutualisé de gaz et de pétrole, défend une vision périmée. L'histoire nous montre en ce moment dans sa réalité sanglante que toutes nos décisions ont un poids. Nous ne pouvons plus croire que notre existence ne peut plus basculer d'un instant à l'autre.

Lorsque les armes grondent près de nos frontières, nous devons repenser notre vie. Ce qui compte et ce qui ne compte pas. Le moindre segment de notre sécurité est devenu capital. Si l'un des piliers s'affaiblit, alors notre vie entière devient instable. C'est pourquoi il importe que nous décidions nous-mêmes du destin de

À la une



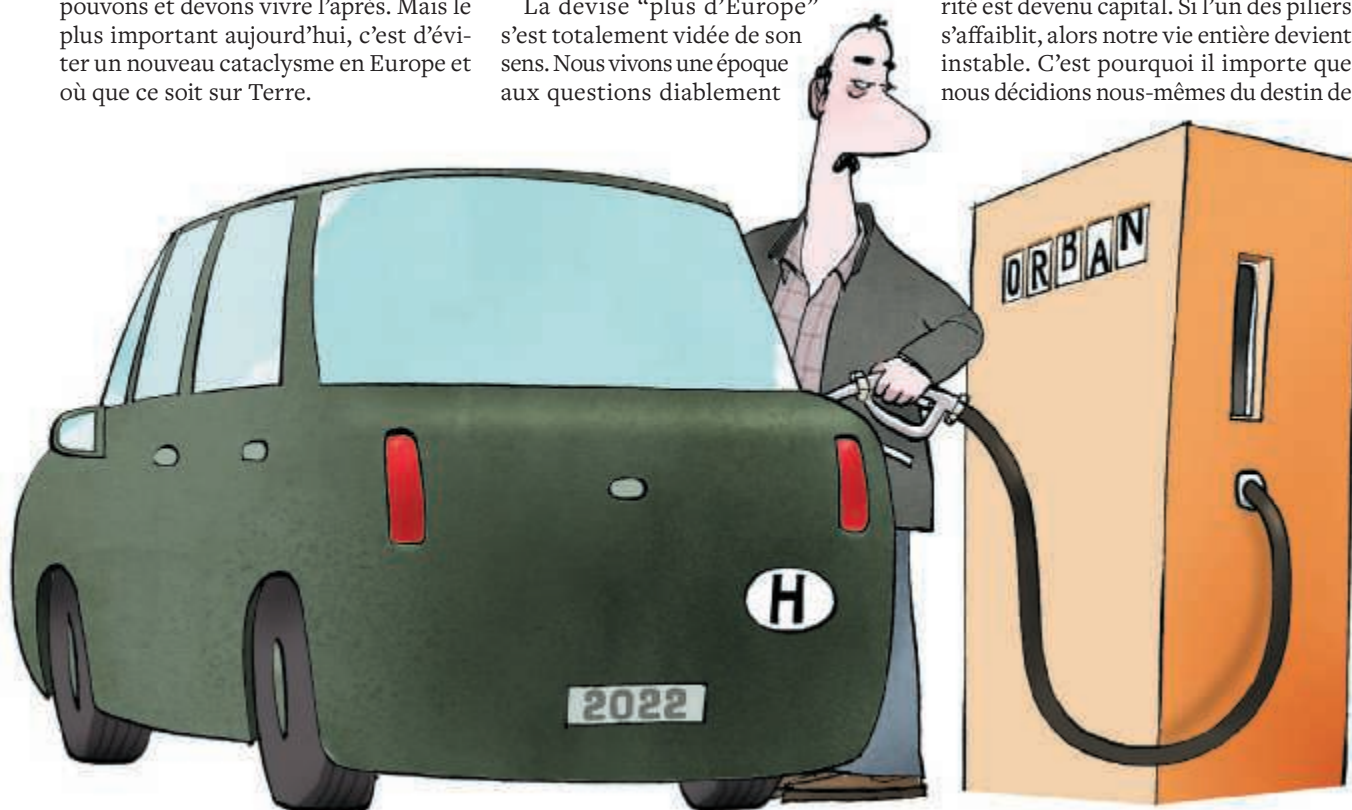
ORBÁN UTILISE LA PAIX POUR GAGNER

Viktor Orbán prône l'apaisement en Ukraine pour remporter la bataille des urnes : c'est ce que suggère la couverture de l'hebdomadaire libéral **HVG** paru le 24 mars. Transporté par une colombe de la paix, le Premier ministre sortant, briguant un quatrième mandat consécutif, s'accroche aux pattes de l'oiseau qui l'amène vers la date du 3 avril, jour de l'élection hongroise.

Le magazine rebaptise de manière ironique Orbán "Propagandhi", référence au Mahatma non violent qui libéra l'Inde de la tutelle britannique, en 1947. Après douze ans de "rhétorique martiale" contre ses ennemis, fait observer **HVG**, Orbán "souffle des colombes de la paix", assène un opposant du sud de la Hongrie dans un reportage. "Dès l'annonce de l'offensive russe en Ukraine, les partis ont trouvé à une vitesse record les nouveaux slogans de la campagne : Ouest ou Est ? Guerre ou paix ?

En revanche, presque pas un mot sur les stratégies pour endiguer l'explosion des prix et régler une situation devenue dramatique", tacle l'auteur de l'article.

HVG éreinte la "propagande mensongère" d'Orbán, déclarant que l'opposition veut envoyer des soldats hongrois en Ukraine et plaidant la neutralité afin de préserver sa proximité avec Moscou. "Tandis que la partie la plus sensée de l'Europe se mobilise pour freiner l'agresseur, le dirigeant magyar préfère foncer rencontrer le gouvernement serbe pro-Poutine plutôt que prendre un train vers Kiev et imaginer un plan avec ses amis polonais afin de stopper le massacre", tonne le journal dans son éditorial.



← Dessin de Niels Bo Bojesen paru dans **Jyllands-Posten**, Danemark.

notre famille proche et de notre nation tout entière. Si quelqu'un d'autre arbitre notre sort à notre place, alors nous ne serons peut-être plus qu'une statistique, une simple série de nombres en bas de page.

Nous connaissons tous le conte des *Trois Petits Cochons*. Les maisons de paille et de bois ne les protègent pas du loup. Seule celle solide en béton construite par le troisième petit cochon préserve ses frères fainéants et idiots du danger. Ces dernières années, nous avons bâti un édifice solide désormais mis à l'épreuve. Dans cette maison, il fait chaud, nous avons de quoi manger et la bâtisse résiste aux tempêtes. De plus, nous pouvons offrir un abri à ceux qui frappent à notre porte. Les réfugiés arrivant par centaines de milliers trouvent la sécurité et la paix chez nous. Nous pouvons être fiers de notre maison commune et de notre pays. Jusqu'ici, nous nous bercions de l'illusion que la science, la technique et les politiciens peuvent tout régler à notre place. Que nenni ! Qu'importe que le cauchemar d'une pandémie, d'une guerre ou d'une crise énergétique nous menace. Nous devons réfléchir de façon responsable et prévoir. Nous n'avons pas le droit de mettre en péril ce que nous avons construit ensemble. Ces prochaines années, nous devons continuer à bâtir et à nous renforcer pour que nos vies et notre avenir commun résistent encore mieux aux tempêtes. Ne prenons pas de risques, car nous vivons des temps difficiles. Pour le reste, nous verrons lorsque le contexte redeviendra plus pacifique.

—**József Horváth**
Publié le 18 mars

OUI

Un changement de régime est possible

—**Azonnali Budapest**

Les sondages ne sont guère rassurants pour ceux qui croient à la victoire de l'opposition le 3 avril. La coalition anti-Orbán devançait en septembre la Fidesz pour la dernière fois. En novembre, les deux listes émergeaient quasiment au même pourcentage. Le système électoral, taillé sur mesure pour avantager la Fidesz, contraignait l'opposition à l'emporter d'au moins 3 ou 4 points, voire plutôt 5, si elle veut obtenir une majorité parlementaire.

Alors, les électeurs d'opposition ont-ils encore intérêt d'espérer un changement le 3 avril ? Je dis oui. En mars 2018, toutes les études d'opinion montraient que le pays s'avancait vers une nouvelle victoire de la Fidesz avec une majorité des deux tiers. Aujourd'hui, malgré toutes les difficultés, les débats, les problèmes et le régime de plus en plus autoritaire, l'opposition s'est créée les conditions d'un changement de gouvernement : légitimation démocratique par le biais d'une primaire, plateforme politique commune, campagne unitaire et mobilisation des observateurs électoraux. Il y a quatre ans, rien de tout cela n'avait été atteint. En 2018, il était

impossible d'espérer quoi que ce soit. Cette fois, il serait injustifié de penser qu'une nouvelle victoire d'Orbán semble inévitable. L'opposition ne fait pas seulement campagne pour un changement de gouvernement, elle lutte aussi contre un régime autoritaire dans un système dont tous les éléments ont été construits afin d'empêcher la chute d'Orbán et de son parti. Dans une véritable démocratie, le parti au pouvoir aurait bien des soucis. Sous la direction d'Orbán, tous les indicateurs économiques, sociaux et sanitaires importants stagnent, déclinent ou s'améliorent beaucoup plus lentement qu'ils ne le devraient. Ainsi, le pays reste en retrait non seulement par rapport à l'ouest de l'UE, mais aussi par rapport à ses voisins d'Europe centrale et orientale. La Hongrie est l'un des trois États membres les plus pauvres des Vingt-Sept.

Malgré ses décisions aux conséquences graves, ses volte-face et les choix erronés qui les suivent, beaucoup voient dans le Premier ministre un talent politique divin.



CONTROVERSE

Pourtant, Orbán n'évite pas les gouttes parce qu'il sait maîtriser l'instant. Non, il peut se le permettre parce qu'il a méthodiquement liquidé l'opinion démocratique hongroise. Des médias libres existent encore, mais le système médiatique magyar n'est plus libre depuis longtemps. Le gouvernement ne négocie avec personne depuis douze ans. L'exécutif a mis au pas les forums sociétaux où il devrait au minimum dialoguer avec les concernés. Le Parlement est une coquille vide. Dans les circonscriptions modestes de province, on ne peut plus parler d'élection libre ou intégrée.

Plusieurs études ont montré que l'une des principales missions du programme *közmunka* ("emplois publics") consiste à contraindre nos compatriotes asservis des petites communes de voter Fidesz. De manière encore plus mesquine, l'exécutif utilise éhontément les fichiers de l'administration fiscale et le système national d'inscription au vaccin anti-Covid pour mener campagne, avec l'aval de la Cour constitutionnelle.

Dans ce régime de plus en plus ouvertement dictatorial, il est bien sûr possible et nécessaire de critiquer la campagne de l'opposition. Mais nous ne pouvons pas faire comme si cette campagne représentait une véritable compétition démocratique et honnête. Orbán, pendant ce temps-là, agit comme si l'élection n'était qu'un simple rituel de confirmation. Pour sécuriser sa victoire, il s'est livré à une distribution d'avantages sans précédent.

Les déductions fiscales, le rétablissement du treizième mois de retraite, l'exonération d'impôts pour les moins de 25 ans et les remboursements d'impôts pour les familles avec enfants ont porté leurs fruits et contribué à stabiliser son avance sondagière. Ces mesures ne servent rien d'autre que la réélection d'Orbán. Une telle débauche serait inimaginable dans un pays un tant soit peu démocratique. Mais, en dépit de toutes les structures oppressantes, de toutes les fraudes électorales systémiques plus ou moins ouvertes et de toutes les distributions quasi infinies de cadeaux, l'opposition arrive avec de vraies chances de victoire aux élections du 3 avril. Un scénario inédit en douze ans.

—**Rafael Labanilo**
Publié le 21 mars

Favori à sa propre réélection

●●● Viktor Orbán remplira-t-il jusqu'en 2026 ? Ou le conservateur indépendant Péter Márki-Zay détrônera-t-il le leader au pouvoir depuis douze ans ? Hormis le duel entre le Fidesz d'Orbán et la coalition Unis pour la Hongrie de Márki-Zay, le parti d'extrême droite Notre patrie, le mouvement Solution du businessman György Gattyán, les antivax du Parti de la vie normale et la formation satirique Parti du chien à deux queues tenteront de conquérir des sièges parlementaires. La guerre en Ukraine est venue bousculer le sprint final de la campagne. Viktor Orbán refuse que la Hongrie s'implique dans le conflit, se présentant en défenseur de la "paix" et de la "sécurité" de son pays. Péter Márki-Zay dénonce la proximité de son adversaire avec Poutine.

"Si Orbán célébrait une nouvelle victoire électorale, cela en dirait long sur l'état de notre démocratie. La Hongrie sert les intérêts russes en guise d'attachement européen", dénonce le magazine critique **Magyar Hang**. Un référendum aux accents anti-LGBT sur la "protection de l'enfance" accompagnera le scrutin. Selon l'institut Nézőpont, proche du Fidesz, Orbán semble bien parti, avec 49 % des intentions de vote contre 41 % pour Márki-Zay. "Nous avons renforcé notre identité nationale, transformé la société et modernisé le pays. Une renaissance conservatrice peut débiter en Europe et à travers le monde si l'exécutif poursuit son travail", clame le journal progouvernemental **Magyar Hírlap**. Verdict le 3 avril.

THE GLOBAL AMERICAN UNIVERSITY
SCHILLER
INTERNATIONAL

**A GLOBAL EDUCATION
BASED ON
LEARN-BY-LIVING**

**Boost the skills you need to
become a smart
global professional.**

schiller.edu



afrique

Géopolitique. Moscou tisse sa toile

La Russie a gagné en influence et en présence sur le sol africain. Ressources stratégiques, contournement des sanctions occidentales, désencerclement économique et politique : le continent lui offre un nouvel espace de déploiement.



—The Economist (extraits)
Londres

En 2019, Vladimir Poutine a accueilli 43 dirigeants africains pour le premier sommet Russie-Afrique – soit plus que les réunions similaires organisées par Londres ou Paris. À Sotchi, le président russe s'est employé à fustiger les pays occidentaux, qui dictent "leurs conditions politiques ou autres" aux pays africains – une référence à certaines exigences dans le domaine des droits humains. "Nous avons beaucoup à offrir à nos amis africains", a lancé le maître du Kremlin.

Ce sommet a mis en évidence la stratégie de plus en plus frontale pratiquée par la Russie en Afrique. Après l'annexion de la Crimée, en 2014, qui lui a valu des sanctions internationales, la Russie a multiplié les efforts pour

vendre ses armes, extraire des ressources minières et soutenir des régimes vacillants. À présent que le pays est visé par des sanctions bien plus sévères, Moscou pourrait être tenté de redoubler ses activités sur le continent.

Le vote du 2 mars à l'Assemblée générale des Nations unies, condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, laisse supposer que bon nombre de pays africains misent sur la prudence. Sur les 54 pays africains, 28 ont soutenu la motion, 17 se sont abstenus et huit n'ont pas participé au vote. Seule l'Érythrée, véritable État prison, a rejoint le camp de la Russie, avec la Biélorussie, la Corée du Nord et la Syrie.

Le vote aux Nations unies reflète les liens historiques entre la Russie et les partis au pouvoir, notamment dans le sud de l'Afrique. Une bonne partie des élites de cette région

a fait ses études en Union soviétique ; certains en ont conservé de bons souvenirs. Les partis indépendantistes qui gouvernent toujours en Angola, au Mozambique (dont le drapeau national est orné d'une kalachnikov), en Namibie, en Afrique du Sud et au Zimbabwe considéraient l'Union soviétique comme un allié dans leur lutte contre le pouvoir occidental – pouvoir auquel la Russie devrait, à leurs yeux, succéder. Tous se sont abstenus pour le vote. Pourtant, l'Ukraine faisait elle aussi partie de l'Union soviétique.

Murithi Mutiga, de l'International Crisis Group, un think tank basé à Bruxelles, constate que "la façon dont se sont comportés les États-Unis pendant leur période de pouvoir unipolaire" a suscité beaucoup d'"amertume".

L'intervention de l'Otan en Libye en 2011, au mépris de l'Union

africaine, a également courroucé certains dirigeants, comme Yoweri Museveni en Ouganda. Le chaos que cette intervention a déclenché a débordé sur le Sahel et fâché de nombreux gouvernements de cette région.

Les relations des pays africains avec la Russie sont essentiellement construites autour des intérêts locaux, et non sur l'histoire ou l'idéologie. C'est particulièrement vrai pour les pays qui font appel aux mercenaires du groupe Wagner, soutenu par Evgueni Prigojine, un proche de Poutine.

Près de 2 000 paramilitaires de Wagner seraient présents en République centrafricaine. Ils protègent le président, Faustin-Archange Touadéra, des rebelles – probablement en échange d'or et de diamants. Touadéra dépend trop de ces mercenaires pour changer de position.

La junte au pouvoir au Mali depuis le coup d'État de l'an dernier s'appuie également sur les forces de Wagner. On y dénombrerait près de 800 mercenaires, a déclaré Emmanuel Macron, qui a ordonné le retrait des forces françaises en partie à cause de ces nouveaux arrivés russes.

Avec la guerre en Ukraine, les Européens devraient moins prêter attention au Sahel, laissant "la porte à peu près ouverte" aux mercenaires de Wagner, estime Paul Stronski, du think tank Carnegie Endowment for International Peace. Selon lui, les luttes d'influence au Sahel s'inscriront pour la Russie dans le cadre plus large de sa rivalité avec les puissances occidentales.

Association commerciale. La Guinée est un autre pays africain particulièrement dépendant de la Russie. Elle compte déjà parmi les "victimes collatérales" de la guerre, déplore Amadou Bah, de l'ONG Action Mines Guinée. La société Rusal, géant russe de la production d'aluminium qui possède trois mines en Guinée, a cessé les activités de sa raffinerie en Ukraine, où est traitée la bauxite extraite en Guinée. Le gouvernement a récemment suspendu le consul honoraire d'Ukraine, sans doute pour faire plaisir à Vladimir Poutine.

Le 24 février, alors que les chars russes entraient en Ukraine, Mohamed Hamdan Dogolo, puissant général soudanais connu sous

le nom de Hemedti, était en compagnie de représentants officiels russes. Cela fait longtemps que la Russie souhaite avoir une présence militaire à Port-Soudan, sur la mer Rouge, d'où elle achèterait de l'or de contrebande. La hausse du prix du pain pourrait raviver les flammes de la contestation populaire contre le régime soudanais soutenu par Moscou. La Russie tente d'étendre son influence à travers des régimes fragiles. Elle est le premier exportateur d'armes en Afrique. Ses échanges commerciaux avec le continent ont augmenté depuis 2014, même

Les intérêts locaux sont au cœur de cette relation avec Moscou, et non l'histoire ou l'idéologie.

s'ils ne représentent toujours que 2 % de la balance commerciale de l'Afrique avec le reste du monde. Des entreprises liées au Kremlin ont formé une association commerciale centrée sur l'Afrique. Une filiale de la VEB (une banque aujourd'hui visée par des sanctions internationales) est actionnaire de la banque de développement Afreximbank.

Pour la plupart des pays d'Afrique, la Russie n'est qu'un acteur parmi d'autres. L'Angola vend son pétrole à la Chine, bénéficie d'un programme du Fonds monétaire international (FMI) et extrait des diamants avec le groupe russe Alrosa.

L'Éthiopie, qui n'a pas participé au vote aux Nations unies, se trouve dans une position similaire. La Russie est son principal fournisseur d'armes. À l'ONU, Moscou a bloqué l'initiative visant à limiter l'action du gouvernement dans sa guerre civile contre les rebelles du Tigré, dans le Nord. Gazprom s'intéresse à un projet dans l'est du pays, vers la frontière somalienne. L'Éthiopie n'est "pas convaincue d'avoir davantage besoin [de la Russie] que de l'Occident".

Les intérêts locaux et la prudence prévalent également au Moyen-Orient. Les Émirats arabes unis (EAU) ont surpris les États-Unis en s'abstenant au Conseil de sécurité du 25 février. Même si leurs gouvernements ont voté en faveur de la motion à l'Assemblée générale des Nations unies, les représentants égyptiens et

↳ L'Afrique. Dessin
d'Arend Van Dam,
Pays-Bas.

Toujours plus d'armes russes

●●● Selon le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), la Russie a été le principal fournisseur d'armes des pays africains sur la période 2017-2021. Ces ventes d'armes ont représenté 44 % des importations d'armes sur le continent. Loin devant celles des États-Unis (17 %), de la Chine (10 %) et de la France (6,1 %). Le volume des ventes militaires russes sur le continent pourrait expliquer l'abstention des 17 pays africains à l'Assemblée générale des Nations unies, lors du vote, le 2 mars, de la résolution condamnant l'invasion russe de l'Ukraine. Au cours de la même période, l'Algérie a représenté 44 % du total des importations d'armes africaines et 2,6 % du total mondial. Autres acheteurs africains de premier plan : l'Angola, le Nigeria, l'Éthiopie, le Mali et le Botswana. *“Ces armes récemment importées ont joué un rôle dans les conflits armés actuels de trois de ces États : le Nigeria, l'Éthiopie et le Mali”*, juge le média ougandais **The Independent**. Seule lueur d'espoir dans ce rapport du Sipri, une baisse générale des dépenses militaires des États africains.

d'autres pays du Golfe font valoir qu'ils n'ont d'alliance officielle avec aucun belligérant.

Le pétrole est également un argument. L'Arabie Saoudite tient à préserver l'Opep+, l'alliance des pays producteurs de pétrole dont elle est, avec la Russie, l'un des principaux membres. Les armes entrent aussi dans l'équation. L'Égypte est le deuxième plus grand bénéficiaire de l'aide militaire américaine dans la région. Le président Sissi s'efforce toutefois de diversifier ses sources, notamment en achetant des chasseurs à la Russie.

Les pays du Golfe se sont longtemps tournés vers les États-Unis pour assurer leur protection. Aujourd'hui, certains estiment que ce parapluie protecteur montre des signes de faiblesse. Les diplomates espèrent que leur neutralité sur le sujet de l'Ukraine permettra d'envoyer un message à Washington. *“Si nous ne pouvons pas compter sur vous, vous ne pouvez pas compter sur nous”*, résume un diplomate.

Les pays africains qui se sont abstenus risquent moins de se faire sermonner par les

pays occidentaux qui savent que chaque pays a ses intérêts à défendre. *“Il est peu probable que l'on oblige des pays africains à choisir un camp”*, explique Folashadé Soulé, chercheur à l'université d'Oxford.

Si les entreprises russes sont à court de dollars, elles seront toutefois moins intéressantes pour les pays d'Afrique. *“Je ne pense pas que notre gouvernement veuille recevoir des roubles”*, reconnaît un avocat spécialisé dans les sanctions. Les grandes sociétés minières font souvent appel à des entreprises occidentales, qui pourraient s'opposer à toute activité avec des Russes, ne serait-ce que pour protéger leur réputation. Si les pays occidentaux arrêtent d'acheter le gaz et le pétrole de Russie, cela pourrait également avoir un effet chez les acheteurs africains.

Le prochain sommet Russie-Afrique est prévu dans le courant de l'année en Éthiopie. La liste de ses invités montrera combien d'*“amis africains”* Poutine compte encore. Ils ne seront peut-être plus 43.—

Publié le 12 mars

SAHARA OCCIDENTAL

Le vertigineux virage de l'Espagne

Madrid l'a annoncé : il soutient la position de Rabat concernant l'autonomie du Sahara occidental. Un coup de tonnerre et une manœuvre qui risquent de fortement contrarier Alger.

—Middle East Eye (extraits) Londres

Dans cette affaire de revirement de la position historique espagnole sur le Sahara occidental, il y a les faits. Et il y a les interprétations.

Les faits sont les suivants. Dans ce sempiternel conflit, le gouvernement espagnol veut d'abandonner sa traditionnelle neutralité active, vieille de plusieurs décennies, pour épouser la position marocaine.

La proposition de Rabat pour régler définitivement cette question est l'octroi d'une autonomie, non pas une généreuse autonomie à l'espagnole avec ses larges prérogatives. Le régime alaouite [la dynastie marocaine régnante] continuerait à contrôler étroitement l'ancienne colonie.

Ce revirement espagnol risque de provoquer un effet d'entraînement des autres États de l'Union européenne, et aussi des Nations unies, car l'Espagne reste la puissance administrative du territoire – le Maroc étant un administrateur de fait – tant qu'un référendum d'autodétermination n'a pas eu lieu.

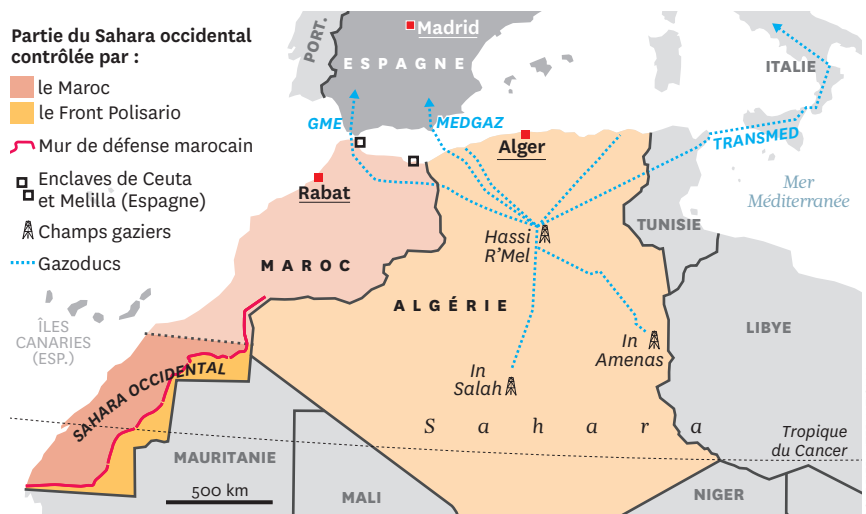
Cette initiative espagnole (une lettre envoyée par Pedro Sánchez, le Premier ministre, au roi du Maroc) a pris tout le monde de court.

À commencer par les Nations unies, dont le porte-parole, Stéphane Dujarric, vient de rappeler timidement que le conflit doit être résolu dans le cadre d'un processus politique sous les directives de l'ONU.

Et surtout, la classe politique ibérique, de gauche comme de droite, qui a condamné, pour une fois à l'unisson, la décision de Sánchez d'abandonner une “deuxième fois” aux Marocains cette ancienne province espagnole (la première fois, c'était en 1975, lors de l'accord de partition du Sahara occidental entre le Maroc et la Mauritanie).

Les alliés gouvernementaux de M. Sánchez et ses soutiens parlementaires l'ont fait savoir en accusant l'exécutif d'avoir cédé au “chantage” du Maroc. Maintenant, viennent les interprétations.

Que s'est-il passé pour que Sánchez, ex-défenseur des indépendantistes sahraouis, éveille une position consensuelle → 30



LES MOTS DES AUTRES

l'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

FALCO/CUBA

Courrier international

29 ← vieille de quarante-six ans et torde le cou au programme de son propre parti au risque de se mettre à dos ses partenaires politiques et l'Algérie, un "allié stratégique", dit-on au ministère espagnol des Affaires étrangères ?

Premièrement, il y avait la nécessité, assure-t-on à Madrid, avec la guerre qui fait rage en Ukraine, de ne pas avoir deux fronts ouverts à la fois, le russe et le marocain.

Comme si l'Espagne avait une position majeure à l'Otan. Comme si les sautilleries diplomatiques marocains pouvaient être perçus comme constitutifs d'un front.

Deuxièmement, pour Madrid, la coopération avec le Maroc en matière de lutte contre l'immigration illégale est capitale.

Troisièmement, on évoque une légère pression américaine sur Pedro Sánchez pour qu'il se montre conciliant envers les revendications marocaines.

C'est probable, car les Américains se sont impliqués pour convaincre l'Algérie de rouvrir le gazoduc Maghreb Europe (GME) reliant l'Algérie à l'Espagne à travers le Maroc. La vice-secrétaire d'État américaine, Wendy Sherman, s'est déplacée à Alger dans le cadre d'une tournée qui l'a emmenée à Rabat et à Madrid. Sans succès.

Quelques heures avant que le Maroc n'annonce la décision espagnole de reconnaître le plan d'autonomie marocain, Alger répondait par une fin de non-recevoir à la demande américaine.

Toutes ces interprétations ne peuvent pas expliquer la démesure, selon les analystes espagnols, du revirement espagnol, d'autant plus qu'en Espagne, l'électeur socialiste, celui de Sánchez, est celui, avec les autres sympathisants de gauche, qui communique le plus avec les indépendantistes sahraouis.

Il y a quelque chose de mystérieux dans ce revirement. Car fâcher l'Algérie, premier fournisseur de gaz de l'Espagne, a quelque chose de "descabellado" ("fou"), s'inquiètent certains commentateurs, qui mettent en avant la vulnérabilité énergétique de leur pays. Le rappel de l'ambassadeur algérien à Madrid en a rajouté une couche.

Il y a peut-être du vrai, et aussi beaucoup de faux, dans ces commentaires. Mais l'important réside dans l'incapacité du gouvernement espagnol à comprendre l'idiosyncrasie – un mot qu'affectionnent les Espagnols – du makhzen [le pouvoir marocain], et celle des dirigeants algériens.

Le Palais royal marocain ne va renoncer à rien et ne cédera rien à l'Espagne. Après le

Sahara, viendra le tour de Ceuta et Melilla [enclaves espagnoles en territoire marocain], aujourd'hui asphyxiées économiquement. Melilla a été privée en 2018 de sa douane, vieille de plusieurs décennies, sans que le gouvernement Sánchez ne proteste.

Le régime de Mohammed VI, comme celui de Hassan II, ne comprend que les rapports de force. La "Marche verte" de 1975 [grande marche partie du Maroc vers le

Le Maroc ne va renoncer à rien. Viendra le tour des enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla.

Sahara espagnol, lancée par le roi marocain Hassan II dans le but de le récupérer] et l'assaut [migratoire] organisé contre Ceuta en mai 2021 sont l'expression de cette politique musclée.

Pour montrer qui est le maître du timing, le Palais royal marocain – et non la Moncloa [le palais de la Moncloa constitue la résidence officielle du chef de gouvernement] – a annoncé en premier le revirement espagnol.

Apparemment, ni Pedro Sánchez ni le petit groupe qui gravite autour de président du gouvernement n'étaient au courant que la lettre envoyée au roi Mohammed VI il y a quelque temps – et non pas le jour même, comme on semble le croire en Espagne – allait être rendue publique par les Marocains, sans en aviser les Espagnols.

La vice-présidente du gouvernement espagnol, Yolanda Díaz, s'est déclarée surprise et frustrée par l'annonce, dont elle répète n'avoir pas eu connaissance avant que les Marocains n'en fassent écho dans la presse.

Le ministre espagnol des Relations extérieures, qui était en visite à Barcelone, a dû organiser dans l'urgence une conférence de

presse pour confirmer l'annonce de Rabat. Selon des témoins, José Manuel Albares semblait pris au dépourvu. Il s'attendait sûrement à ce que l'annonce se fasse en concertation avec les Marocains.

L'autre idiosyncrasie que ne comprennent pas les hôtes de la Moncloa est algérienne. Quand on lui a posé la question sur de probables repréailles des Algériens après l'acceptation du plan d'autonomie, le ministre Albares a fait semblant de croire que la manne financière qu'Alger allait accumuler en augmentant les livraisons de gaz à l'Europe devrait l'empêcher de commettre l'irréparable : priver Madrid de son approvisionnement en gaz.

Or si les Algériens, qui ont coutume de prendre leur temps avant de prendre des décisions de portée majeure, ne vont pas fermer le robinet de Medgaz, le gazoduc qui relie l'Algérie à l'Espagne, ils vont à coup sûr privilégier, dans un avenir proche, le Transmed, le gazoduc qui relie leur pays à l'Italie.

Quant aux futurs investissements conjoints hispano-algériens, ils risquent de pâtir de cette colère algérienne qui monte chaque jour, si on regarde de près les interpellations et les annonces du côté d'Alger.

L'ancien ambassadeur d'Espagne à Rabat, Jorge Dezcallar, qui fut aussi l'ancien patron des services secrets espagnols (CNI), vient d'écrire un article d'opinion dans le quotidien *El País*.

Ce connaisseur du Maroc et du makhzen, concepteur du fameux "matelas d'intérêts" (tant qu'il existe de gros investissements espagnols au Maroc, le pays ne se lancera pas dans des hostilités envers Madrid), se pose la question de savoir si la décision de Pedro Sánchez est un acte réfléchi ou une bêtise. Et il semble plutôt pencher pour la seconde option.

—Ali Lmrabet
Publié le 22 mars

Courrier international
CONTENU PARTENAIRE

ESCAPE TO BERN

Envie de partir en vacances en Suisse ?

Participez à notre escape game en ligne et tentez de remporter deux voyages pour deux personnes dans la Région de Berne.

RELEVEZ LE DÉFI À PARTIR DU 7 AVRIL

© BLS SCHIFFFAHRT

Informations, indices et inscription dès maintenant sur evenements.courrierinternational.com/escapetobern

#ESCAPETOBERN



L'auteur



Ali Lmrabet est un journaliste marocain, ancien grand reporter du quotidien espagnol *El Mundo*, pour lequel il travaille toujours comme correspondant au Maghreb. Comme le pouvoir marocain lui interdit d'exercer sa profession, il collabore actuellement avec des médias espagnols.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Fournir l'Europe en gaz sans fâcher l'allié russe, le casse-tête algérien
En raison de ses liens avec la Russie, Alger rechigne à fournir l'Europe en gaz naturel. Cette navigation à vue pourrait peser sur sa position dans le concert international, analyse **Maroc Hebdo**.



Chine. L'art de ménager l'Occident et la Russie

La guerre en Ukraine s'intensifie, mais Pékin refuse de prendre parti : une fragmentation politique du monde nuirait aux intérêts du pays, explique un expert chinois dans ce quotidien officiel.



—Huanqiu Shibao (Global Times)
(extraits) Pékin

La crise en Ukraine est entrée dans sa quatrième semaine, et, malgré quatre séances de pourparlers entre la Russie et l'Ukraine, l'heure n'est pas à l'optimisme concernant un cessez-le-feu et une solution diplomatique. Cette crise en Ukraine ne se résume pas au conflit russo-ukrainien, c'est aussi l'effondrement historique de l'agencement de la sécurité en Europe qui prévalait depuis la fin de la guerre froide, il y a trente ans.

La "nazification" de certaines parties de l'Ukraine, un extrémisme antirusse et un empressement à "s'occidentaliser" menaçaient objectivement la Russie. Mais, comme l'a souligné le président Xi Jinping lors d'un entretien en visioconférence avec le président américain, Joe Biden, le 18 mars, "les relations entre États ne peuvent aller jusqu'à la confrontation armée, il n'est dans l'intérêt de personne d'en arriver à une situation de conflit. La paix et la sécurité sont des trésors que la communauté internationale doit chérir par-dessus tout."

Il est urgent de mettre fin au conflit armé en Ukraine. Selon les chiffres publiés par le Haut-Commissariat des Nations unies

pour les réfugiés au 20 mars, le conflit a déjà provoqué l'exode à l'étranger de 3,2 millions d'Ukrainiens; il pourrait avoir déjà fait plus de 10000 victimes [civiles ou militaires]. Le président Zelensky a redoublé d'efforts en s'adressant au Congrès américain et au Parlement allemand : il s'est évertué dans des discours empreints de tragique à inciter les Occidentaux à établir une "zone d'exclusion aérienne" au-dessus de l'Ukraine (ce qui pourrait conduire à un conflit militaire entre la Russie et les États-Unis), et à demander la poursuite de leur aide militaire.

Guerre d'usure. Mais les spécialistes américains de la stratégie savent que quels que soient les fournitures d'armes et de financement et le soutien apporté par les États-Unis et l'Europe à l'Ukraine dans sa lutte contre la Russie, et alors que l'Otan retient ses troupes, la tactique employée par la Russie est celle d'une guerre d'usure. Même si l'opération militaire russe présente bien des lacunes, l'Ukraine ne fera pas le poids.

La situation provoque une crise humanitaire en Ukraine même, mais aussi en Europe, avec une crise des réfugiés. Il existe également un risque de fuites de combustible dans des centrales nucléaires

ukrainiennes, sans oublier le danger lié à un éventuel échappement de virus des laboratoires américains de recherches biologiques implantés en Ukraine [où une coopération scientifique américano-ukrainienne ancienne est présentée par Moscou comme ayant des fins militaires].

En outre, en ce moment, les États-Unis ont plus de 100000 soldats stationnés en Europe. C'est la plus forte présence de troupes américaines depuis 2014. Même si Washington et l'Otan disent ne pas avoir l'intention d'engager directement de combattants en Ukraine, il existe un risque d'escalade en cas d'affrontements transfrontaliers accidentels ou d'augmentation du nombre de victimes parmi les volontaires européens. La Russie a déjà dit qu'elle pourrait "déclencher une frappe nucléaire si les États-Unis et les pays de l'Otan interviennent". Si la situation en Ukraine devait se prolonger, elle ferait planer sur l'Europe et le monde entier l'ombre d'une guerre synonyme de chaos et d'escalade militaire.

Les vies et les biens du peuple ukrainien doivent être protégés; l'économie et les moyens de subsistance de la Russie, en butte aux sanctions extrêmes imposées par les États-Unis et l'Occident, doivent être stabilisés; les échanges commerciaux et l'ordre de l'Europe et du monde doivent être préservés; il faut juguler les desseins géostratégiques de quelques pays qui misent sur l'impasse dans laquelle se trouvent la Russie et l'Ukraine.

Dans ce contexte, les propos tenus par le président Xi lors de son entretien avec son homologue américain le 18 mars sonnent tout à fait juste : "Il nous incombe non seulement de conduire les relations sino-américaines sur la bonne voie, mais aussi d'assumer nos responsabilités internationales en œuvrant à la paix et à la sécurité dans le monde", a-t-il déclaré. Depuis le début de la crise en Ukraine, la position de la Chine a été constante et cohérente. D'une part, nous avons fermement défendu les objectifs de la Charte des Nations unies en nous opposant clairement à toute confrontation armée comme moyen de résoudre les différends; d'autre part, nous avons insisté sur la nécessité de démêler le vrai du faux dans cette crise ukrainienne de manière rationnelle.

Lors d'une conversation téléphonique avec le président Poutine le 26 février, Xi Jinping a explicitement proposé la création d'un "mécanisme de sécurité européen équilibré, efficace et durable", et a affirmé son souhait de "défendre fermement le système international centré sur les Nations unies et l'ordre fondé sur le droit international". Par ailleurs, la Chine, qui a déjà fourni trois cargaisons d'aide humanitaire à l'Ukraine, affiche sa volonté de venir en aide rapidement au peuple ukrainien déchiré par la guerre.

↳ Xi Jinping. "Ma position? L'Empire du Milieu!" Dessin d'Oliver paru dans Der Standard, Vienne.

Le conflit militaire qu'a fait éclater la crise en Ukraine s'apparente au fond aux guerres de Corée et du Vietnam qui ont eu lieu en Asie de l'Est durant la guerre froide : il s'agit en fait de guerres par procuration entre grandes puissances. En ce XXI^e siècle, la Chine rejette toute nouvelle guerre froide, ainsi que tout clivage géostratégique et économique. Nous devons faire preuve d'une grande vigilance face au risque d'émergence de nouveaux antagonismes et animosités susceptibles d'entraîner un "découplage" général. Il s'agit d'un enjeu stratégique majeur pour la Chine, qui doit maintenir un environnement international propice à son développement pacifique, son intégration dans le monde et une croissance économique durable en Chine.

Bon voisinage. La Chine et les États-Unis vont traverser une phase longue et difficile de rivalité. Éviter le désastre de la rupture des relations sino-américaines implique de rester dans une forme de "lutte sans victoire", où concurrence et coopération vont de pair : un paysage stratégique sans changement. Les deux plus grandes économies du monde, membres permanents du Conseil de sécurité, doivent empêcher la situation en Ukraine de dégénérer et contrôler tout effet de propagation géostratégique.

La Russie étant un partenaire stratégique global de la Chine, nous ne pouvons pas simplement nous en éloigner. Tout en rejetant la guerre et la confrontation comme moyen de résoudre les différends, nous refusons fermement de nous associer aux sanctions contre la Russie. Car les sanctions insensées des États-Unis et de l'Occident contre la Russie ne font qu'exacerber les antagonismes au sein de l'Europe; le désir des États-Unis d'amener la Chine à sanctionner et à réprimer la Russie est incompatible avec les principes fondamentaux de la diplomatie chinoise et va à l'encontre de la politique chinoise, qui s'efforce d'entretenir des relations de bon voisinage avec la Russie. Dans le même temps, la Chine ne saurait aider la Russie à mener une action militaire contre l'Ukraine.

La Chine et les États-Unis peuvent renforcer la coordination entre grandes puissances à propos de l'Ukraine en appuyant les pourparlers de paix et en encourageant l'instauration d'un cessez-le-feu, afin d'éviter toute fragmentation politique mondiale. Le gouvernement de Joe Biden doit prendre en compte les limites posées par la politique chinoise. L'apaisement et la fin de la crise ukrainienne pourraient faciliter la coopération entre les États-Unis et la Chine et la gestion des différends entre les deux pays.

—Zhu Feng
Publié le 21 mars

Zhu Feng est directeur exécutif de l'institut de relations internationales de l'université de Nankin



—The Third Pole New Delhi

Les bergers nomades de l'Himalaya central sont aujourd'hui confrontés à une double menace. Les pâturages sont de plus en plus souvent clôturés pour accueillir des plantations, et il leur est devenu extrêmement difficile de vendre leurs articles en laine à des prix décentes. Les bergers de l'ethnie locale des Bhotias [proche culturellement du Tibet, avec lequel elle a commercé jusqu'à la fermeture de la frontière, en 1950] doivent par ailleurs s'acquitter de droits de pâturage de plus en plus élevés auprès de l'Office régional des forêts, alors que les zones de pâture traditionnelles se rétrécissent progressivement.

Le village bhotia de Bagori, dans l'Uttarakhand (État du nord-est de l'Inde, limitrophe du Népal), se trouve à 25 kilomètres à peine de la source du Gange, le fleuve le plus long et le plus sacré du pays. À l'automne, les bergers quittent les pâturages situés tout en haut, au niveau de la frontière avec le Tibet, pour rejoindre ce hameau, à près de 2700 mètres d'altitude. Ils descendent ensuite passer l'hiver au pied des montagnes, pour trouver du fourrage pour leurs bêtes et vendre les manteaux, pulls, châles, bonnets et couvertures qu'ils ont confectionnés au village. Puis, quand arrive le printemps, ils reprennent le chemin des hauteurs.

Pastoralisme bienfaiteur. Mais ce mode de vie nomade ancestral est aujourd'hui menacé, car les Bhotias sont confrontés à une réduction drastique de leur espace, que ce soit en amont ou en aval de Bagori. Cela fait des années que les Bhotias emmènent leurs troupeaux paître dans les prairies de Chorpani, un village situé un peu plus bas en direction

Inde. Le blues des bergers de l'Himalaya

Rétrécissement des surfaces disponibles, hausse du prix des droits de pâturage... Sous l'effet des politiques de reboisement, les bergers de l'ethnie des Bhotias, dans le nord de l'Inde, sont poussés à délaisser leur activité.

de la vallée, raconte Rajendra Singh Negi, un berger de 60 ans resté au village pour l'hiver. Ils disposent d'ailleurs de "reçus" pour en témoigner, dont les premiers remontent à 1964.

"Lorsque nous sommes arrivés à Chorpani, en novembre dernier, nous avons découvert que l'Office des forêts y avait planté des arbres. Impossible de paître", déplore-t-il. "Il fut un temps où plus de 50 familles laissaient leurs bêtes paître sur cette zone. Cette année, nous n'étions que sept, et aucune n'a pu installer ses troupeaux."

Les reçus dont parle Rajendra concernent d'anciens droits payés pour l'usage de terrains appartenant à l'Office des forêts. De nouveaux permis sont délivrés aux bergers chaque année, sous réserve qu'ils disposent d'un reçu de l'année précédente. Le montant est fixé selon la taille du troupeau.

Jaimohan Singh Rana est berger à Fitari, un village situé à l'ouest de Bagori, et a lui aussi connu des déboires similaires avec l'administration, à Mussoorie. "L'Office des forêts nous attribuait autrefois près de 8000 hectares en hiver, mais, en 2011-2012, les autorités de l'État ont réduit cette zone à 4 hectares, car ils voulaient planter des arbres sur les pâtures. Nos troupeaux se sont donc retrouvés bannis de cette zone", raconte-t-il en montrant une lettre qu'il avait envoyée à l'époque au ministre en chef de l'Uttarakhand pour contester cette décision.

Narayan Singh Negi regrette lui aussi la marginalisation croissante de son activité, malgré les bienfaits que présente le pastoralisme ancestral pour l'environnement. "L'Office des forêts nous tient à l'écart, soupire ce berger de 73 ans. Les forêts verdissent après la mousson (qui dure

de juin à septembre), puis l'herbe sèche vers novembre ou décembre. En paissant sur ces pâturages secs, nos troupeaux contribuent à limiter les risques d'incendie. Ils fertilisent également les sols, et leurs sabots font de bons outils de sarclage."

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) partage cette analyse, et a proposé d'instaurer une Année internationale des parcours et des éleveurs pastoraux en 2026. La FAO salue les nombreux services fournis par le pastoralisme : en plus de contribuer à prévenir les feux de forêt en diminuant la quantité de biomasse au ras du sol, les troupeaux peuvent participer à la régénération de l'herbe fraîche, freiner l'érosion, et favoriser la séquestration du carbone et la préservation des plantes médicinales. Le pâturage peut ainsi contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique, ses conséquences et la désertification, favoriser une exploitation durable des écosystèmes terrestres, mais aussi endiguer et contrer la dégradation des sols et la perte de la biodiversité.

Plan sur dix ans. En dépit de tout cela, le montant des droits de pâturage ne cesse d'augmenter, regrette Narayan Singh Negi. Si, en 2011, ils n'excédaient pas 1 roupie [0,01 euro] par mouton et 2 roupies [0,02 euro] par chèvre, l'an dernier, ils avaient atteint respectivement 8 roupies [0,09 euro] et 16 roupies [0,19 euro]. Chaque berger possède plusieurs centaines de têtes, et ces hausses constituent un véritable fardeau pour beaucoup d'entre eux. "L'Office des forêts veut se débarrasser de nous", conclut-il.

"Le nombre de moutons et de chèvres dépasse aujourd'hui les capacités limites de nos forêts, rétorque Sushant Kumar Patnaik, conservateur en chef de la région de Garhwal au sein de l'Office des forêts



de l'Uttarakhand. *Le surpâturage endommage les forêts.* Un "plan de travail" sur dix ans a été établi pour toutes les zones forestières protégées répertoriées en tant que pâturages, selon lequel les permis de pâturage ne sont délivrés que sur des portions de terrain, tout en respectant un système de rotation, détaille Sushant Kumar Patnaik. Il affirme ne pas disposer des données sur le rétrécissement généralisé des zones de pâturage. L'indicateur le plus précis à disposition concerne les ressources en fourrage pour l'Uttarakhand, et date de 2021. D'après un document, le nombre de moutons a augmenté à l'échelle de l'État, passant de 311 000 en 1997 à 361 000 en 2019. Sur la même période, le nombre de chèvres est quant à lui passé de 1,09 million à 1,37 million.

Moins de maille. Mais cette hausse est bien plus faible que celle enregistrée dans les autres États indiens. Le rapport attribue cet écart au manque de fourrage de qualité, car 11 des 13 districts de l'Uttarakhand seraient actuellement en proie à une pénurie de fourrage.



Or qui dit moins de fourrage dit moins de laine. Et comme si cela ne suffisait pas, les Bhotias subissent une baisse de la demande en articles de laine. Après la tonte, ce sont généralement les femmes qui s'occupent de la préparation de la laine, puis de la fabrication et de la vente des vêtements. Mais aujourd'hui, les habits traditionnels qu'elles tricotent et tissent intéressent moins et rapportent peu. Ils ne peuvent pas rivaliser avec les articles produits en masse à la machine.

"Sur les 500 familles et quelques de notre village, seules 50 à 60 vivent toujours de l'activité pastorale. Les femmes aussi abandonnent petit à petit les métiers traditionnels, explique Narmada Rawat, une habitante de Bagori. Le lavage, le cardage, le filage, le tricotage et le tissage demandent trop de travail pour ce qu'ils rapportent."

Assise derrière son métier à tisser sur le pas de sa porte, Leela Devi, une voisine, renchérit : *"Nous achetons de la laine brute pour tisser des châles. L'opération prend environ dix jours, mais vu les prix auxquels nous vendons nos articles, on s'en sortirait mieux comme travailleuse non qualifiée."*

Navin Anand est consultant en développement. En 2020, il a collaboré avec les Bhotias de Bagori dans le cadre du projet Secure Himalaya, dirigé par le Programme des Nations unies pour le développement et financé par le Fonds pour l'environnement mondial. Ce projet contribue notamment à la mise en place de sources de revenus viables au sein des communautés locales. Les tisserands bhotias, explique Anand, ont bien du mal à résister à la concurrence des marchés modernes, car ils sont moins au fait des dernières tendances, tricotent avec de vieilles machines et manquent de débouchés commerciaux. Ils pourraient néanmoins se faciliter la tâche

en utilisant des machines pour laver et carder la laine.

D'autres organisations peuvent également proposer des solutions à la communauté bhotia. Altaf, le directeur régional de la Fédération coopérative pour le développement commercial des minorités tribales (Trifed), appelle les habitants de Bagori à les contacter, lui et son association. *"Dans le cadre de notre Van Dhan Vikas Yojana [Programme de développement des ressources forestières], Trifed peut aider les bergers à vendre leurs produits. Mais avant toute chose, ils devront créer un groupe d'entraide."*

Les jeunes Bhotias risquent toutefois de finir par renoncer au mode de vie nomade de leurs ancêtres – avec la bénédiction réticente de leurs parents. Face aux contraintes de plus en plus fortes, nombre d'entre eux ont dû quitter Bagori pour trouver du travail en ville, comme les deux fils de Narayan Singh Negi. Narmada Rawat ne cache d'ailleurs pas ses ambitions pour sa famille : *"Mes deux enfants font des études. Nous ne voulons pas qu'ils reprennent la suite."*

—Varsha Singh
Publié le 23 mars

SOURCE



THE THIRD POLE

New Delhi, Inde

thethirdpole.net

Lancé en 2007 à l'initiative du site d'information Chinadialogue.net, spécialisé dans l'environnement et le changement climatique, en partenariat avec le réseau Earth Journalism, The Third Pole est une plateforme éditoriale qui traite de la question de l'eau dans l'Himalaya. Elle est alimentée par un réseau de journalistes et d'experts internationaux en poste à New Delhi, Londres, Katmandou, Dacca et Karachi.

↖ Tonte dans le village de Bagori.

↖ ↖ Des chèvres paissent sur un flanc montagneux.

Photos Varsha Singh



dossier

ÉMIRATS ARABES UNIS LES DESSOUS D'UNE SUCCESS-STORY

Petit pays jadis marginal, la riche pétromonarchie est devenue un acteur majeur au Moyen-Orient et non négligeable sur la scène internationale. En cinquante ans, elle a connu une ascension fulgurante, mais entachée de zones d'ombres.

Une jeune nation, des avancées gigantesques”, titrait **Khaleej Times** le 2 décembre, date du cinquantième anniversaire de la fédération des Émirats arabes unis, composée de sept émirats, dont les célèbres Abou Dhabi, capitale politique, et Dubaï, poids lourd économique. “Une ascension qui embrasse le ciel”, s’enflammait également le quotidien émirati **Al-Khaleej**, qui avait à l’occasion remplacé en une l’éditorial du jour par un poème à la gloire des “pères fondateurs” ayant “frayé le chemin de la prospérité et [...] bâti un État” :

“Hissez le drapeau aux endroits les plus hauts pour dire au monde qui nous sommes [...]. Le numéro un, c’est pour nous en tous lieux, en économie, en politique et en art. L’espace, nous le conquérons à bride abattue [...] Cinquante années se sont déroulées dans la prospérité et la sécurité; réjouissez-vous des cinquante à venir, qui vous verront heureux.”

Avant son indépendance vis-à-vis de la puissance coloniale britannique, en 1971, et les chocs pétroliers de 1973 et 1979, ce pays essentiellement désertique d’un peu plus de 80 000 km² était quasiment inconnu du reste du monde. On l’appelait alors la “Côte des Pirates” puis la “Côte de la Trêve”, rappelle le journal libanais **L’Orient-Le Jour**, qui souligne lui aussi cette “fulgurante ascension” amorcée réellement à partir des années 1990 avec la course aux mégaprojets immobiliers touristiques à Dubaï et le développement des capacités portuaires et aéroportuaires.

Les Émirats n’ont eu de cesse d’afficher des ambitions toujours plus hautes. Le pays ne se targue pas seulement d’avoir le plus haut gratte-ciel du monde – la célèbre tour Burj Khalifa (828 mètres, achevée en 2011) –, qui constitue l’un des emblèmes de Dubaï, mais aussi de participer à la conquête de l’espace, après avoir lancé en 2020 une sonde, entrée dans l’orbite de Mars en février 2021.



À l'échelle mondiale, il s'agit du cinquième pays à participer à l'exploration de Mars, avec la participation de l'université du Colorado. Désormais, c'est Vénus qui est dans le collimateur, avec un lancement prévu à l'horizon 2028.

“En l'espace de cinquante ans, les Émirats arabes unis sont passés d'un petit État rentier [sous protectorat] de la Grande-Bretagne à une société moderne à l'économie hautement diversifiée, et à une puissance régionale clé possédant un vaste réseau d'amis et de partenaires dans le monde”, écrit l'universitaire émirati Abdulkhaleq Abdulla dans le magazine **The Cairo Review of Global Affairs**. “Le pays, jadis désuni et marginal, est aujourd'hui reconnu comme une puissance moyenne montante et comme la deuxième économie du monde arabe”, ajoute cet intellectuel, qui joue volontiers le rôle de porte-parole officieux de la diplomatie émiratie.

Loin de cacher sa fierté de l'expression “la Sparte du Moyen-Orient”, utilisée pour qualifier son pays en raison de sa “formidable armée”, Abdulkhaleq Abdulla insiste néanmoins sur le choix stratégique du soft power. Le but : promouvoir “sa vision d'un Moyen-Orient stable et tolérant”.

La stabilité, c'est le leitmotiv de la diplomatie émiratie, pour ne pas dire son obsession. Ainsi, le quotidien dubaïote **Al-Bayan** vante “la vision émiratie fondée sur la consolidation de la stabilité, loin des luttes et des antagonismes, pour se mettre au service des aspirations des peuples” à la prospérité. C'est dans cette optique que le pays a entrepris une ouverture sur l'Iran – poids lourd chiite régional et grand concurrent des pétromonarchies sunnites du Golfe – mais aussi sur la Turquie après des années de relations tumultueuses, et qu'il a normalisé ses liens avec Israël.

Les Émirats s'emploient “activement à mettre la région à l'abri” des soubresauts “en cette période délicate” de la géopolitique mondiale, souligne **Al-Bayan** au lendemain du “sommet tripartite ayant réuni Mohammed ben Zayed Al-Nahyan (MBZ, l'homme fort d'Abou Dhabi), le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi et le Premier ministre israélien Naftali Bennett” le 22 mars à Charm El-Cheikh, en Égypte. Ce sommet constitue surtout “le dernier signe du réalignment rapide des alliances politiques au Moyen-Orient”, qui s'est accéléré avec la normalisation des relations entre Israël et plusieurs pays arabes depuis 2020, ajoute le **New York Times**, et dont les Émirats arabes unis constituent le principal moteur.

Cette recherche du consensus se retrouve également dans la politique intérieure des Émirats, où “toutes les politiques doivent être au service du bonheur et d'un esprit constructif”, indique le journal **Al-Khaleej** de Chardjah en citant plusieurs responsables gouvernementaux. À l'occasion de la “journée mondiale du bonheur” le 20 mars, il soulignait que les Émirats “[poursuivaient] la consolidation de leur statut de patrie du bonheur” et “[fournissaient] tout ce qu'il [fallait] pour le bien-être, la prospérité et la stabilité de ses habitants”.

C'est en effet aux Émirats qu'avait été créé, en 2016, un ministère du Bonheur. En revanche, il n'y existe toujours aucun espace où exprimer un désaccord avec les dirigeants – voire une simple opinion nuancée.

— **Courrier international**

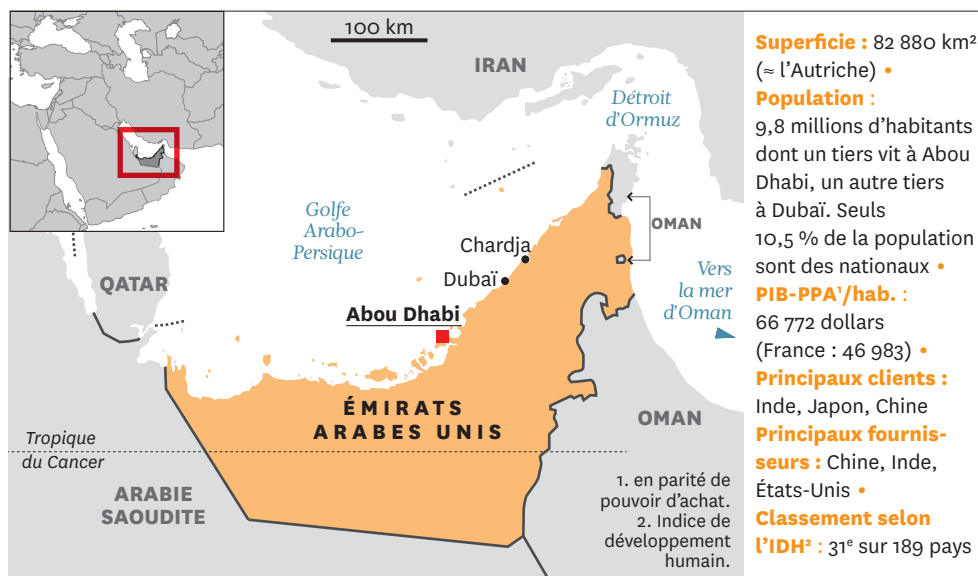
Repères

DE L'ONU À LA PRÉSIDENTIE D'INTERPOL

Signe d'une montée en puissance sur la scène internationale, les Émirats arabes unis siègent, depuis le début de l'année, au Conseil de sécurité des Nations unies comme membre non permanent, statut qu'ils conserveront jusqu'à la fin de 2023. Le pays avait rejoint l'ONU en 1971 et déjà siégé au Conseil de sécurité entre 1986 et 1987, rappelle **Arab News**. En octobre 2021, il avait déjà été élu comme membre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Et, en novembre, c'est la présidence d'Interpol que le pays a décrochée. Elle est depuis assurée par Ahmed Nasser Al-Raisi. La désignation de l'ancien inspecteur général au ministère de l'Intérieur émirati avait suscité une polémique, en raison de soupçons de torture. Il est d'ailleurs visé depuis la semaine dernière par une enquête à Paris pour “torture” et “actes de barbarie”.

← **Dessin de Bromley** paru dans le **Financial Times**, Londres.

→ **Dessin de Hajo** paru dans **As-Safir**, Beyrouth.



L'Expo 2020, incarnation du soft power émirati

Autrefois quasiment inconnu, Dubaï organise un rendez-vous planétaire phare : l'Exposition universelle. Avec pour objectif de rejoindre la cour des grands.

Arab News (extraits) Djeddah

L'Expo 2020, inaugurée à Dubaï le 1^{er} octobre et qui dure jusqu'au 31 mars, n'est pas seulement une ronflante exhibition : c'est une occasion pour les Émirats arabes unis d'illustrer et de consolider leur rayonnement dans le monde. Ces dernières années, le pays a fait prendre à sa politique étrangère un virage stratégique qui a rapidement démontré son efficacité en termes de “soft power”. L'Expo 2020 en est l'exemple le plus édifiant.

L'histoire des relations internationales l'a montré : les États utilisent le soft power pour en rallier d'autres à leurs propres intérêts sans recourir à la force ni à la coercition, mais aussi pour façonner des comportements et des préférences à long terme. Les États-Unis en particulier en ont fait un usage très efficace, et ils déploient cette puissance douce à travers leurs entreprises et leurs universités, Hollywood, leurs produits culturels, leurs valeurs.

Pour les Émirats, qui sont souvent présentés comme une puissance régionale montante, une “petite Sparte”, la

notion de soft power va un cran plus loin. Si, pendant des décennies, la distribution d'aide extérieure a été le principal outil de la puissance douce, cette politique s'est aujourd'hui largement diversifiée. Ainsi les Émirats sont-ils depuis longtemps une plaque tournante du tourisme et du commerce, mais aussi le berceau de marques qui se sont exportées à l'international, comme la compagnie aérienne Emirates ou le groupe [hôtelier] Jumeirah. Et le pays s'impose de plus en plus comme un moteur dans les domaines des technologies, des sciences et des start-up.

C'est ainsi [...] que le jeune État d'à peine 50 ans s'est imposé dans le monde. [Sur le plan régional] les Émirats restent un aimant pour la jeunesse arabe. La 12^e édition du “Arab Youth Survey” vient encore de classer le pays, pour la neuvième année consécutive, numéro un des pays où vivre, devant les États-Unis et le Canada.

Plus largement, la fédération émiratie s'impose de plus en plus comme un modèle pour les expatriés de tous âges et de toutes nationalités, → 36



35 ← qui y viennent pour le travail ou par choix. L'État a procédé à une refonte de ses programmes et lois d'accueil, et même lancé une grande opération internationale pour attirer les talents et les cerveaux étrangers, qu'ils soient médecins, ingénieurs, étudiants, artistes ou scientifiques, avec leurs familles. L'ambition à long terme est de faire des EAU un havre pour y vivre et travailler, prendre sa retraite, et prospérer.

Malgré la pandémie, le pays reste aussi parmi les destinations d'expatriation préférées des plus nantis. Ceux que le World Wealth Report [de Capgemini] appelle les "particuliers fortunés", ou *high net-worth individuals* [qui possèdent au moins un million de dollars d'actifs investissables, hors résidence principale], sont plus de 35 000 à être partis s'installer aux EAU entre 2000 et 2020. Beaucoup sont originaires d'Inde, du Moyen-Orient et d'Afrique.

Et l'Expo 2020 montre bien comment les EAU exercent leur soft power, en mettant en avant des solutions aux problèmes les plus pressants de notre planète – dérèglement climatique, énergie ou développement durable – et en incarnant les valeurs de tolérance et de coexistence.

—Asma I. Abdulmalik
Publié le 30 septembre 2021

Une diplomatie d'équilibriste

●●● Depuis 2011, les Émirats arabes unis "apparaissent comme l'acteur musclé du Moyen-Orient" qui n'hésitait pas à "employer des moyens militaires robustes" pour combattre les suites des "printemps arabes", rappelle Mohammad Barhouma sur le site **Sada**. Mais aujourd'hui ils semblent décidés à "privilégier la communication, la diplomatie et la médiation" pour "éviter tout problème avec leurs rivaux et adversaires régionaux". Ils ne sont plus en crise ouverte avec le Qatar et ont scellé leur réconciliation avec la Turquie par la visite de Mohammed ben Zayed Al-Nahyan (MBZ) à Ankara en novembre 2021, puis du président turc à Abou Dhabi en février 2022. Mais surtout, ils s'emploient à un "travail d'équilibriste" entre deux pays qui se vouent pourtant une solide hostilité l'un à l'autre, à savoir Israël et l'Iran. Ils cultivent en effet leurs relations d'amitié et de partenariat avec Israël, tout en œuvrant à la détente vis-à-vis de l'Iran. Ils n'ont en réalité jamais fait grand cas des embargos décrétés contre Téhéran, notamment par les Américains, puisqu'ils représentent leur quatrième plus gros marché d'exportation pour des produits non pétroliers.

→ Dessin de Hajo, Liban.

Culture

DONNER L'IMAGE D'UN PAYS MODERNE

"Le plus beau bâtiment du monde sur terre ouvre ses portes", s'exclamait le 22 février le site émirati **Al-Ain**. "Cette icône architecturale", c'est le musée du Futur, à Dubaï, qui montre que les Émirats arabes unis sont "prêts à affronter les changements à venir". Il s'ajoute à d'autres "bâtiments emblématiques" dessinés par des architectes vedettes tels que le Français Jean Nouvel pour le Louvre Abou Dhabi, le Britannique Norman Foster pour le musée national Zayed, ou encore l'Américain Frank Gehry pour une future antenne du Guggenheim. Les EAU abritent également plusieurs universités étrangères de renom, dont la Sorbonne, l'Université américaine et la London Business School. Dans l'objectif de consolider leur soft power et de renvoyer l'image d'un pays moderne, ils ont instauré le mariage civil pour les non-musulmans et décalé le week-end, qui commence vendredi dans la majorité des pays musulmans, à samedi et dimanche.



Une course à l'armement

Contrats historiques conclus avec la France et la Corée du Sud, négociations avec Israël... Abou Dhabi accroît ses capacités militaires et renforce sa puissance au Moyen-Orient.

—Al-Jazeera English (extraits) Doha

Les Émirats arabes unis (EAU) possèdent l'un des systèmes de défense aérienne les plus modernes de la région du Golfe. Réduite mais très entraînée, l'armée de l'air émiratie va recevoir un renfort considérable sous la forme de 80 Rafale achetés à la France. Signé en décembre, ce contrat d'un montant de 18 milliards de dollars est le plus gros de ce type jamais conclu par la France.

Selon l'Institut international d'études stratégiques, le pays dispose de 156 avions de combat. L'ajout de 80 Rafale lui permettra d'accroître considérablement sa puissance de combat et de faire pencher le rapport de force dans la région en sa faveur. Les Émirats poursuivront ainsi leur politique étrangère agressive [dont l'implication dans la guerre au Yémen] en sachant que leurs sites, villes et aéroports les plus vulnérables seront mieux protégés des attaques des rebelles houthistes [soutenus par l'Iran].

Avec leur engagement accru dans cette guerre, les EAU peuvent s'attendre à davantage d'offensives. Le mouvement houthiste perd de plus en plus de terrain face aux milices alliées aux EAU [et par conséquent multiplie les attaques de missiles et de drones depuis janvier]. La plupart des missiles balistiques ont été interceptés avec succès, mais beaucoup de leurs drones piégés ont réussi à atteindre leurs cibles.

Défense aérienne. Pour optimiser son système de défense, le pays multiplie les contrats d'armement et les pourparlers avec divers fournisseurs. Il dispose déjà d'équipements de fabrication américaine, comme les missiles Hawk, la batterie de missiles Patriot PAC-3 et le système de défense antimissile Thaad, qui a été utilisé pour la première fois cette année et a détruit un missile lancé par les houthistes. Placées dans des endroits stratégiques, les batteries de missiles protègent les aéroports, les installations pétrolières et gazières et les bases militaires.

Une industrie militaire bientôt autonome?

●●● Les Émirats arabes unis "ont entrepris de rendre locale la production d'armes" dans le but de "diversifier leur économie", encore largement dépendante des hydrocarbures, et de "devenir moins dépendants" des fournisseurs étrangers, explique le média économique **Bloomberg**. Pour ce faire, les EAU ont investi plusieurs milliards d'euros dans leur industrie de la défense, avec des résultats notables. Créé en 2019, le groupe de défense Edge, spécialisé dans "les technologies autonomes" et les "missiles intelligents", est l'un des fleurons émiratis de l'industrie de la défense. En 2020, la holding située à Abou Dhabi, qui regroupe 25 sociétés, représentait 1,3 % des ventes d'armes globales, faisant d'elle la 22^e entreprise militaire du monde, précise le média américain. Edge a rapidement enregistré des succès commerciaux à l'export. Quant à la société Halcon, qui appartient à Edge, elle a dévoilé en 2021 un nouveau système de défense antiaérienne à courte portée (10 kilomètres), SkyKnight, conçu pour intercepter les hélicoptères, les drones et les roquettes. Et elle a précisé vendre des missiles appartenant au système de défense SkyKnight à l'entreprise allemande de sécurité Rheinmetall AG.

↳ Dessin de Osama Hajjaj, Jordanie.

Les Émirats arabes unis se sont aussi tournés vers la Corée du Sud et Israël pour s'équiper. Ils ont acheté le système de défense antiaérienne sud-coréen Cheongung II (M-SAM2) pour un montant de 3,5 milliards de dollars, offrant ainsi à la Corée du Sud son plus gros contrat d'exportation d'armes à ce jour. Un système capable d'accrocher plusieurs cibles sur une portée de 40 kilomètres. Mais les premières livraisons n'arriveront qu'en 2024. En attendant, les Émirats ont entamé des discussions avec Israël en vue d'acheter ses systèmes de défense antiaérienne Barak 8 ou Spyder, et surtout son bouclier anti-missiles Dôme de fer, qui apporterait un niveau de défense supplémentaire contre les drones et les missiles de croisière, volant à basse altitude.

Enfin, les Émirats arabes unis ont donné un coup d'accélérateur à leur industrie de défense en injectant plusieurs milliards d'euros dans des programmes nationaux de recherche et développement.

—Alex Gatopoulos
Publié le 9 février

Sept ans d'implication dans la guerre au Yémen

Malgré l'annonce en 2019 du retrait de ses troupes, Abou Dhabi reste à la manœuvre dans un conflit qui a déjà fait près de 400 000 morts.

A lors que le monde est focalisé sur l'invasion russe de l'Ukraine, la guerre [de la coalition arabe] au Yémen entre dans sa huitième année", écrit Bruce Riedel, spécialiste des affaires moyen-orientales sur le site du groupe de réflexion américain **Brookings**. Le conflit s'est complexifié en 2015 avec l'intervention militaire musclée d'une coalition dirigée par l'Arabie Saoudite, épaulée par les Émirats arabes unis, pour contrer l'avancée sur le terrain des rebelles houthistes, soutenus par l'Iran. Sept ans plus tard, l'objectif de battre les rebelles houthistes a "totalement échoué", estime Bruce Riedel. Ces derniers contrôlent toujours "la capitale Sanaa et l'essentiel du nord du Yémen, où vit 80 % de la population. Et le peuple yéménite paie un prix effrayant dans cette guerre pour laquelle aucune fin n'est en vue". La guerre a provoqué l'une des pires crises humanitaires du siècle actuel dans un des pays les moins avancés de la planète.

Le lourd bilan des morts, 377 000 selon l'ONU, proche de celui enregistré en onze ans de guerre en Syrie, est dû aux combats, mais aussi à la malnutrition et à l'effondrement des systèmes de soins, ayant multiplié les effets des épidémies de Covid et de choléra.

Au départ composée de dix pays, la coalition arabe "se réduit aujourd'hui essentiellement à l'Arabie Saoudite et, dans une moindre mesure, aux Émirats arabes unis qui affirment avoir retiré leurs troupes du Yémen [en 2019] mais qui restent influents", rappelle le site américain **Al-Monitor**. L'action des Émirats consiste surtout à "superviser la création de groupes armés au Yémen du Sud et dans le Hadramaout" et à "encourager les sécessionnistes" dont ils voudraient faire leurs obligés dans l'ancien Yémen du Sud, dénonce le site panarabe **Al-Quds Al-Arabi**. "Ils sont mus par leurs visées sur le port de la capitale du Sud, Aden, qu'ils voudraient adjoindre à leur conglomérat portuaire DP World, sur le détroit du Bab El-Mandeb [à l'entrée de la mer Rouge] et sur l'île de Socotra [à la lisière de l'océan Indien]."

Cette implication est particulièrement visible dans la récente bataille autour de la ville de Marib [dernier bastion du gouvernement central dans le nord du Yémen]. À l'automne 2021, les houthistes étaient sur le point de conquérir cette ville stratégique, mais une contre-offensive de forces yéménites soutenues par Riyad et Abou Dhabi a permis de freiner cette progression, notamment grâce aux Brigades des géants, des forces spéciales formées et équipées par les Émirats, rapportait alors le **Washington Post**.

En réponse, les houthistes ont lancé plusieurs attaques par missiles et drones contre les Émirats, qui ont visé Abou Dhabi et fait trois morts et des dégâts matériels en janvier. Ces attaques balistiques, perçues comme un coup de semonce de l'Iran, étaient déjà fréquentes contre le territoire saoudien - le dernier épisode remontant au 25 mars -, mais quasiment inexistantes contre les Émirats, révélant ainsi, pour la première fois, la vulnérabilité de ces derniers, souligne le site yéménite **Al-Yemen Net**, et mettant à l'épreuve leur image de havre de paix, de stabilité et de prospérité au Moyen-Orient.

Depuis, les Émirats ont demandé aux Brigades des géants de se retirer du front de Marib. Mais ils essaient surtout de faire pression sur les Américains pour qu'ils s'impliquent davantage dans la protection de leur territoire, fait observer le **Financial Times**. Ils ont d'ailleurs profité de la guerre en Ukraine pour manifester de façon ostentatoire leur mécontentement à l'égard de Washington, et, par ricochet, leurs liens stratégiques avec Moscou.

—Courrier international



Guerre en Ukraine : un positionnement qui dérange

Longtemps alliés des États-Unis, les Émirats arabes unis n'ont pourtant pas voté la condamnation de Moscou à l'ONU. Leur proximité avec la Russie l'a emporté, analyse ce chercheur sur son blog.

Au cours des dix dernières années, Abou Dhabi est devenu l'un des partenaires stratégiques les plus importants de Moscou et pas uniquement au Moyen-Orient. Les réseaux d'influence et d'information russe et émirati se partagent la tâche de mobiliser les contre-révolutionnaires dans le monde arabe ainsi que les libéraux autoritaristes et l'extrême droite en Occident. Les hommes forts, les *siloviki*, sur les épaules desquels repose le régime de Poutine, utilisent les Émirats arabes unis (EAU) pour leurs activités de blanchiment d'argent. Et les fonds souverains émiratis investissent des milliards dans les actifs stratégiques russes de l'énergie, de la pétrochimie, de la logistique et de la défense.

Il n'est donc pas surprenant que le soutien des EAU à la Russie demeure inconditionnel malgré l'agression russe contre l'Ukraine. Alors que le monde libéral condamnait universellement ces agissements, Abdallah ben Zayed, le ministre des Affaires étrangères émirati, est arrivé à Moscou pour mener des pourparlers en vue d'améliorer la coopération entre les deux pays, et il n'a que peu été fait mention de la guerre en Ukraine.

En octobre 2021, Anwar Gargash, le conseiller du président des EAU, avait déclaré qu'Abou Dhabi n'entendait pas prendre parti dans la "guerre froide imminente" qui s'annonçait. Or en s'abstenant de voter la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies condamnant l'agression russe il y a deux semaines, Abou Dhabi a bien pris parti.

La raison à cela, c'est que, outre des intérêts économiques et géostratégiques, la Russie et les EAU partagent un lien idéologique profond : la crainte d'une mobilisation civilo-sociétale et d'une transition démocratique. La phobie russe des révolutions de couleur qui ont balayé les autocrates prorusses trouve un écho à Abou Dhabi. Ce pays est devenu la principale force contre-révolutionnaire du monde arabe depuis le "printemps arabe".

Les opérations subversives d'information et d'influence menées par la Russie dans l'est et le centre de l'Europe pour saper les processus démocratiques ont été reproduites par les EAU en Égypte, en Libye, en Syrie et au Yémen. En

Égypte, les EAU ont notamment contribué à mobiliser une contre-révolution autour du mouvement Tamarrod [qui signifie "rebelle" en arabe et a appelé en 2013 à la destitution du président issu de la confrérie musulmane des Frères musulmans Mohamed Morsi] et fourni ainsi à Sissi un prétexte pour mener un coup d'État dans la foulée. En Libye, ils ont financé le groupe de mercenaires russe Wagner, qui devait aider Haftar, l'homme fort soutenu par les Émirats, à renverser le gouvernement soutenu par les Nations unies à Tripoli. En Syrie, Abou Dhabi a piloté une stratégie de normalisation avec Assad, ayant sapé politiquement les sanctions mises en place par Washington dans le cadre de la loi César [entrée en vigueur en juin 2020] contre ce régime autoritaire soutenu par le Kremlin.

Opérations de déstabilisation. Le front uni entre la Russie et les EAU ne s'arrête cependant pas là. Les réseaux d'influence et d'information de Moscou et d'Abou Dhabi exploitent également la peur de l'immigration et de l'islam mise en avant par l'extrême droite en Occident. Les EAU ont accordé des prêts au Front national français en 2014, et celui-ci a également reçu un soutien financier de la Russie. Le lobbying émirati à Bruxelles vise principalement l'extrême droite eurosceptique, laquelle possède avec la Russie des affinités que le Kremlin cultive en parallèle.

La mise en commun d'informations entre Moscou et Abou Dhabi la plus conséquente, c'est peut-être celle qui concernait le président élu Donald Trump en 2016 et 2017. Moscou était intervenu dans l'élection présidentielle américaine, et les EAU avaient tenté de constituer un canal de communication officieux entre la future administration Trump et la Russie lors d'une réunion désormais tristement célèbre qui s'était tenue aux Seychelles. Mohammed ben Zayed (MBZ), l'homme fort des EAU, étant personnellement impliqué, il s'est retrouvé visé par l'enquête Mueller [sur les soupçons de présumées ingérences russes dans la campagne présidentielle américaine de 2016] et considéré un peu comme

un paria. Il évite depuis de se rendre aux États-Unis. Si les partenaires occidentaux tentent désespérément de stabiliser l'ordre libéral, en plein effondrement depuis que la Russie a envahi l'Ukraine, Abou Dhabi va probablement continuer à le saper. Voilà dix ans que ce petit État joue dans la cour des grands. La Russie et la Chine considèrent en effet les EAU comme un partenaire essentiel dans la guerre froide qui s'annonce. Les néo-autocrates de l'Est sont les partenaires les plus probables pour Abou Dhabi idéologiquement, car leur soutien ne s'accompagne que de peu d'engagement et d'aucune condition en matière de démocratie.

Les EAU sont d'ailleurs devenus un centre essentiel pour contourner les sanctions occidentales. Malgré un régime de sanctions extrêmement strict contre l'Iran, certaines entreprises installées aux EAU gagnent de l'argent en lui permettant d'introduire du pétrole sur le marché international.

Quand les États-Unis ont imposé des sanctions au Venezuela, certaines sociétés installées aux EAU lui ont permis de vendre son pétrole. En Syrie, les EAU ont activement fait pression pour la levée des sanctions américaines contre le régime d'Assad parce qu'elles faisaient obstacle à la normalisation entre les deux pays.

Le premier cercle de Poutine a tissé un réseau mondial complexe de sociétés et de sociétés écrans qui fournissent influence et accès aux marchés. Certains de ces réseaux se servent déjà des EAU comme de centre de blanchiment. Les oligarques russes et les alliés de Poutine y possèdent 76 biens immobiliers de plusieurs millions de dollars. Certains d'entre eux sont arrivés à Dubaï en avion privé ou en yacht quand les sanctions occidentales sont entrées en vigueur.

Kirill Dmitriev, le proche confident de Poutine en matière d'investissement et de finance, entretient des liens personnels étroits avec MBZ. Le fonds souverain russe, qu'il dirige, investit aux côtés du fonds d'investissement Mubadala d'Abou Dhabi. Considérant que les sanctions occidentales actuelles contre la Russie laissent des brèches à exploiter, il ne serait pas surprenant que les EAU prêtent main-forte aux réseaux de Poutine pour leur permettre d'accéder aux marchés et aux investissements internationaux.

—Andreas Krieg
Publié le 18 mars

↓ Dessin de Boligán paru dans El Universal, Mexico.



Washington ne doit plus donner de chèques en blanc

Violation des droits de l'homme, corruption, interventionnisme antidémocratique... Les dérives du pouvoir émirati méritent une révision de la politique américaine, estimait ce magazine en novembre. La guerre en Ukraine vient de lui donner raison.

—**Foreign Policy** (extraits) *Washington*

Surnommés “la petite Sparte” par l'ancien ministre [de la Défense] américain James Mattis en raison de leurs capacités militaires inversement proportionnelles à leur superficie, les Émirats arabes unis sont régulièrement présentés comme les premiers partenaires des États-Unis au Moyen-Orient, un allié essentiel pour lutter contre l'influence iranienne, le terrorisme et l'instabilité dans la région.

Depuis peu, le pays est aussi considéré comme un rouage essentiel de la stratégie américaine consistant à “déléguer” ses missions régionales au Moyen-Orient pour mieux se concentrer sur

La politique américaine au Moyen-Orient a longtemps été dominée par le “mythe de l'autoritarisme stabilisateur”.

l'Asie. Et si les EAU se livrent parfois à quelques incartades locales ou à des violations des droits humains, on estime que ces actes ne nuisent pas aux intérêts américains et que la pétromonarchie demeure un symbole de stabilité et de progrès dans une région agitée.

En approuvant le projet, lancé par le gouvernement Trump, concernant la vente d'armes (dont des avions de chasse F-35) pour un montant de 23 milliards de dollars à destination des EAU, le gouvernement Biden semble avoir adopté ce point de vue [le contrat risque d'être avorté après les tentatives jusqu'ici sans succès dans le camp démocrate américain de l'annuler et l'annonce en décembre 2021 par les EAU de leur disposition à y renoncer].

Cette approche est pourtant fondamentalement incorrecte. Le fait de fermer l'œil sur les exactions des EAU nuit aux intérêts américains, à la fois au Moyen-Orient et au niveau local.

Les EAU sont en effet devenus une des nations les plus interventionnistes de la région et ces agissements contribuent à entretenir les guerres civiles, provoquent des crises humanitaires [notamment au Yémen], étouffent les aspirations démocratiques

[au Moyen-Orient] et alimentent le mécontentement à l'origine de nombreux troubles. En Égypte, les EAU ont joué un rôle décisif en soutenant le coup d'État de 2013 qui a chassé le président démocratiquement élu, Mohamed Morsi, pour le remplacer par le général Abdel Fattah Al-Sissi.

À ces interventions régionales s'ajoutent des tentatives répétées d'interférer dans la vie politique américaine au plus haut niveau, ainsi que la surveillance des diplomates et représentants officiels partout dans le monde.

Les États-Unis doivent ainsi reconsidérer leurs relations avec ces “alliés”. Pendant des décennies, la politique américaine au Moyen-Orient a été dominée par le “mythe de l'autoritarisme stabilisateur”. Selon cette conception erronée, les autocrates du Moyen-Orient “pouvaient protéger les intérêts américains en imposant leur ordre politique et social à des citoyens assujettis”. Ainsi que l'explique Nader Hashemi, directeur du centre d'études pour le Moyen-Orient à l'université de Denver, c'est toutefois l'inverse qui se produit : les régimes autoritaires “sont générateurs d'instabilité, tant par la nature de leur pouvoir que par les politiques qu'ils mettent en place”.

—**Jon Hoffman**

Publié le 3 novembre 2021



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Les Émirats, une plaque tournante de la contrebande

Malgré les promesses des autorités, les Émirats demeurent un centre de blanchiment pour les réseaux criminels du monde entier, explique **Arab Digest**.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Vous pouvez aussi vous rendre sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>
ou nous joindre par téléphone : 03 21 13 04 31
(du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)



8,50 €*

Les révolutions du genre

De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTQI à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Best of 2021

Courrier international a sélectionné dans ce hors-série les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année 2021.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50 €*



8,50 €*

Comment le monde a basculé

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 juillet 2022

* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet :

<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

trans-
versales.

économie



Environnement...41
Sciences.....42
Signaux43

La musique adoucit les cours

Finance comportementale. Les émotions influent sur les décisions des investisseurs, explique l'économiste Alex Edmans, dont les travaux s'appuient sur l'analyse des choix musicaux des utilisateurs de Spotify.



✓ Dessin d'Ajubel paru dans *El Mundo*, Madrid.

—Harvard Business Review (extraits) Boston

Avec trois autres chercheurs, Alex Edmans, professeur à la London Business School, a étudié la positivité moyenne des chansons que les gens écoutent sur la plateforme Spotify dans 40 pays. Ils ont ensuite comparé les données recueillies à l'évolution du principal indice boursier de chacun de ces pays au cours de la même période. Ils se demandaient s'il y avait une corrélation entre l'humeur, telle que reflétée par la musique, et les rendements financiers. C'était effectivement le cas. Conclusion : lorsque les gens écoutent des chansons gaies, le marché se surpasse.

HARVARD BUSINESS REVIEW
Professeur Edmans, défendez votre étude.

ALEX EDMANS Les résultats auxquels nous sommes parvenus sont solides : ils sont étayés par 500 milliards d'écoutes [streams] de 58 000 chansons. Avec Adrian Fernandez-Perez et Ivan Indriawan, de l'université de technologie d'Auckland, et Alexandre Garel, de l'école supérieure de commerce Audencia [à Nantes], nous avons évalué la gaieté moyenne des musiques écoutées sur une semaine dans un pays donné, puis nous l'avons comparée à ce qui se passait alors sur le marché des actions : nous avons constaté que les choix d'écoute plus positifs étaient associés à une augmentation significative du cours des actions.

Nous avons commencé par les États-Unis et nous nous sommes dit que ces résultats n'étaient peut-être qu'une coïncidence. Mais lorsque nous avons étendu notre étude à 39 autres pays, nous avons abouti aux mêmes résultats. Nous nous sommes alors penchés sur les fonds communs de placement, qui ont révélé les mêmes effets : la musique positive était associée à des afflux de liquidités.

Pourquoi s'intéresser à ce phénomène ? Cherchez-vous à définir une stratégie d'investissement ?

Je reconnais que cette étude peut paraître loufoque, mais nous tentons de cerner une question économique sérieuse : le marché est-il régi par des fondamentaux

ou par les émotions ? Selon l'hypothèse de l'efficacité des marchés [qui suppose que les agents font des anticipations rationnelles], les cours boursiers devraient ne refléter que des facteurs [considérés] pertinents, comme les taux d'intérêt et les chiffres du chômage. C'est donc l'aspect peu pertinent de la musique qui rend cette étude intéressante. Dans un modèle rationnel, les facteurs qui n'ont aucun impact sur les fondamentaux économiques – comme l'état d'esprit des investisseurs – ne devraient avoir aucun effet sur le prix des actions. Nous démontrons que ce n'est pas le cas.

Il me paraît évident que l'humeur peut influencer sur les décisions, y compris celles qui touchent aux investissements. Se trouve-t-il vraiment des économistes pour prétendre le contraire ?

Eh oui. Les économistes admettent que certains investisseurs sont irrationnels. Mais selon eux, pour chaque investisseur dont les opérations sont dictées par l'humeur, il y a en face une force équivalente d'investisseurs professionnels réfléchis qui prennent des décisions inverses et font contrepoids. Donc, globalement, les marchés sont rationnels. Il n'y a pas que les chercheurs rationalistes pour penser cela – beaucoup de professionnels partagent ce point de vue. C'est pourquoi l'investissement passif, qui suit un indice de référence, est devenu si populaire ces derniers temps : il reflète cette conviction qu'en moyenne le marché est efficace, et que vous ne pouvez donc pas faire mieux que lui.

Comment savez-vous que c'est l'humeur qui influe sur le marché, et non le contraire ?

Nous l'avons vérifié en observant les tendances du streaming sur une journée et l'évolution du marché le lendemain, ce qui exclut toute causalité inverse. Nous avons bien établi que de la musique joyeuse aujourd'hui signifie un prix moyen des actions plus élevé demain.

OK, et les contrôles ?

Nous avons contrôlé tout ce que l'on peut imaginer pouvoir affecter la Bourse d'un pays : la volatilité, la politique macroéconomique, la performance du marché mondial, etc. Une partie de nos données a

été recueillie avant la pandémie, et une autre partie pendant la pandémie, ce qui nous a fourni un moyen de contrôle supplémentaire. Pendant la crise [sanitaire], certains pays ont interdit temporairement la vente à découvert – emprunter un titre dont on pense qu'il est surévalué, le vendre, puis le racheter à un prix inférieur avant de le rendre, et empocher la plus-value –, de sorte que les rationalistes forcenés n'ont pas pu compenser l'effet des émotions. Dans ces cas, nous nous attendions à voir un lien encore plus fort entre la musique et le marché, et les faits nous ont donné raison.

Existe-t-il d'autres recherches montrant que les émotions influent sur les investissements ?
Il y en a, oui. J'ai moi-même écrit l'un de ces articles, il montrait que lorsque l'équipe de football d'un pays est éliminée de la Coupe du monde, son marché boursier est moins performant. D'autres études s'intéressent à la météo ou aux troubles affectifs saisonniers, qui ont un effet sur l'humeur. Mais l'humeur dépend de nombreux facteurs. Donc, au lieu d'étudier un seul facteur qui affecte l'humeur, nous avons trouvé un indicateur qui la reflète. C'est une mesure beaucoup plus complète.

Mais ne peut-on pas écouter des chansons tristes en étant parfaitement heureux ? Et, quand on est triste, écouter une chanson comme *Shiny Happy People* [du groupe R.E.M.] ?
De nombreuses recherches ont déjà montré que nous écoutons la musique qui correspond à notre état d'esprit. On appelle cela la "congruence émotionnelle". Et nos données l'ont confirmé. Par exemple, les choix musicaux reflétaient davantage de négativité quand un pays renforçait ses restrictions sanitaires, ou bien lors de journées nuageuses et durant les mois plus froids et plus sombres.

Qui décrète qu'une chanson est positive ou négative ?
Une équipe chez Spotify, appelée The Echo Nest ["L'antre d'Echo"].

Vous plaisantez ? On dirait le nom du QG d'un méchant de l'univers Marvel !

Non, non, c'est vrai ! [Cette plateforme] a été créée [par des chercheurs] au Media Lab du Massachusetts Institute of Technology (MIT) à l'époque où je préparais ma thèse au MIT Sloan, et elle fait maintenant partie du groupe de science de données de Spotify [qui l'a rachetée en 2014].

Chaque titre reçoit une note de positivité entre 0 et 1. Des experts ont ainsi noté près de 5 000 mélodies, et ces données ont été utilisées pour créer un algorithme d'apprentissage automatique. Il ne prend pas en compte les paroles, mais utilise le son, le rythme, etc. Prenez par exemple une chanson comme *Pumped Up Kicks* [du groupe Foster The People]. Elle parle d'une tuerie de masse, mais sa mélodie est très entraînante. En revanche, les paroles de *Perfect* d'Ed Sheeran sont positives, mais le rythme est triste. Et parfois, les paroles sont ambiguës, ce qui est une autre raison pour ne pas en tenir compte.

Vous avez donc fait la moyenne des notes de toutes les chansons écoutées dans un pays pour jauger l'humeur nationale ?
Exactement. On multiplie la note par le nombre d'écoutes, puis on calcule la moyenne pondérée. Cette simple opération est fascinante. Par exemple, dans nos données, les États-Unis obtenaient une moyenne de 0,46 – ce qui n'est pas très positif. Le Mexique était à 0,63. Bien sûr, ces notes ont évolué avec le temps.

Quelle est la chanson la plus joyeuse sur Spotify ?
September, du groupe Earth Wind & Fire, apparemment. *Happy*, de Pharrell Williams, figure aussi en tête de liste. La plus négative est *Legion Inoculant*, du groupe Tool.

Comment les tenants du rationalisme économique ont-ils réagi à cette étude ?
Une petite minorité a déclaré ne pas croire ces résultats, non pas parce qu'ils ont repéré des failles dans l'analyse : ils se refusent tout bonnement à la lire, car ils sont si convaincus de l'efficacité des marchés qu'ils ne veulent même pas envisager que nos résultats puissent être justes. D'autres, ouverts à l'idée que les marchés

peuvent être irrationnels, ont réagi de façon positive à la créativité de notre indice émotionnel et à la rigueur de notre analyse. Une troisième réaction courante est : "Bon, Alex, tu t'es bien amusé, ton article est sympa, mais pourquoi perdre ton temps là-dessus ?"

Parce que vous suivez The Echo Nest ?
Je ne cesse d'expliquer que ce que nous étudions là est vraiment une question importante : qu'est-ce qui régit les marchés ? La raison ou l'émotion ? Robert Shiller et Richard Thaler y ont réfléchi et cela leur a valu un prix Nobel d'économie [respectivement en 2013 et 2017]. L'essentiel de ma recherche porte sur la finance comportementale, et particulièrement sur l'investissement environnemental, social et de gouvernance (ESG) et sur l'investissement durable, et là, il y a un lien. Les rationalistes diront que l'ESG ne marche pas, car s'il rapportait, le marché le prendrait en compte dans la fixation des prix. Mais si le marché était irrationnel, sentimental ? Alors, il pourrait non seulement prendre en compte des critères qui ne devraient pas être importants, comme l'humeur d'un pays, mais aussi ignorer des critères qui devraient être importants.

Lesquels ?
J'ai écrit il y a une dizaine d'années un article sur la façon dont les 100 meilleurs employeurs des États-Unis – selon le magazine *Fortune* – ont surperformé le marché de 1984 à 2011. L'étude a été répliquée récemment, et dix ans plus tard, ses résultats sont toujours pertinents. Les tenants de l'efficacité des marchés diraient qu'une fois que les investisseurs ont appris que le bien-être des salariés permet de prévoir la performance du cours des actions, ils achèteront des titres des 100 meilleures entreprises dès que la liste sera publiée, de sorte qu'au bout du compte ces actions ne surperformeront pas. Pourtant, elles ont continué à le faire, même après la sortie de mon article. Si les marchés ne valorisent pas entièrement le bien-être des employés, ils ne peuvent qu'être inefficients.

— Scott Berinato
Publié le 1^{er} janvier

ENVIRONNEMENT



Dégazages intempestifs

Transport maritime. Des milliers de navires rejettent leurs eaux de cale mazoutées : 200 000 m³ seraient ainsi déversés chaque année sans être filtrés, révèle une enquête internationale.

L'ingénieur naval qui raconte à la **Deutsche Welle** comment le cargo sur lequel il navigue dégage "directement dans la mer", alors qu'à l'école navale, on lui a enseigné que "c'était illégal", demande "à garder son identité secrète, de même que le nom du pétrolier". "Au début, ça m'a pesé", explique-t-il. Et puis, comme la pratique, généralement nocturne, est courante, "je me suis résigné, même si c'est triste".

Déverser en mer des eaux usées contenant des résidus de pétrole est strictement interdit, rappelle le média public allemand. Mais "de nombreux cargos et porte-conteneurs contournent systématiquement cette interdiction pour gagner du temps et de l'argent, avec des conséquences désastreuses pour l'environnement", révèle une enquête menée avec le réseau d'investigation **Lighthouse Reports** et huit autres médias partenaires européens. Un travail qui a duré des mois.

"L'analyse d'images satellite prouve que les dégazages illégaux par les navires marchands sont monnaie courante dans le monde entier", reprend la **Deutsche Welle**. Seule une minorité d'entre eux fait l'objet de poursuites judiciaires.

Pour comprendre l'ampleur du phénomène, il faut rappeler que près de 90 % des marchandises dans le monde passent par la voie maritime. "Plus de 55 000 cargos et porte-conteneurs transportent du fioul, des céréales, des smartphones ou des vêtements sur les mers du monde." Ces géants produisent un mélange polluant d'eau, d'huile de moteur et d'hydrocarbures : "l'eau de cale, qui s'accumule dans un réservoir à l'intérieur de la coque du navire". "Un seul navire peut produire plusieurs tonnes de ce liquide toxique par jour."

En théorie, les eaux de cale doivent être traitées grâce à un séparateur d'hydrocarbures, de sorte que chaque litre rejeté à la mer ne contient plus qu'"une très faible quantité de pétrole résiduel". Les boues d'hydrocarbures sont stockées jusqu'à l'arrivée au port tandis qu'un journal des hydrocarbures est censé documenter les quantités traitées.

"Dans la pratique, de nombreux navires contournent le traitement et déversent l'eau de cale en mer sans la filtrer". "Cinq lanceurs d'alerte" témoignent de ces dégazages illégaux sur différents porte-conteneurs ou cargos. "À l'aide d'une petite pompe portable, l'eau de cale est transférée dans un autre réservoir. C'est très simple, on peut assembler cette pompe en cinq minutes, puis la démonter et la cacher en cinq minutes", explique l'un d'eux.

Le rejet des eaux de cale non filtrées a des "conséquences dramatiques pour l'écosystème". Les résidus de pétrole portent atteinte à toute la chaîne alimentaire, des coquillages aux poissons qui s'en nourrissent jusqu'à l'homme... Le plomb et le cadmium sont également nocifs pour l'environnement.

Les traces que laissent les navires "mesurent souvent plusieurs kilomètres de long". Grâce à l'ONG SkyTruth, spécialiste des images satellite, 1 500 dégazages illégaux ont été repérés entre juillet 2020 et décembre 2022.

"La quantité d'eau contenant du pétrole ainsi déversée dans les océans pourrait dépasser 200 000 m³ par an", soit "cinq fois plus" que lors de la catastrophe pétrolière de l'Exxon Valdez en 1989, au large de l'Alaska.

Et comme "les satellites ne couvrent qu'une partie des océans, le nombre réel de pollutions potentielles est probablement bien plus élevé".

— **Courrier international**

SCIENCES



Une nounou robot pour utérus artificiels

Reproduction. Des chercheurs chinois ont mis au point un système d'intelligence artificielle capable de s'occuper d'embryons de souris développés in vitro.



—South China Morning Post
(extraits) Hong Kong

Des utérus artificiels dans lesquels les fœtus pourraient grandir tranquillement, avec une nounou robot pour les surveiller et prendre soin d'eux? C'est du domaine du possible, affirment des scientifiques chinois à propos de ce qui pourrait être une percée pour l'avenir de la procréation dans un pays où le taux de natalité est au plus bas depuis des décennies. À condition toutefois que la loi autorise le recours à ce genre de technologie.

Des chercheurs de la ville de Suzhou, dans la province du Jiangsu [dans l'est de la Chine], indiquent avoir mis au point un système d'intelligence artificielle (IA) capable de surveiller des embryons et de prendre soin d'eux pendant qu'ils se transforment en fœtus dans un utérus artificiel. Dans un article publié [en novembre 2021] dans le *Journal of Biomedical Engineering*, une revue chinoise à comité de lecture, ces scientifiques expliquent que la nounou IA s'occupe dès à présent d'un grand nombre d'embryons d'animaux, et estiment possible d'utiliser la même technologie pour résoudre certains problèmes majeurs de reproduction chez l'être humain.

L'équipe dirigée par le professeur Sun Haixuan, de l'Institut d'ingénierie et de technologie biomédicales de Suzhou, qui dépend de l'Académie chinoise des sciences, présente ainsi cet utérus artificiel : le "dispositif de culture d'embryons à long terme" est un récipient constitué d'une rangée de cubes remplis de fluides nutritifs, dans lesquels des embryons de souris se développent séparément.

Auparavant, le processus de développement de chaque embryon devait être observé individuellement, noté et ajusté de façon manuelle. La tâche nécessitait beaucoup de personnel et devenait ingérable pour des recherches à grande échelle. Selon l'article, le système robotique de la nounou IA qui vient d'être mis au point permet de surveiller les embryons avec un degré de détail sans précédent, car il se déplace 24 heures sur 24 le long des cubes. Grâce aux techniques d'intelligence artificielle, la machine détecte les plus petits signes de changement dans les embryons et ajuste avec précision les apports en dioxyde de carbone et en nutriments, ou intervient sur certains facteurs environnementaux.

Le système peut même classer les embryons en fonction de leur état de santé et de leur potentiel de développement.

Lorsqu'un embryon présente un défaut majeur ou meurt, la machine alerte un technicien pour qu'il le retire du récipient.

Les lois internationales actuelles interdisent les études expérimentales sur des embryons humains de plus de deux semaines. Cependant, Sun Haixuan et ses collègues estiment dans leur article que la recherche sur les stades plus avancés de développement est importante, car "il existe encore de nombreux mystères non résolus concernant la physiologie du développement embryonnaire humain classique". Cette technologie permettrait "non seulement de mieux comprendre l'origine de la vie et le développement embryonnaire des êtres humains, mais aussi de fournir une base théorique pour résoudre les anomalies congénitales et d'autres problèmes majeurs de santé reproductive", ajoutent-ils.

Déclin démographique. Cette avancée intervient alors que la Chine est confrontée à un fort déclin de son taux de natalité, le nombre de nouveau-nés ayant presque diminué de moitié depuis 2016. L'année dernière, la croissance démographique nette a été la plus faible depuis soixante ans, selon le Bureau national des statistiques. D'après plusieurs enquêtes, se marier et avoir des enfants n'est plus une priorité pour de plus en plus de jeunes Chinoises, et ce, malgré l'assouplissement très important de la politique de l'enfant unique et d'autres incitations de l'État.

Le faible taux de natalité est en fait une préoccupation mondiale, en particulier dans les sociétés développées. Lorsque, il y a quelques mois, le fondateur de SpaceX, Elon Musk, a exprimé sur les réseaux sociaux ses inquiétudes sur "l'effondrement démographique", certains gourous des hautes technologies ont avancé l'utérus artificiel comme solution, car il réduirait les risques et le coût de la procréation pour une femme. Sur les réseaux sociaux chinois également, les discussions concernant cette technologie et la possibilité de l'utiliser pour inverser la courbe démographique se multiplient.

Les chercheurs de Suzhou affirment que leur robot nounou peut identifier et suivre les embryons, dont il prend des images ultra-nettes avec des grossissements différents. Grâce à l'intelligence artificielle, la machine peut détecter des manifestations nouvelles qu'un œil humain n'aurait pas remarquées, et peut en tirer des leçons. Selon Sun Haixuan et ses collègues, "cela va permettre d'accélérer l'optimisation de la technologie de culture embryonnaire à long terme in vitro".

La technologie des utérus artificiels n'est pas nouvelle, mais elle s'est développée rapidement ces dernières années.

En 2019, une équipe de recherche de l'Institut de zoologie de Pékin a amené un ovocyte fécondé de singe au stade de la

formation d'organes dans un utérus synthétique. C'était la première fois qu'un embryon de primate connaissait un développement aussi poussé en dehors d'un corps maternel [cette année-là, deux équipes chinoises distinctes sont parvenues à ce même résultat : cultiver des embryons de primates en laboratoire jusqu'à vingt jours]. La même année, des chercheurs néerlandais ont déclaré à la BBC qu'ils pensaient pouvoir mettre au point, d'ici dix ans, un utérus artificiel afin de sauver les bébés prématurés. L'an dernier en mars, en Israël, une équipe est parvenue à faire grandir un lot de plus de 100 embryons de souris jusqu'au stade de fœtus à moitié développé.

"Je ne pense pas que le problème soit d'ordre technologique", confie un chercheur de l'Institut pédiatrique de Pékin, qui a souhaité conserver l'anonymat. Pour lui, cela posera surtout des questions juridiques et éthiques en Chine et ailleurs dans le monde. En Chine, où la gestation pour autrui est interdite par la loi, la technologie de l'utérus artificiel pourrait faire d'un hôpital une mère porteuse. "Je ne pense pas qu'un hôpital veuille assumer cette responsabilité", estime le chercheur.

Certes, la production massive de bébés dans une usine d'utérus artificiels pourrait contribuer à maintenir la population à un certain niveau dans un pays où les citoyens n'ont plus envie d'avoir des enfants, mais avec quelles conséquences sur les plans social et psychologique? Pour le chercheur, "si tout le monde naît de cette façon, d'accord! Mais si certains enfants sont mis au monde par les parents, et d'autres par le gouvernement, là, ça pose un gros problème."

—Stephen Chen
Publié le 31 janvier

Contexte

●●● Le développement d'embryons humains dans des utérus artificiels a de quoi faire frémir, mais on est encore très loin d'aboutir à une naissance. En France, le décret n° 2022-294 du 1^{er} mars 2022 relatif à la recherche sur l'embryon humain fixe à quatorze jours après sa constitution la limite de son développement in vitro. Ce seuil fait l'objet d'un consensus international et a été intégré par 17 pays dans leur législation ou dans des recommandations. Mais en 2019 et 2021, des chercheurs sont parvenus à procéder à la culture d'embryons de macaques jusqu'à vingt jours, laissant entrevoir la possibilité d'en faire un jour autant avec l'être humain.



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

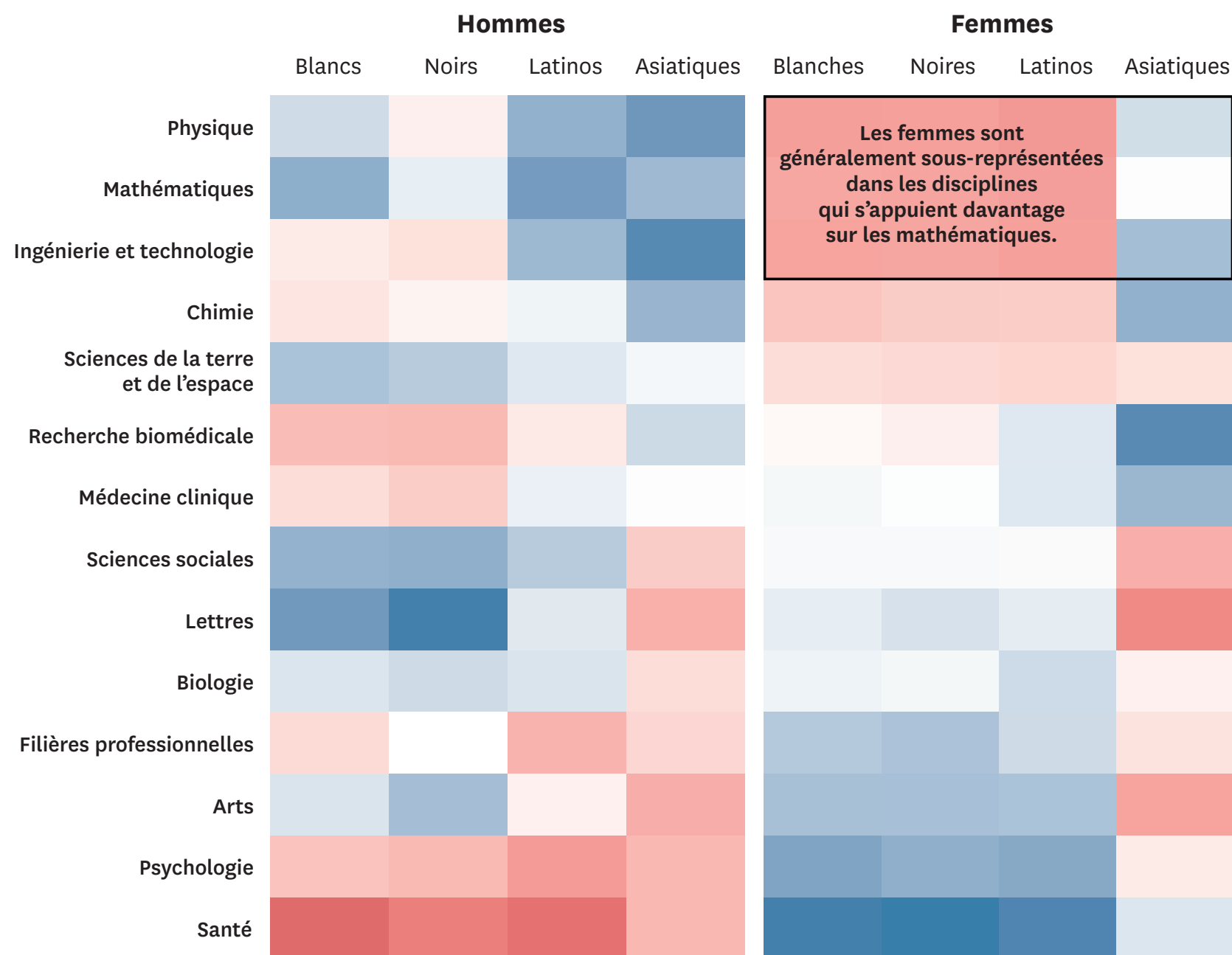
Un miroir déformant de la société américaine

Aux États-Unis, le monde académique ne reflète pas toujours la diversité de la société. Surtout quand il y a des maths...

Inégalités de représentation

États-Unis, représentation relative des identités dans les milieux universitaires, 2008-2019

Sous-représentation ← → Surreprésentation



SOURCE : "INTERSECTIONAL INEQUALITIES IN SCIENCE", BY DIEGO KOZLOWSKI ET AL., PNAS 2022



La source

THE ECONOMIST. Dans sa rubrique "Graphic Detail", l'hebdomadaire britannique traite de l'actualité à l'aide d'infographies. Celle-ci, publiée le 14 février, s'appuie sur une étude concernant les inégalités intersectionnelles dans le

monde universitaire aux États-Unis, parue dans la revue PNAS. Cette visualisation permet par exemple de voir que les femmes, qu'elles soient noires, latinos ou blanches, sont surreprésentées dans les domaines de la santé et de la psychologie.

360



MAGAZINE

Allo maman, burn-out	• Musique	52
Travail plein champ	• Cinéma	53
La mystérieuse grotte des nageurs	• Histoire	...	54

FAUT-IL BOYCOTTER LA CULTURE RUSSE ?

Films déprogrammés, concerts annulés, contrats rompus avec des théâtres ou des orchestres : soucieuses d'exprimer leur soutien aux Ukrainiens, les institutions culturelles sont nombreuses, en Occident, à réexaminer leurs liens avec la Russie. Certaines déprogramment des œuvres au seul motif qu'elles proviennent de la patrie de Vladimir Poutine. Vont-elles trop loin ?



↓ Dessin d'Ale+Ale, Italie
pour **Courrier international**.

SOURCE



FINANCIAL TIMES

Londres, Royaume-Uni

Quotidien, 110 000 ex.

[ft.com](https://www.ft.com)

Fondé en 1888, ce journal à l'origine
destiné "aux investisseurs honnêtes

et aux courtiers respectables"
est aujourd'hui le quotidien financier
et économique de référence en Europe.
Immédiatement reconnaissable à son
papier rose saumon, il a été racheté
par le groupe japonais Nikkei en 2015.



—Financial Times Londres

L'art ne devrait pas être une arme, mais un pont", a déclaré Maximilian Maier, un animateur de la radio bavaroise BR Klassik, après l'annonce du limogeage de Valeri Guerguiev, le célèbre chef de l'orchestre philharmonique de Munich, réputé proche de Poutine. Les évictions de Gerguiev des autres postes prestigieux qu'il occupait en Europe [il était entre autres le directeur musical de l'Orchestre du Verbier Festival, en Suisse, et du festival d'Édimbourg, en Écosse] ont très vite suivi, ouvrant la voie à une vague de sanctions culturelles contre des musiciens, interprètes et artistes russes.

La communauté artistique occidentale a réagi de façon remarquablement unanime à l'invasion russe de l'Ukraine. Comme me l'a dit le chef d'orchestre Semion Bytchkov, né en Russie : "Je n'avais pas vu une telle unité dans notre façon de voir les choses depuis la chute du mur de Berlin."

Impuissant à d'autres égards, le monde des arts fait tout ce qui est en son pouvoir pour exprimer son indignation en braquant son regard sur les Russes qui évoluent en son sein. Des dizaines de personnalités ont présenté leur démission, ont été écartées de leurs fonctions, ou bien ont vu leurs expositions, la projection de leurs films ou leurs spectacles retirés des programmes. Des représentations prévues de longue date, comme celles du Bolchoï au Royal Opera House de Londres, ont été annulées, et des célébrités de toutes les nationalités se sont exprimées.

La Russie elle-même a enregistré une série de démissions de premier plan, comme celle d'Elena Kovalskaïa, directrice du théâtre d'État et du centre culturel Vsevolod Meyerhold de Moscou, qui a expliqué son départ sur Facebook avec un courage rare : "On ne peut accepter ni de travailler pour un assassin ni d'être payé par lui."

La démission la plus marquante a sans doute été celle de Tougan Sokhiev, qui a annoncé quitter à la fois son poste de directeur musical au théâtre Bolchoï et celui qu'il occupait en parallèle à l'orchestre national du Capitole, à Toulouse, jugeant que le maire de cette ville l'avait placé dans une position "intenable" en lui demandant de s'exprimer sur l'invasion de l'Ukraine. Sokhiev a préféré renoncer à ses fonctions plutôt que de dénoncer les actions de Poutine. Mais le statut du Bolchoï, cœur de l'amour-propre culturel russe, en dit long sur la signification de sa décision.

Voilà qui porte un sacré coup à l'idéal de l'art comme "pont". En réalité, il a toujours, d'une manière ou d'une autre, été utilisé comme une arme. Mais boycotter les artistes russes ou les forcer à condamner la guerre peut-il avoir un impact quelconque, surtout face à un Kremlin qui se fiche notoirement de tomber en disgrâce aux yeux du reste du monde ?

Le pianiste russe Alexander Melnikov [qui vit à l'étranger] n'est guère optimiste. "Je sais comment fonctionne mon pays, confie-t-il. Lorsqu'ils sont acculés, les Russes resserrent les rangs encore plus fort autour de leurs chefs." Pour lui, les discriminations à l'encontre des artistes russes "ne sont pas positives. Elles sont même hautement préjudiciables." En Russie, poursuit-il, de telles actions sont accueillies au cri de "Vous voyez ce qu'ils font ?" et ne font que jeter de l'huile sur le feu de l'antioccidentalisme. Il ajoute qu'à son retour dans son pays, Guerguiev a été salué par les autorités russes comme un patriote et un héros.

Melnikov n'est pas le seul à s'interroger sur la pertinence de la réaction du monde des arts. Ilya et Emilia Kabakov, des artistes ukrainiens connus dans le monde

entier, qui vivent à New York depuis de nombreuses années, déclarent "ne pas croire" aux sanctions culturelles, mais au pouvoir des liens tissés par la culture lorsque les politiciens échouent.

Certains sont moins convaincus du pouvoir de l'art dans de telles situations. Les artistes Kirill Savetchenkov et Alexandra Soukhareva ont annoncé leur retrait du pavillon de la Russie à la prochaine Biennale de Venise [qui sera inaugurée le 23 avril] : "Il n'y a pas de place pour l'art lorsque des civils meurent sous les tirs de missiles", ont-ils écrit sur Instagram. La célèbre soprano Anna Netrebko, à qui il est arrivé par le passé de manifester son soutien à Poutine, s'est quant à elle retirée de tous ses engagements à venir : "Ce n'est pas le moment pour moi de faire de la musique et de me produire sur scène", a-t-elle déclaré sur les réseaux sociaux.

Melnikov et Bytchkov soulignent également que, comme dans toutes les guerres, s'en prendre aux artistes entraîne des dommages collatéraux. Exiger d'une personne qu'elle prête allégeance d'une façon ou d'une autre, sous peine de perdre son emploi, a des relents de mac-carthisme. Et s'en prendre à des innocents, comme le pianiste Alexander Malofeev, âgé de 20 ans, qui a vu ses représentations au Canada annulées sans autre raison que sa nationalité, ne sert à rien et inquiète de plus en plus.

Bytchkov, 69 ans, a quitté l'Union soviétique en 1975 et a beaucoup à dire sur les erreurs à ne surtout pas commettre, même quand les intentions sont bonnes. "Nous [la communauté artistique en Occident] faisons tout ce que nous pouvons – y compris des choses que nous ne devrions pas faire." Parmi elles, l'annulation par l'opéra national de Pologne de toutes les représentations du Boris Godounov de Moussorgski [une œuvre dans laquelle le compositeur russe met en scène une version imaginaire d'un tsar bien réel du XVII^e siècle], au motif que "dans des temps tels que ceux que nous vivons, l'opéra se tait". Bytchkov confie que cette décision lui a fait "froid dans le dos". Le thème de cette œuvre, poursuit-il, est l'autocratie et ses dangers. Dans le final se trouve une indication scénique célèbre : "Le peuple se tait."

Au lieu de le déprogrammer, "ils devraient proposer cet opéra dix fois par jour !" s'exclame Bytchkov. Cette phrase, "Le peuple se tait", est éloquente. On connaît les terribles punitions encourues par les Russes qui osent parler. À l'instar de Bytchkov, beaucoup saluent le courage extraordinaire de ceux qui osent le faire, comme Lev Dodine, l'un des plus grands metteurs en scène du monde, directeur du théâtre Maly de Saint-Petersbourg. Âgé de 77 ans, il a adressé à Poutine une lettre ouverte bouleversante qui se termine par ces mots : "Arrêtez. Je vous en supplie."

Malheureusement, les annulations de spectacles, comme celles survenues au Canada et à Varsovie, sont de plus en plus fréquentes [on peut aussi citer le retrait de deux partitions de Tchaïkovski initialement programmées lors d'un concert de l'orchestre symphonique de Zagreb, en Croatie, au début de l'offensive russe]. Mais beaucoup d'institutions de premier plan font preuve de plus de mesure. Le directeur général du Royal Opera House de Londres, Alex Beard, se veut très clair : personne ne doit être ciblé uniquement en fonction de sa nationalité. "Nous avons des musiciens russes et ukrainiens assis côte à côte dans l'orchestre, insiste-t-il, et il est hors de question de faire de la discrimination contre les ressortissants russes."

Mais il en va différemment des entités officiellement liées au gouvernement russe. "Il était moralement impossible, même si rien ne s'y opposait en pratique, d'accueillir une compagnie officielle", explique-t-il au sujet de l'annulation de la saison du Bolchoï. Il en va de même des artistes indépendants qui ont publiquement pris position en faveur des actions de Poutine. "À ma connaissance, tous les orchestres et producteurs, ou presque, ont adopté la même approche, ajoute-t-il. Il est très important de bien faire comprendre que nous ne sommes pas contre les Russes, mais contre les actions de Poutine." Le même courant traverse la majeure partie de la communauté des arts visuels.

Gros plan

Des "créas" russes privés de ressources

●●● Ils sont graphistes, photographes, musiciens; pas des grands noms de l'art, mais des créateurs reconnus dans leur milieu, avec parfois une audience ou des clients à l'étranger. Autant de professionnels, appartenant pour la plupart à la classe moyenne et pour beaucoup tournés vers l'international, que "la décision de certaines entreprises occidentales – parmi lesquelles des hébergeurs de sites, des éditeurs de logiciels, ou des fournisseurs de solutions de paiement – de cesser leurs activités en Russie a privés des moyens modernes de se faire rémunérer", constate **The New York Times** dans un article qu'il consacre à ces victimes collatérales des sanctions contre la Russie. "Pour les artistes visuels, la fermeture d'Instagram en Russie, le 12 mars, a signifié la perte d'une plateforme qui leur permettait de partager leurs portfolios, de vendre des tirages et d'entrer en contact avec des clients susceptibles de leur passer des commandes", explique, par exemple, le quotidien américain.

Il cite aussi le cas du groupe de musique Aloe Vera, dont le nom figurait depuis environ un an "sur une liste d'artistes interdits que les services de sécurité russes faisaient circuler auprès des salles de concert et des producteurs d'événements". Empêchés de se produire en Russie, les membres du groupe s'étaient appuyés sur la plateforme de financement participatif américaine Patreon pour "s'assurer un minimum de revenus et garder le lien avec leurs fans". Mais après le début de l'invasion, "Patreon a envoyé un mail à ses artistes installés en Russie pour leur dire de transférer immédiatement les montants dont ils disposaient sur la plateforme, en raison de la suspension des services PayPal, Visa et Mastercard, qui les empêcherait désormais d'accéder à leur argent". Patreon "permettait à ceux qui nous suivent de nous signifier qu'ils nous soutiennent, mais maintenant, ils ne peuvent plus payer leur abonnement [à notre espace]", explique l'une des membres du groupe.

DESSIN D'ALE-ALE, ITALIE POUR COURRIER INTERNATIONAL



Mais avec une différence : un assez grand nombre d'institutions artistiques internationales dépendent de fonds russes, même si ce n'est a priori pas évident. La plupart ont fait des déclarations prudentes, pesant chaque mot, sans vraiment condamner les actions du régime.

Les organisateurs de la foire d'art contemporain Cosmospow [un événement international organisé depuis 2014 à Moscou] ont ainsi déclaré que *“la tragédie humaine et politique qui se déroule actuellement nous concern[ait] tous”* – une formulation évasive, qui ne contient aucune critique spécifique. Les Russes, après tout, ont plusieurs siècles d'expérience dans l'art de dire des choses qui ne disent rien. Seule la maison de vente aux enchères Phillips, détenue par des capitaux russes, qui a fait don de 7 millions d'euros à la Croix-Rouge ukrainienne, a osé employer des termes forts en affirmant *“condamner sans équivoque”* le régime de Poutine.

La guerre a également mis en évidence la présence importante d'oligarques russes dans le monde de l'art européen, non seulement en tant que collectionneurs et acheteurs, mais également en tant que donateurs ou mécènes, occupant même parfois des postes décisionnaires. La Royal Academy de Londres, par exemple, a rompu ses liens avec l'un de ses grands bailleurs et administrateurs, Piotr Aven (dont le nom figure sur la liste noire de l'Union européenne, mais pas sur celle du Royaume-Uni), et lui a remboursé le don qu'il lui avait adressé pour l'exposition en cours, consacrée à Francis Bacon.

Le prochain événement important dans le carrousel international de l'art est la Biennale de Venise, terrain de jeu des oligarques depuis longtemps. Le monde de l'art va guetter ceux qui s'y présenteront. L'immense yacht de Roman Abramovitch ne sera vraisemblablement pas amarré à son emplacement habituel, étant donné que la Biennale a banni tous les Russes ayant des liens officiels avec le gouvernement de Poutine. Le pavillon russe, quant à lui, n'ouvrira pas ses portes, suite à la démission de ses artistes et de son commissaire.

Les commissaires du pavillon ukrainien, Boris Filonenko, Lisaveta German et Maria Lanko, sont, eux, confrontés à d'immenses difficultés et dangers. Aux dernières nouvelles, Lisaveta German, enceinte de neuf mois, se trouvait toujours dans son appartement de Kiev, où elle attendait l'arrivée de son bébé. Maria Lanko a réussi à sortir d'abord de la capitale, puis du pays, en passant par l'ouest, avec 72 entonnoirs en bronze faisant partie d'une sculpture cinématique intitulée *La Fontaine de l'épuisement*. *Acqua*

“Il n'y a pas de place pour l'art lorsque des civils meurent sous les tirs de missiles.”

Kirill Savetchenkov et Alexandra Soukhareva,
ARTISTES RUSSES

Alta de Pavlo Makov. Ce dernier est resté à Kharkiv jusqu'à ces derniers jours, mais il a dû partir lorsque les bombardements russes sont devenus trop intenses.

Tous restent pourtant incroyablement déterminés et pleins d'espoir. *“La représentation de l'Ukraine lors de la Biennale est plus importante que jamais, écrivent-ils dans leur dernier communiqué. Alors que le simple droit à l'existence de notre culture est remis en cause par la Russie, il est crucial de montrer nos réalisations au monde entier.”*

D'autres personnalités ukrainiennes se battent sur le front culturel, notamment les vedettes de la scène musicale florissante du pays. Olga Korolova, une DJ connue dans le monde entier, a été forcée de quitter sa maison de Tchernihiv [dans le nord de l'Ukraine], détruite par les bombes. Elle utilise aujourd'hui son influence sur les réseaux sociaux pour faire connaître la vérité sur ce qui se passe, en particulier auprès de ses fans russes. *“Que les Russes ne voient pas la vérité a été un choc pour moi, a-t-elle déclaré à un journaliste de la BBC. Mes fans russes m'envoient des messages disant : ‘Ce n'est pas vrai. C'est un mensonge. Tous vos posts sont des mensonges. Ils ne veulent pas voir.’”*

Est-ce qu'aucune de ces réactions, aussi fortes soient-elles, ne peut avoir un effet sur le déroulement ou l'issue de la guerre ? Semyon Bytchkov répond à la question de manière poétique : *“Lorsque vous jetez une pierre dans l'eau, dit-il, les ondulations finissent par disparaître, mais les vibrations atteignent l'autre côté. C'est une chose qu'on ne peut pas mesurer, mais elle se produit.”* Pour Alex Beard, *“les actes de solidarité [envers l'Ukraine] et les sanctions contre le régime s'additionnent et se systématisent. La clé est de rester unis [...]. Aucun acte ne fera la différence à lui seul, mais au bout d'un moment, il y aura un impact.”*

— Jan Dalley
Publié le 12 mars

* En français dans le texte.



Des tableaux pris en otage ?

●●● L'État français peut-il saisir la collection Morozov ? Dès le début de l'offensive en Ukraine, les médias français se sont interrogés sur le devenir des 200 chefs-d'œuvre de l'art moderne qui, prêtés pour l'essentiel par des musées russes, sont exposés jusqu'au 3 avril à la Fondation Louis Vuitton, à Paris. En pleine vague de sanctions contre la Russie, la France allait-elle décider de conserver ces tableaux ? En avait-elle la possibilité juridique et la volonté politique ? Et qu'allaient décider les autres pays européens où se trouvent des œuvres prêtées par des musées ou des collectionneurs russes ? Le tabloïd russe **Moskovski Komsomolets** s'est voulu rassurant, le 13 mars :

“Non, les chefs-d'œuvre des collections russes qui sont actuellement exposés en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni ne pourront pas être pris en otage.” Seuls les tableaux prêtés à titre privé par des propriétaires russes inscrits sur les listes de personnalités visées par les sanctions européennes pourraient éventuellement être saisis. Les œuvres présentes en Europe sont en outre protégées par les conventions internationales et *“personne n'a l'intention de les enfreindre”*, assure le journal.

Selon le tabloïd, le problème des œuvres prêtées est ailleurs. Il est de nature logistique : *“Comment le musée de l'Ermitage [de Saint-Petersbourg] rapatriera-t-il d'Italie son Picasso, son Titien et 23 autres tableaux [prêtés à des musées de Rome et de Milan, et dont la Russie a demandé le retour] si les voies de transport sont fermées ? Par quels mers et océans transporter les chefs-d'œuvre russes ? Et qui paiera ? Dans le cas de la collection Morozov, les Français accepteront-ils de déboursé une somme plusieurs fois supérieure à celle prévue initialement pour rapatrier les tableaux sur le sol russe ? Ou bien ces frais devront-ils être pris en charge par le ministère de la Culture russe ?”*

Les mots de Poutine

●●● Fidèle à sa rhétorique inspirée de la Seconde Guerre mondiale, le maître du Kremlin a comparé les mesures prises par l'Occident aux autodafes nazis. *“La dernière fois, ce sont les nazis en Allemagne, il y a près de quatre-vingt-dix ans, qui ont mené une telle campagne de destruction d'une culture indésirable. On se souvient bien des images des livres brûlés sur les places publiques”*, a-t-il dit, le 25 mars.



DU GRAND ÉCART À LA RUPTURE

La Russie est historiquement une référence absolue pour la danse classique. Si bien que même la guerre froide n'avait pu empêcher le rayonnement du Bolchoï. La guerre en Ukraine, elle, change la donne.

—The Spectator Londres

Pendant la guerre froide, la danse classique était un pont doré reliant l'URSS à l'Occident. Les chefs d'État en visite à Moscou étaient régulièrement invités au Bolchoï, à un jet de pierre du Kremlin, pour voir les meilleures danseuses russes, comme Galina Oulanova et Maïa Plissetskaiïa. Cette dernière avait raconté s'être sentie comme un oiseau dans une cage dorée, exposé pour le plaisir des dignitaires en visite. Mais si le ballet était l'une des rares choses partagées par les dirigeants des deux côtés du rideau de fer, les événements de ces derniers jours laissent à penser que ce lien entre la Russie et l'Occident pourrait disparaître.

Les ballets du Bolchoï et du théâtre Mariïnski [à Saint-Pétersbourg] se produisent régulièrement à l'étranger depuis la première représentation donnée en Occident, à Londres, en octobre 1956. Mais ce ne sera pas le cas cette année. La saison estivale prévue par le Bolchoï à la Royal Opera House [de Londres] a été annulée avant même son annonce officielle. La tournée britannique de 84 dates par le Ballet de Sibérie, plus modeste, a été interrompue fin février alors qu'il restait encore neuf dates. Ensemble Productions, les organisateurs du gala annuel de danse *Ballet Icons Gala*, qui devait avoir lieu le 13 mars au Coliseum Theatre de Londres, a retiré tous les danseurs russes du programme. Ces derniers avaient pourtant fait un communiqué pour condamner l'invasion de l'Ukraine par la Russie, déclarant sans ambiguïté refuser de "travailler pour des organisations gouvernementales russes." Le Coliseum a quand même annulé l'événement.

Parallèlement, la Scala de Milan a rompu son contrat avec Valeri Guerguiev, qui devait diriger *La Dame de pique* de Tchaïkovski [un opéra de 1890]. Le célèbre chef avait refusé de s'exprimer sur la guerre en Ukraine. La soprano russe Anna Netrebko, ne chantera pas non plus le rôle-titre d'*Adriana Lecouvreur* de Cilea à La Scala. Aux rumeurs qui la disaient malade, elle a répondu sur les réseaux sociaux : "Je suis en pleine forme mais je ne viendrai pas. Forcer les artistes, ou toute personnalité publique, à exprimer leurs opinions en public et à critiquer leur pays d'origine est inadmissible."

Silence éloquent. Le Met, à New York, a remplacé Anna Netrebko dans les représentations de *Turandot* de Puccini. Du jour au lendemain, tout le travail mis en place depuis dix ans pour ouvrir le ballet russe à l'international s'est effondré. Le Britannique Xander Parish, qui dansait avec la troupe du Mariïnski depuis douze ans – et avait même été décoré de l'ordre de l'empire britannique [OBE] pour sa contribution au développement des relations culturelles entre le Royaume-Uni et la Russie –, ainsi que le danseur italien Jacopo Tissi, qui avait rejoint le Bolchoï en 2017, ont quitté la Russie. Deux danseurs brésiliens, David Motta Soares (premier soliste au Bolchoï) et Victor Caixeta (premier soliste au Mariïnski), sont également partis à cause de cette guerre qu'ils ne peuvent nommer ainsi en Russie.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a également compliqué la vie de Sergueï Polounine, qui peut sans doute se revendiquer comme l'un des plus célèbres danseurs au monde. Né à Kherson (la première ville ukrainienne tombée aux mains des Russes), Polounine s'est toujours envisagé comme russe. Dans une interview en 2019, il disait adorer Poutine, un "homme fort et héroïque", depuis sa plus tendre enfance. Polounine a

même le visage du président russe tatoué sur la poitrine. Depuis l'invasion de l'Ukraine, le danseur, qui s'est blessé lors de sa récente prestation dans la ville russe de Krasnoïarsk (un gala intitulé *Étoiles du ballet russe*), est resté silencieux. Mais avec une femme enceinte et un enfant en Russie, ainsi que de la famille qui vit encore à Kherson, on imagine mal ce qu'il pourrait dire. Parmi ses nombreux tatouages, il porte sur le dos des mains les symboles de la Russie (à droite) et de l'Ukraine (à gauche) [soit l'aigle bicéphale russe sur la main droite et le trident ukrainien sur la gauche]. S'il les rapproche, les deux pays sont unis métaphoriquement. C'est aussi l'intention de son héros [Vladimir Poutine], qui préfère cependant les bombes et les balles plutôt que les poignées de main.

Quel sera l'avenir du monde du ballet? Jusqu'à présent, les exactions russes derrière le rideau de fer n'avaient pas été suivies d'un veto culturel de la part de l'Occident. Quand le Bolchoï s'est produit pour la première fois à Londres, en 1956, le public britannique a fait la queue pendant des jours pour acheter des places. Et ce, malgré la féroce répression du soulèvement ouvrier à Poznan, en Pologne, quelques mois auparavant.

Et au moment où la fièvre du ballet saisissait le Tout-Londres, la révolte de la Hongrie à Budapest était écri-sée dans le sang par l'Armée rouge. Le ballet a perdu son rôle de rapprochement entre les peuples, imper-méable à ce qui passe au-dehors. Polounine a toujours essayé de se concilier le public russe et occidental, et son silence est éloquent. Comme Guergiev, Netrebko et les danseuses et danseurs des ballets russes, il risque de passer le reste de sa carrière dans une cage dorée, derrière un nouveau rideau de fer.

—Graham Watts
Publié le 10 mars

Contexte

Étoile filante

●●● Coup de tonnerre au Bolchoï, le 16 mars. Olga Smirnova, l'une des grandes danseuses étoiles de l'institution moscovite, quitte la compagnie, rapporte le **Washington Post**. "Dans une prise de position courageuse mais risquée, Smirnova avait condamné la guerre en Ukraine la semaine précédente, dans un message sur la plateforme populaire Telegram." Le texte en question ne laisse planer aucune ambiguïté, la ballerine, citée par le quotidien américain, affirmant : "Nous ne pouvons rester indifférents à cette catastrophe mondiale [...] Je n'aurais jamais cru que j'aurais honte de la Russie." Rappelant une ascendance en partie ukrainienne (l'un de ses grands-pères), elle poursuit : "Désormais, j'ai l'impression qu'il y a un avant et un après. Ça me fait mal que des gens meurent, perdent le toit qui était sur leur tête ou soient forcés d'abandonner leur maison." Ted Brandsen, directeur artistique du Het Nationale Ballet, aux Pays-Bas, a indiqué ce jour-là être ravi d'accueillir la danseuse, "même si cela résulte d'une situation d'affreuse tragédie". Si le départ de stars occidentales des compagnies russes était prévisible – à l'instar du Brésilien Victor Caixeta quittant le Mariinski pour le même ballet d'Amsterdam –, celui d'Olga Smirnova constitue une surprise à la mesure de son envergure internationale.

← En 2016, alors qu'elle était encore membre du Bolchoï, Olga Smirnova interprétait *Le Lac des cygnes* sur la scène de la Royal Opera House, à Londres, avec son compatriote Denis Rodkine. Photo Robbie Jack/Corbis/Getty Images

L'auteur



GRAHAM WATTS
Patron du Construction Industry Council, qui représente les professionnels du secteur du bâtiment au Royaume-Uni, il se revendique aussi critique de danse et siège au sein de The Critics' Circle, l'institution qui remet notamment le prix annuel des National Dance Awards.



DANS NOS ARCHIVES
courrierinternational.com

Valeri Guergiev : ne tirez pas sur le chef d'orchestre! Le renvoi du maestro russe de l'Orchestre philharmonique de Munich a été accueilli avec réserve en Allemagne. Le quotidien **Süddeutsche Zeitung** explique pourquoi cette décision est triste et incohérente.

Cinéma

Chacun cherche sa loi

●●● Dans les premiers jours de l'offensive en Ukraine, des appels à boycotter le cinéma russe ont retenti en Occident. Les festivals de cinéma de Glasgow, en Écosse, et de Stockholm, en Suède, ont annoncé qu'aucun film ayant bénéficié de fonds publics russes ne figurerait au programme de leur édition 2022. "D'autres festivals européens se sont montrés plus circonspects", relève **Variety**, magazine américain spécialisé dans l'actualité du 7^e art. Le Festival de Cannes, dont la prochaine édition doit se tenir du 17 au 28 mai, a ainsi décidé "de ne pas accueillir de délégations officielles venues de Russie ni d'accepter la présence de la moindre instance liée au gouvernement russe". Comme le souligne **Variety**, cette politique, également adoptée par la Mostra de Venise, "laisse la possibilité à des cinéastes russes de participer à titre individuel", sous réserve qu'ils condamnent l'offensive lancée par Vladimir Poutine. La conduite à suivre vis-à-vis de leurs collègues russes divise jusqu'aux professionnels du cinéma ukrainiens. Dans une lettre ouverte publiée par **Variety**, le producteur Denis Ivanov (*The Tribe* de Myroslav Slaboshpytskyi, *Donbass* de Sergéi Loznitsa, *Rhino* d'Oleg Sentsov...) ne mâche pas ses mots et appelle à un boycott total, "jusqu'à ce que le gouvernement russe soit traduit devant la Cour internationale de justice de La Haye". Son argumentaire est simple : projeter un film ayant profité d'aides publiques russes reviendrait à laisser s'afficher, au générique, les logos d'institutions liées à un État que le producteur juge "responsable du génocide des Ukrainiens". Pas question! Quant au cinéma indépendant ou "d'opposition", il n'existe selon Ivanov que sur le papier, les autres films ayant été soit financés par des oligarques proches de Vladimir Poutine, soit tournés avec l'assentiment tacite du maître du Kremlin. Un point de vue que ne partage pas Sergéi Loznitsa. Le réalisateur de *Donbass* s'est vu accusé

de "manque de loyauté" et exclu de l'Académie cinématographique d'Ukraine pour s'être opposé au boycott dans une lettre ouverte publiée elle aussi dans le magazine **Variety**. "On ne doit pas juger les gens sur la base de leur passeport, mais sur leurs actes", écrivait-il. Un autre grand cinéaste ukrainien, Oleg Sentsov, détenu en Russie de 2014 à 2019 pour avoir dénoncé l'annexion de la Crimée par les Russes, a quant à lui choisi un autre terrain de bataille : il a pris les armes pour défendre son pays.

Quels films à l'affiche en Russie ?

●●● C'est l'autre forme que prend le boycott occidental. "Les leaders de l'industrie cinématographique mondiale ont interrompu leurs activités en Russie", écrit le journal russe **Nezavissimaïa Gazeta**. Les studios hollywoodiens Sony, Disney, Paramount et Universal se sont retirés du marché local, annulant les sorties prévues de blockbusters comme *The Batman* de Matt Reeves ou *Les Animaux fantastiques : les secrets de Dumbledore* de David Yates. Fin mars, Netflix ne sera également plus accessible. La plateforme a par ailleurs interrompu ses projets russes, notamment la production de la série *Anna K*, adaptée du roman *Anna Karénine*. Dans ce contexte, les distributeurs russes, à peine remis des conséquences de la pandémie de Covid-19, risquent la faillite, et il n'est pas exclu que de nombreux complexes de salles de cinéma ferment définitivement leurs portes, souligne le quotidien russe. Pour occuper les écrans, on doit ressortir des tiroirs des succès russes des dernières années, voire antérieurs. Une situation idéale pour promouvoir le cinéma national, ironise le journal. Mais "sans les sorties occidentales, notre marché est condamné à mourir", car "aujourd'hui, il n'y a presque rien à diffuser", écrit-il encore. Quel serait l'intérêt de repasser des échecs commerciaux?



DES PLUMES RUSSES BIEN TREMPÉES

Depuis le règne de Catherine II, les écrivains russes n'ont cessé de subir pressions, censure et persécutions. Alors que Poutine veut faire taire toutes les voix dissidentes dans son pays, il est plus urgent que jamais de les lire et les relire.

—La Lettura Milan

Bâillonnée, censurée, persécutée, la culture russe n'a jamais cessé de s'opposer au pouvoir. Le pouvoir quant à lui, du Paléolithique jusqu'à nos jours, quelle que soit sa couleur, veut toujours la même chose : l'approbation ou le silence. De tous les pays européens, la Russie est certainement celui où la répression culturelle a fait couler le plus de sang : son histoire est constellée de chefs despotiques qui ont violemment fait taire toute forme de dissidence.

À commencer par l'impératrice Catherine II la Grande, à la fin du XVIII^e siècle : après avoir courtoisé et financé les encyclopédistes français, après avoir ouvert les portes de ses palais à Voltaire et à Diderot, quand elle s'aperçoit que les Lumières mènent tout droit à la Révolution et à la guillotine, elle conçoit ce qui a peut-être été le premier rideau de fer de l'histoire et jette libres penseurs, opposants et dissidents dans ses geôles.

Son petit-fils, Alexandre I^{er} [sur le trône de 1801 à 1825], ne fait pas mieux : si, il est vrai, il bat Napoléon et libère l'Europe d'un tyran, il comprend trop tard que ses officiers, tandis qu'ils fêtent la victoire dans les rues de Paris, respirent à pleins poumons l'air séditionnel des Jacobins et des Girondins. De retour dans leur patrie, ses soldats fomentent la première et unique vraie révolution

du XIX^e siècle russe : l'insurrection décembriste. En décembre 1825, une poignée d'officiers de haut rang et d'aristocrates descendent dans la rue, devant le palais d'Hiver, au cri de : «*À bas l'autocratie, vive la Constitution!*» Aussitôt, la répression est inflexible : qui, parmi les insurgés, réussit à éviter la potence est condamné à l'exil à perpétuité dans la lointaine Sibérie.

Envie de liberté. Après ce fatidique mois de décembre, l'empereur Nicolas I^{er}, son successeur [de 1825 à 1855], écrase la Russie sous une chappe de plomb. Pendant trente années, le pays ne respire plus. Police, police secrète (dont la célèbre troisième section [une officine au service de la chancellerie impériale]), espions, délateurs, comités de contrôle passent à la loupe le moindre écrit. Alexandre Pouchkine fait l'objet d'une surveillance toute particulière : il n'écrit pas une ligne, pas un vers qui ne soit examiné, soupesé, disséqué. Son *Boris Godounov* doit attendre trente ans avant de pouvoir être créé sur scène, et son roman *Eugène Onéguine* est caviardé de tout un chapitre. Nicolas Gogol ne fait pas exception : un long passage des *Âmes mortes* disparaît. Quant à Fiodor Dostoïevski, étoile montante de la nouvelle prose, il est condamné à mort (avant d'être gracié et envoyé aux travaux forcés) pour avoir osé s'élever, dans un cercle d'amis, contre la censure.

Le nouveau tsar, Alexandre II [1855-1881], avec une lenteur extrême et sans intelligence, met en œuvre des réformes indispensables (notamment l'abolition du serfage : la Russie était le dernier pays européen à avoir une forme légale d'esclavage). Mais la censure ne desserre pas sa poigne : Ivan Tourgueniev se voit reprocher son roman *Pères et fils*, parce qu'il parle avec trop de ferveur des nihilistes (même si son personnage Bazarov meurt sans gloire). Dostoïevski est contraint de tailler un chapitre entier des *Démons*. Quant à Léon Tolstoï, il doit sacrifier l'épilogue d'*Anna Karénine*, parce qu'il parle trop librement de la guerre russo-turque [qui opposa, en 1877 et 1878, l'Empire russe à l'Empire ottoman]. Il subit, en outre, les attaques de l'Église orthodoxe, qui désapprouve sa conception du christianisme et qui, en l'excommuniant avec éclat, s'allie à la police du tsar.

Malgré tout, de 1850 à 1880, alors que la prose russe est à son zénith – et même s'ils usent de la prudence nécessaire pour éviter les foudres de la censure –, jamais les écrivains ne cessent de faire entendre leur voix, leurs protestations, leur envie de liberté, cette conviction selon laquelle l'homme ne peut vivre que dans une société tolérante.

La révolution de 1917 semble réaliser le rêve de tous : fini la censure, les contrôles, les bureaucrates tsaristes bouffis d'orgueil. Mais cela ne dure qu'un temps. Les bolcheviques aussi veulent ce que cherchent tous les régimes autoritaires : l'approbation.

La répression commence en 1920 : le poète Nikolaï Goumïlev, le mari d'Anna Akhmatova [l'une des plus grandes poétesses du XX^e siècle], finit devant le peloton d'exécution parce qu'il s'oppose à la «*dictature du prolétariat*». Deux ans plus tard, de grands penseurs, philosophes et universitaires dissidents sont embarqués sur un bateau et envoyés en Occident pour ne pas perturber le nouveau régime. Vladimir Maïakovski est le chantre de la poésie révolutionnaire, jusqu'à ce qu'il se rende compte que, des cendres du tsarisme, naît aussitôt une

↑ Vladimir Maïakovski a lui-même dessiné ces esquisses de costumes pour sa pièce *Le Mystère-Bouffe*.
Photo AKG Images

génération tout aussi intolérante, si ce n'est davantage, de tyrans, qui, avec une fureur encore plus sadique, étouffe toute voix dissidente : ses pièces *La Punaise* et *Bains publics* dénoncent ouvertement la naissance d'un nouveau conformisme, plus rustre que celui de la bourgeoisie tant décriée d'avant la révolution. S'il se tire une balle dans la tête [en 1930], ce n'est pas pour une femme : c'est parce qu'il asphyxie, qu'il se sent pris au piège.

C'est dans le même piège que, dès ses débuts, se débat Mikhaïl Boulgakov, dont est censurée la dernière partie du premier roman, intitulé *La Garde blanche* : il n'a d'autre choix que de le publier à l'étranger. Ses œuvres fantastiques ne trouvent pas davantage grâce aux yeux du régime : de *Cœur de chien* aux *Ceufs du destin*, affleure toute la vulgarité, la stupidité de l'*Homo sovieticus*. Pour survivre, il finit par travailler comme metteur en scène au théâtre d'art de Stanislavski [à Moscou] et il garde précieusement de côté *Le Maître et Marguerite* [son chef-d'œuvre], que l'on ne pourra lire que plus de vingt ans après sa mort.

Le suicide de Maïakovski marque le début de vingt longues et atroces années de stalinisme. Poètes et romanciers, peintres et réalisateurs, musiciens et scientifiques, tous sont broyés par le dictateur. Impossible de dévier d'un iota de la ligne du parti : quiconque ose dénoncer

Il suffit d'une phrase,
d'une allusion
pour être aussitôt arrêté,
condamné. Effacé.

les fêlures toujours plus profondes du régime est réduit au silence. Une génération entière est massacrée. Une culture formidable, écrasée. Il suffit d'une phrase, d'une allusion pour être aussitôt arrêté, condamné. Effacé. Direction la Sibérie. Plutôt que de finir au peloton d'exécution comme les intellectuels Isaac Babel et Vsevolod Meyerhold, ou déporté dans un camp comme l'écrivain Ossip Mandelstam, ou encore pendu au bout d'une corde comme la poétesse Marina Tsvetaïeva [suicidée en 1941], mieux vaut être réduit au silence, ostracisé, effacé, comme Anna Akhmatova qui, pendant trente ans, ne parvint pas à faire publier un seul vers, ou Boris Pasternak [l'auteur du célèbre *Docteur Jivago*] qui vécut de traductions et d'obscurs travaux rédactionnels.

Un jeune écrivain prolétaire, Vassili Grossman (1905-1964), qui tente en vain de publier sa magistrale saga sur la Seconde Guerre mondiale, *Vie et destin*, a un jour le courage de dire que la seule différence entre les camps staliniens et les camps hitlériens, c'est qu'à l'entrée des premiers, se trouvent le marteau et la faucille, tandis qu'à l'entrée des seconds, s'étale la croix gammée. Mais que les deux sont aussi violents.

La disparition du dictateur en 1953 est un soulagement pour le peuple russe, mais il est de courte durée. *Le Docteur Jivago* est interdit [en 1956]. Toute cette affaire absurde autour du roman, depuis la fuite à l'étranger du manuscrit, l'opposition inébranlable à son endroit de tous les Partis communistes, y compris en Italie, les pressions du régime sur Pasternak pour qu'il refuse le prix Nobel, font comprendre que les choses n'ont pas changé. Et si, grâce à la distraction d'un censeur peu zélé, la revue littéraire *Novy Mir* publie le court roman *Une journée d'Ivan Denissovitch* – où, pour la première fois, on parle ouvertement du goulag –, la censure fait immédiatement taire son auteur, Alexandre Soljenitsyne, dont les romans suivants,

depuis *Le Pavillon des cancéreux* jusqu'au *Premier Cercle*, ne paraissent qu'à l'étranger. Les poètes aussi continuent d'être harcelés : en 1964, Nikita Khrouchtchev [au pouvoir de 1953 à 1964] fait arrêter Joseph Brodsky, jeune disciple d'Anna Akhmatova, au motif que, poète, il est un parasite social. Plus tard, Léonid Brejnev [1964-1982] le chassera du pays, le privant à vie de sa citoyenneté russe. En Union soviétique, écrire des vers est un métier interdit.

1991. Chute de l'URSS. Les choses ont-elles changé? Guère. Pour preuve, l'assassinat en 2006 de la journaliste Anna Politkovskaïa [qui travaillait essentiellement sur la Tchétchénie]. En Russie, écrire, mais aussi filmer, peindre, mettre en scène, restent des actes dangereux.

Le plus surprenant, c'est que, même chez nous, en Italie, on pense "inopportun" de parler d'un écrivain russe comme Dostoïevski [référence à une polémique née en Italie au début du mois mars, après que l'université de Milan-Bicocca a décidé du report d'un cours consacré au grand romancier russe, jugeant sa programmation mal choisie en raison de l'émotion provoquée par l'invasion russe en Ukraine]. "Inopportun"? Je dirais au contraire plus "opportun" que jamais. Aucune culture n'a jamais eu autant de courage que la culture russe pour s'opposer ainsi aux tyrans, aux diktats et aux bâillons.

— Fausto Malcovati
Publié le 13 mars

ÉDITION SPÉCIALE

32 pages

Courrier international

ÉDITION SPÉCIALE
du 25 mars 2022
courrierinternational.com
2,50 €

**UKRAINE
PENSER
LA GUERRE**

Historiens, écrivains, poètes...
Une sélection de réflexions
sur le conflit en cours publiées
dans la presse étrangère.

Chez votre marchand de journaux

culture.



—The Wall Street Journal
(extraits) New York

En dénonçant sur les réseaux sociaux le flot de posts TikTok et Instagram qu'elle doit publier pour promouvoir ses morceaux, la chanteuse [américaine] Chelsea Cutler a déclenché un débat autour du burn-out dans le monde de la musique.

“C'est épuisant de devoir réfléchir en permanence à la façon de transformer mon quotidien en ‘contenu’”, écrit l'autrice-compositrice-interprète de 25 ans, qui connaît un succès croissant et se produira au festival de Coachella [en avril prochain]. Son message n'a pas laissé indifférent. D'autres stars de la chanson ont salué sa franchise. “Ily a eu un élan d'approbation dans la communauté des artistes”, témoigne Maggie Rose, autrice-compositrice-interprète de 33 ans originaire de Nashville. “On aurait dit à la fois un cri de ralliement et un soupir de soulagement.”

La maîtrise des réseaux sociaux est aujourd'hui indispensable pour les stars de la pop, mais certains artistes en ont assez. Les pontes du secteur les poussent à alimenter constamment leurs comptes TikTok, Instagram et Twitter, et les chanteurs regrettent de ne plus avoir suffisamment de temps pour se consacrer à l'écriture et à la scène. La pression est particulièrement forte pour les artistes émergents ou au succès modeste, qui ne comptent pas suffisamment de fans pour embaucher une équipe à qui confier leurs publications en ligne.

Gagner sa vie grâce à la musique n'a jamais été facile. Qu'il s'agisse de distribuer des flyers annonçant des spectacles ou de se lever de bonne heure pour une interview à la radio ou le tournage d'un clip, l'autopromotion est indispensable. Et la pandémie a aggravé la situation, car une bonne partie du marketing se fait désormais en ligne.

À en croire certains artistes, dirigeants et experts du secteur, le problème ne se résume toutefois pas à la pandémie : la démocratisation de la musique a un coût. Grâce à leur ordinateur portable, au streaming et aux réseaux sociaux, les artistes peuvent désormais créer, sortir, diffuser et promouvoir leurs morceaux sans l'aide des labels. Un contenu devenu viral sur YouTube ou TikTok permet d'accéder au succès sans passer par les décionnaires traditionnels.

Pourtant, se construire une carrière – et une vie – stable est sans doute plus difficile aujourd'hui. Le streaming ne rapporte pas autant que les CD autrefois, et le système incite les artistes à rester au centre de l'attention afin de s'assurer des écoutes régulières. Spotify affirme reverser déjà environ 70 % de ses recettes aux détenteurs des droits des morceaux, notamment les labels. Mais même si cette part venait



Allô maman, burn-out

Les musiciens ont toujours assuré une part d'autopromo. Mais à l'ère des réseaux sociaux, certains ont l'impression de consacrer davantage de temps au marketing qu'à leur art.

à augmenter, les revenus des artistes resteraient globalement à la baisse, en raison de l'excès de chanteurs et de contenus.

En 2020, 5 millions d'artistes ont produit eux-mêmes leurs morceaux. Cela représente une hausse d'environ 30 % par rapport à l'année précédente – une croissance supérieure à celle des recettes générées par le streaming sur la même période, d'après MIDiA Research, cabinet d'analyse spécialisé dans le monde du divertissement. Plus de 60 000 nouveaux titres sont ainsi ajoutés chaque jour sur Spotify, à en croire les représentants de la plateforme.

Pour se démarquer, certains artistes ont choisi de publier des morceaux plus régulièrement, privilégiant la quantité à la qualité. Beaucoup d'entre eux craignent en effet de voir chuter leur nombre d'écoutes mensuelles s'ils ne

sortent pas fréquemment de nouvelles chansons sur Spotify et Apple Music.

De même, la publication de contenus à un rythme effréné sur les réseaux sociaux permet aux artistes de rester présents dans l'esprit des fans susceptibles d'écouter leurs morceaux sur les plateformes de streaming, d'acheter des places de concert ou de s'arracher les produits dérivés. Les chanteurs doivent se consacrer à leur image autant qu'à leur art.

Il ne se passe pas une séance d'écriture ou d'enregistrement, ni aucune réunion avec les labels – “aucun appel, même !” – sans que le nom de TikTok ne soit prononcé, témoigne Noah Kahan, 25 ans, qui,

Certains artistes se voient conseiller de publier une vidéo par jour sur TikTok.

↳ Dessin de Magee
paru dans The Guardian,
Royaume-Uni.

comme Chelsea Cutler, a signé un contrat avec Republic Records. Certains représentants de maisons de disques lui ont conseillé de publier une vidéo par jour sur TikTok, qu'elle soit liée à la musique ou non.

Si la plateforme permet de s'adresser plus facilement au public et de tester de nouveaux morceaux, Noah Kahan estime que TikTok a altéré son processus créatif de manière “extrêmement problématique”. Désormais, il passe plus de temps à chercher des couplets et des refrains accrocheurs qu'à achever ses chansons. Il prévient : “Les jeunes artistes ou auteurs qui ont besoin de temps, d'espace, de contemplation et d'intimité pour composer de beaux morceaux vont passer un sale moment sur les réseaux.”

L'autrice-compositrice-interprète originaire de Nashville, Maggie Rose, dit avoir fait la paix avec les réseaux sociaux, mais ressent encore “un sentiment de culpabilité persistant” car elle ne publie pas assez. “On se heurte souvent à une même réaction de la part d'autres membres du secteur qui nous disent : ‘Vous ne devez pas être si motivés que ça, alors.’ C'est exaspérant.”

Il est très difficile d'anticiper quels types de contenus auront du succès sur les réseaux sociaux, et c'est une source de frustration supplémentaire pour les artistes, qui ne savent pas toujours si le temps qu'ils consacrent aux plateformes se traduira par des retombées financières. Après tout, c'est en critiquant les réseaux sociaux que Chelsea Cutler a créé l'effervescence en ligne.

Parler ouvertement du burn-out pourrait faire avancer les choses. Mais de nombreux artistes craignent de passer pour des enfants gâtés s'ils se plaignent de ce que beaucoup considèrent comme un métier de rêve.

Un suivi ultra-personnalisé – discuter chaque semaine de la charge de travail des artistes, par exemple – peut permettre d'apaiser le burn-out, explique Tamar Kaprelian, cocréatrice et directrice générale de Nvak Collective, un petit label indépendant qui affirme placer le bien-être des artistes au premier plan. Le label a notamment trouvé un psychologue pour l'une de ses chanteuses, Talia Lahoud, qui souffrait de dépression. La chanteuse s'est accordé un mois de pause, sans écriture et sans enregistrement, et a repoussé la sortie d'un single. “Nous avons attendu, raconte Tamar Kaprelian. On lui a dit de nous prévenir lorsqu'elle se sentirait mieux.”

Chelsea Cutler, elle, déchargeait son mal-être sur sa petite amie. C'est cette dernière qui a encouragé l'artiste de pop-électro à exprimer son ressenti sur Instagram, auprès de ses 300 000 abonnés. “[Le marketing], ce n'est pas mon boulot, et je ne veux pas que ça le devienne, confie la chanteuse. Ce n'est pas ça que je sais faire.”

—Neil Shah
Publié le 23 février

plein écran. 

↳ Cristian Borges dans le rôle de Carlos. Photo Eurozoom



—Página 12 Buenos Aires

Travail plein champ

Avec une précision d'horloger, le cinéaste uruguayen Manuel Nieto Zas dissèque les relations entre un propriétaire terrien et un ouvrier agricole dans *Employé/Patron*, en salle le 6 avril.

Dans la scène d'ouverture d'*Employé/Patron*, troisième film du réalisateur uruguayen Manuel Nieto Zas, une femme se livre à un étrange rituel : elle fait bouger un bébé au rythme de chuintements, de sons scandés dans un mouvement crescendo. Le petit Bautista est enveloppé dans un linge, éloigné du cadre, à peine identifiable par les faibles gémissements qui émanent de lui. Tout ce cérémonial a l'air d'un jeu mais il est l'objet d'une recherche précise, de ce "syndrome" qui pourrait toucher l'enfant, et dont nous ignorons tout.

Cette scène résume à elle seule le regard de Nieto, qui convertit le cadre millimétré de sa mise en scène en un territoire instable, toujours en tension et en conflit, révélateur des frontières physiques et sociales, sans jamais sombrer dans les lieux communs ni figer les relations sociales. Présenté lors de la Quinzaine des réalisateurs du dernier Festival de Cannes, *Employé/Patron* fait preuve de la vigueur du nouveau cinéma uruguayen incarné par Nieto, capable de mettre en scène les origines profondes des inégalités latino-américaines dans une danse où coexistent désaccords et harmonies.

La scène du début se conclut par un diagnostic ambigu : Bautista est peut-être porteur du syndrome, peut-être pas, une incertitude qui crée au sein du couple composé de Rodrigo (Nahuel Perez Biscayart) et Federica (Justina Bustos) une angoisse, laquelle s'ajoute aux impératifs de la récolte imminente du soja. Rodrigo est le patron d'une exploitation agricole à la frontière entre l'Uruguay et le Brésil, il doit gérer le manque de travailleurs pour récolter le soja, trouver un chauffeur pour la moissonneuse-batteuse, respecter les délais fixés par son père et, en définitive, être à la hauteur de son héritage.

Malgré son apparence jeune et son attitude cool avec les employés, Rodrigo incarne un pouvoir qui – bien que dissimulé,

lorsqu'il se mêle au peuple, derrière une tenue décontractée, un joint partagé et des concerts de rock – reste toujours présent. Nieto construit patiemment le monde qui entoure son personnage, ses limites imprécises, la culpabilité de son personnage à exercer son autorité, et il lui offre un cadre ouvert et lumineux qui occulte les menaces que cachent les profondeurs, sous l'apparente clarté des jours ensoleillés. Pressé par des délais serrés et les exigences de son père (interprété par Jean-Pierre Noher), Rodrigo a besoin en urgence d'un conducteur d'engin agricole. Il s'aventure donc de l'autre côté du fleuve – et de cette frontière que signalent les mauvaises herbes et l'usage du portugol [mélange de portugais et d'espagnol] – pour suivre la piste de Lacuesta, un ancien employé de son père qui habite avec sa famille dans une région reculée. Lacuesta est âgé et souffre de problèmes de santé, il va donc proposer que son fils Carlos (Cristian Borges) le remplace.

Deux jeunes pères. Ce dernier a seulement 18 ans mais déjà une famille à charge. Entre les responsabilités de cette paternité précoce et l'adrénaline de la chasse au sanglier, Carlos trouve une échappatoire dans un unique rêve : participer à la course équestre de Santa Clara avec le meilleur cheval. Pour lui, la vie sur un tracteur, dans une petite cabane en bois au milieu des champs de soja, entre deux journées de travail, n'est qu'un préambule au triomphe auquel il aspire sans relâche. Tous deux pères, assiégés par le poids de leurs engagements, conditionnés par les exigences

parentales, Rodrigo et Carlos nouent un lien qui semble défier leurs places sociales et mettre à mal ces différences qui semblaient insurmontables au premier abord.

Comme dans ses films précédents, *La Perrera* (2006) et *Le Militant* (2013), Nieto explore les conflits de classes au-delà des représentations habituelles, en résistant à la tentation du manichéisme comme à l'irruption du conflit comme élément déclencheur. *La Perrera* mettait en scène la rencontre d'un jeune intellectuel de la classe moyenne uruguayenne avec les habitants d'une station balnéaire hors saison et la dynamique surprenante de chaque rencontre. Dans *Le Militant*, les tensions entre classes sociales émergeaient de manière plus floue, de la collision entre engagements militants et héritage paternel.

Nieto ne se contente pas de creuser les continuités qui définissent le panorama politique, économique et social latino-américain,

mais il s'extrait des enclaves citadines pour aller dans des territoires imprégnés de réalité et non de discours, il développe les positions de ses personnages, enrichit leurs aspirations, leurs dilemmes et aussi la conscience douloureuse de la place qu'ils occupent. Le parti pris de Nieto revient à placer le conflit comme un révélateur qui expose la fausse harmonie de cette coexistence. Ainsi, la relation nouée entre Rodrigo et Carlos est altérée par un accident du travail et ses conséquences tragiques, mais surtout par ses répercussions incertaines, qui cristallisent les différences jusqu'alors camouflées dans une aimable entente. Il est difficile de trouver ce ton sans tomber dans la manipulation, car ce qui retient l'attention de Nieto émane de l'intérieur des personnages.

Dans une scène où Carlos sert à manger à un groupe d'invités de l'estancia [grande ferme], l'un des convives lui réclame plus de whisky. Carlos s'exécute et remplit le verre à ras bord, à la demande de l'invité. Alors que le fâcheux tente de boire le whisky sans le renverser, Carlos se met à rire, un rire nerveux mais qui révèle aussi son propre triomphe sur ceux qui lui donnent des ordres. "Tu es payé pour travailler pas pour t'amuser", lance une voix [hors cadre] qui dénote clairement un statut et un pouvoir certains. Le visage de Rodrigo, présent tout au long de la séquence, exprime progressivement le porte-à-faux dans lequel il se trouve, jusqu'à se transfigurer.

La texture poreuse d'*Employé/Patron* fait ressortir l'essence même de ses nuances, et plonge toujours au-delà du regard, dans la perfection de ses profondeurs. Ces extérieurs immenses – qui révèlent dans la durée des plans l'imminence de la catastrophe – coexistent avec le labyrinthe dans lequel se débattent les personnages, empêtrés dans leur culpabilité et leurs lâchetés, et écrasés par un fardeau permanent. Nieto est de loin le meilleur observateur de ce rituel abstrait, de cet ordre immuable.

—Paula Vazquez Prieto
Publié le 9 janvier

Courrier international est partenaire de ce film.

Verbatim

"Je ne fais pas de cinéma politique"

Lorsqu'on demande au réalisateur Manuel Nieto Zas si ses œuvres relèvent du cinéma politique, il répond par la négative. Ainsi, il explique auprès du site argentin **Infobae** que si le titre de son film prend des accents de lutte des classes, il a d'autres idées derrière la tête. "Tout le monde mord à l'hameçon, mais en réalité ce que j'essaie de faire, c'est un film autour de ses personnages, avec deux points de vue et une construction en miroir, avec une progression et un arc narratif assez ample. Je ne vois pas mon travail comme du cinéma politique, j'essaie de faire un cinéma de personnages, qui construit sa tension à partir de l'intrigue et l'alternance des points de vue."

histoire. 

La mystérieuse grotte des nageurs

Néolithique — Égypte

Découverte en 1933 dans le Sahara oriental, la célèbre grotte aux nageurs préhistoriques n'en finit pas de déconcerter les archéologues.

— **History Today** (extraits) Londres

Dans l'extrême ouest de l'Égypte, l'une des zones les plus âpres du désert du Sahara, se trouve une grotte fascinante. Sur ses parois claires, des centaines de personnages sont dessinés, certains obliques, tous énigmatiques. Des corps humains disproportionnés se déplacent en procession dans des ocres riches. Ce qui est le plus remarquable, c'est que nombre d'entre eux sont allongés sur le ventre, bras et jambes à l'horizontale, dans un mouvement qui ressemble à celui de la nage. D'où cette question : pourquoi les artistes de ces temps reculés peignaient-ils des scènes de baignade dans cette partie aride du Sahara ?

Parce que le Sahara n'a pas toujours été un désert. C'était jadis une vaste savane grouillante de gazelles, d'antilopes, de lions, de girafes, d'éléphants et d'êtres humains. Plusieurs monuments témoignent de cette abondance, prenez, par exemple, les deux girafes gravées dans la pierre avec force détails il y a 10 000 ans à Dabous, dans le Ténéré, au Niger. "Ténéré" veut dire littéralement "Là où il n'y a rien", or on y trouve deux des plus fines sculptures sur roche du monde, témoignage d'une époque où le désert débordait de vie.

Le Sahara a commencé à s'assécher il y a de 8 000 à 4 500 ans, et le paysage s'est alors transformé en désert. Les moussons se sont déplacées plus au sud, suivies par les grands animaux, les éléphants et les girafes, entre autres. On a longtemps pensé qu'il s'agissait d'un processus purement naturel provoqué par des mouvements de l'axe orbital de la Terre. Certains avancent cependant que les habitants du Sahara, des chasseurs-cueilleurs vivant en groupe, ont pu jouer un rôle. D'après l'archéologue David Wright, les hommes ont pu accélérer la désertification de ce sol délicat quand ils ont commencé à passer de la chasse à un mode de vie pastoral et à se déplacer avec des troupeaux de chèvres et de bovins affamés. En effet, quand les savanes luxuriantes ont reculé et que la nourriture s'est faite rare, les



hommes se sont tournés vers le pastoralisme et auraient ainsi hâté la désertification. Ce n'est qu'une hypothèse. Certains ont soulevé des objections : même s'il est difficile d'estimer la population de l'époque, il est probable qu'il y avait tout simplement trop peu d'êtres humains pour contribuer de façon significative à la dégradation écologique de la région.

Il y a une autre possibilité, peut-être plus troublante : et si les gens qui ont quitté les girafes de Dabous ou la grotte des Nageurs n'avaient pas été chassés de leurs terres pour avoir modifié l'environnement mais par des forces totalement hors de leur contrôle ?

Leur culture est fascinante, même si elle demeure mystérieuse. Pour certains, la grotte des Nageurs décrit de vraies scènes de baignade dans les lacs qui se trouvaient jadis dans la région, à 160 kilomètres du site. Comme le peuple saharien était itinérant, il est parfaitement plausible que la personne qui a fait ces dessins se soit rendue à ces lacs. Pour d'autres, en revanche, les nageurs ont une signification plus symbolique. On voit des personnages similaires dans la grotte des Bêtes voisine : ils semblent se diriger vers des créatures sans tête qui les avalent et les régurgitent. Ces scènes sont difficiles à interpréter, mais plusieurs hypothèses ont été présentées.

La première, c'est que ces créatures sont des animaux, des lions par exemple, dont la tête a été volontairement supprimée, et certains d'entre eux semblent pris dans de fins filets. De plus, l'art rupestre de la région montre d'autres animaux dangereux qui ont été volontairement barbouillés. On suppose qu'il s'agissait d'une pratique magique pour neutraliser le pouvoir de l'image : on risquait de donner vie à des créatures

dangereuses ou démoniaques en les représentant sans cette correction. Ces croyances se sont plus tard répandues dans l'Égypte ancienne.

Une autre hypothèse, c'est que les nageurs représentent les défunts et que les créatures sans tête sont des dieux ou des gardiens, comme Cerbère ou Ammut, qui annoncent l'entrée du mort dans un au-delà sous-marin. Les textes égyptiens corroborent cette théorie, mais il faut les traiter avec prudence parce qu'ils sont postérieurs de plusieurs milliers d'années. *Le Livre des portes* décrit le mort en ces termes : "Ô noyés qui êtes dans l'eau, nageurs qui êtes dans le fleuve, voyez Rê qui monte dans sa barque, grand de mystère."

Culture dans le vent. Il faut voir également la description des plus curieuses qui figure au chapitre XXVII du *Livre des morts*. "Le livre de l'adoration des dieux des cavernes : ce qu'un homme doit dire quand il y arrive pour pouvoir entrer et voir ce dieu dans la grande demeure de l'au-delà.

Salut à vous, dieux des cavernes de l'Occident !
Salut à vous gardiens de l'autre monde qui gardez ce dieu et apportez les nouvelles à la présence d'Ostris !

Ô gardiens des portes qui gardez vos portes, qui avez les âmes et engloutissez les corps des morts qui passent par vous quand ils sont envoyés à la maison de la destruction."

Quelle que soit leur signification, ces images de l'art rupestre du Sahara font travailler l'imagination. Les parallèles existant entre l'iconographie saharienne et celle de l'Égypte ancienne indiquent que les cultures du Sahara ont fini par l'emporter. Si la désertification a chassé les habitants de leurs terres et fossilisé leur art, elle a aussi adouci les marais jadis épineux et inhospitaliers du Nil, et nombre de Sahariens s'y sont installés au VI^e millénaire avant Jésus-Christ. Même si l'histoire du Sahara fait penser à une sinistre parabole écologique, elle a aussi apporté un vent de nouvelles possibilités. Les graines de la culture saharienne ont été emportées par cette brise et ont germé dans l'Égypte ancienne.

— **Matthew Chalmers**

Publié le 11 novembre 2021

➤ **Vue intérieure de la grotte des nageurs, à Wadi Sura, sur le plateau de Gilf Kebir, en Égypte.**

Photo John Zada/Alamy/Photo12

Vaste savane grouillante de vies animales et humaines, le Sahara a commencé à s'assécher entre 8 000 et 4 500 ans av. J.-C.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**

FLAVORS*

**CITRON
CITRON VERT
CACTUS**



SERVICEPLAN | Entreprises RCS Nanterre 41482062



*Desperados Lime est une bière aromatisée Téquila, Citron-Citron vert, Cactus.

AFFICHE CRÉÉE PAR SEPHORA KILBEE
PHOTOGRAPHE ET DESIGNER GRAPHIQUE ÉMERGENTE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.